UNIVERSITE LIBRE DE KIGALI
U.L.K.

B.P. 2280 KIGALI
Tél. : 511526, 511527, 511531, 511533
Fax : (250) 511526
E-mail:ulk@rwandatel1.rwanda1.com

UNIVERSITE LIBRE
U.L.K.
DIRECTION ACADEMIQUE
BIBLIOTHEQUE
DE KIGALI

REVUE SCIENTIFIQUE DE L'UNIVERSITE

EDITIONS DE L'UNIVERSITE LIBRE DE KIGALI

AOUT 2004

TABLE DES MATIERES

EDITORIAL 5

RUSUHUZWA K. Thomas :
Changement dans la structure et stabilité de la demande de monnaie au Rwanda 7

BIZIMUNGU Alexis :
La Restructuration d'une Economie : Approche méthodologique...37

Okoko OSAMBO :
An exploratory investigation into the feasibility of turning the student identification card into a debit card : A case study of the University of the Wern Cape.....63

Okoko OSAMBO :
Revisiting E-Commerce strategies for survival in the global business environment: a summary 105

Aggée M. SHYAKA MUGABE:
Vision a peaceful society: Building a culture of peace in Rwanda.....107

BINENWA Jean Bosco :
The Development model of the new partnership for Africa's Development (NEPAD). Major anomalies and relevant solutions.....145

BIZIMUNGU Christophe:
Le Droit Rwandais face au viol conjugal 173

NZABANDORA NDIMUBANZI Joseph, Ph.D. :
La question identitaire au Bwisha (Rutshuru, Nord-Kivu) : le point de vue de l'histoire.....195

EDITORIAL

Ce quatrième numéro de la Revue Scientifique de l'ULK s'inscrit, comme les numéros précédents, en droite ligne de l'une des missions principales de l'Université, à savoir le service à la collectivité. Celle-ci est envisagée dans son sens aussi bien immédiat que médiat.

C'est dans ce cadre que les études menées cernent des problèmes vécus par les populations africaines en général et rwandaises en particulier. Dans le souci d'atteindre une audience beaucoup plus large et diversifiée, bilinguisme oblige, certains articles sont publiés en français, d'autres en anglais.

Les solutions proposées s'appuient sur des analyses d'une profondeur et d'une qualité certaines, touchant des réalités socio-politiques, juridiques et économiques.

Prof. Dr RWIGAMBA BALINDA

CHANGEMENT DANS LA STRUCTURE ET STABILITE DE LA DEMANDE DE MONNAIE AU RWANDA

Par

RUSUHUZWA KIGABO THOMAS[1]

[1] L'auteur est enseignant à l'Université Libre de Kigali et chercheur au GATE (Groupe d'Analyse des Théories Economiques)-CNRS/ Université Lumière Lyon2

I. INTRODUCTION

Le rôle important que joue la demande de monnaie dans la définition et la gestion de politique monétaire a été à l'origine de plusieurs recherches tant empiriques et théoriques, depuis quelques décennies. L'un des éléments importants de la demande de monnaie est sa stabilité. En effet, les modèles monétaristes de la demande de monnaie sont fondés sur l'hypothèse de stabilité des encaisses réelles à long terme (Friedman, 1956). C'est sur cette hypothèse que repose la mise en œuvre d'une politique monétaire visant la stabilité des prix par le biais du contrôle d'un agrégat monétaire, car l'impact de l'offre de monnaie sur les variables réelles n'est prévisible que si la demande de monnaie est stable et cela permet aux autorités monétaires d'intervenir de façon efficace et prévisible. L'objectif de cet article est de vérifier s'il existe des relations de co-intégration, en tenant compte des ruptures dans les tendances des variables qui peuvent être dues aux différents événements qu'a connu le Rwanda.

II. Analyse empirique de la stabilité de demande de monnaie

La stabilité de demande de monnaie a été étudiée de différentes manières. Plusieurs études analysent cette question dans un contexte de la co-intégration, en considérant qu'un coefficient de rappel à l'équilibre significativement négatif, dans un modèle à correction d'erreur constitue un bon signe de la stabilité de la demande de monnaie. Cependant, des tests spécifiques de la stabilité des coefficients sur une période d'étude donnée existent et permettent de vérifier la constance des paramètres dans un modèle VAR cointégré. On peut citer par exemple le test de Hansen et Johansen (1996) qui consiste en une procédure graphique basée sur des estimations récursives des vecteurs propres pour évaluer à la fois la constance de l'espace de co-intégration et de chaque paramètre de long terme dans le modèle.

Il existe deux procédures alternatives pour tester la constance de l'espace de co-intégration et qui sont très utilisées dans l'analyse empirique de stabilité des paramètres estimés en économétrie des séries temporelles. Une première procédure consiste à estimer de façon récursive tous les paramètres alors que dans la deuxième procédure, les dynamiques sont fixées et seulement les paramètres de long terme sont estimés de manière récursive. Dans cette approche d'estimation par la méthode récursive, la stabilité de l'espace de co-intégration est étudiée à l'aide des séquences des tests du ratio du maximum de vraisemblance, sous l'hypothèse nulle selon laquelle les paramètres estimés de long terme β sur tout l'échantillon se trouvent dans l'espace engendré par les β paramètres estimés en utilisant différents sous échantillons. Cette méthode est très utilisée dans les

études empiriques de demande de monnaie, puisque l'ajustement vers l'équilibre de long terme est considéré comme se faisant suivant un processus linéaire. Même si un consensus semble se dégager sur ce dernier aspect, certains auteurs pensent que cette considération peut constituer une restriction très forte et proposent plutôt que l'ajustement devrait être décrit par des modèles non linéaires. Même si cet aspect n'est pas utilisé dans notre travail de modélisation, puisque nous considérons que les dynamiques de court terme de la demande de monnaie sont correctement décrits par un modèle linéaire, comme c'est le cas dans la quasi-totalité des travaux empiriques sur la demande de monnaie, nous présentons les principaux éléments d'un modèle non linéaire.

III. Spécification d'une fonction de demande de monnaie au Rwanda

Actuellement, l'analyse empirique de la demande de monnaie se fait exclusivement à l'aide des modèles à correction d'erreur. La forme de la fonction qui est généralement utilisée est du type suivant et se réfère à la fois à l'approche par les transactions et à celle par le motif de spéculation:

$$M/P = g(Y, R)$$

(1.1)

avec M un agrégat monétaire en termes nominaux, Y un vecteur de variables d'échelle en termes réels et R un vecteur des coûts d'opportunité de la détention de la monnaie ou des rendements des actifs monétaires. La forme semi-logarithmique découlant de cette formulation générale et qui est la plus utilisée pour estimer la demande de monnaie est :

$$m_t - p_t = \alpha_0 + \alpha_1 y_t + \alpha_2 R_t + \varepsilon_t$$

(1.2)

Les variables en minuscules désignent les logarithmes des variables précédentes et ε_t est un terme d'erreur, et on doit avoir :

$$\frac{\partial(m_t - p_t)}{\partial y_t} = \alpha_1 \succ 0 \quad \text{et} \quad \frac{\partial(m_t - p_t)}{\partial R_t} = \alpha_2$$

Ce paramètre α_2 peut être positif ou négatif. Il est négatif s'il mesure un coût d'opportunité et il est positif s'il mesure un rendement des actifs monétaires.

Rappelons que dans les modèles fondés sur la théorie quantitative de monnaie, α_1 n'est pas significativement différent de l'unité, alors qu'il vaut 0.5 dans les modèles de gestion de stock à la Baumol, alors qu'il est supérieur à l'unité dans les modèles de portefeuille. Dans ce dernier cas la variable d'échelle utilisée est la richesse ou une mesure jugée plus représentative de celle-ci. Dans les modèles fondés sur la théorie quantitative de la monnaie, la fonction de demande de monnaie précédemment spécifiée est interprétée comme une équation de vitesse de circulation de la monnaie:

$$V_t = y_t + p_t - m_t = -\alpha_0 - \alpha_2 R_t + \varepsilon_t$$

(1.3)

Pour les économies en développement dont les marchés financiers sont encore en état embryonnaire ou n'existent pas, R est composé du taux d'intérêt créditeur (i), d'un taux de change (tc) et du taux d'inflation.
Ainsi le modèle de base que nous estimons est :

$$m_t - p_t = \alpha_0 + \alpha_1 y_t + \alpha_2 i_t + \alpha_3 tc_t + \varepsilon_t \quad (1.4)$$

IV. Etude des propriétés stochastiques

Il est en général considéré que la première étape dans toute analyse des séries temporelles économiques, consiste à tester la présence des racines unitaires dans ces séries. Ceci s'explique par le fait que la nature des tendances dans les séries à étudier, détermine en quelque sorte, les modèles et les procédures inférentielles à utiliser dans les étapes suivantes de l'analyse.

On trouve différents tests de racines unitaires dans la littérature économétrique. Exceptés les éléments généraux qui les différencient, tels que les hypothèses faites sur les innovations dans les séries étudiées ainsi que les hypothèses à tester, nous pouvons classer les tests de racines unitaires en deux grandes familles : ceux qui ne tiennent pas compte des éventuelles ruptures de tendances et ceux qui en tiennent compte. Pour ce dernier groupe des tests, on note trois changements possibles dans une tendance : le changement dans la constante de la fonction de tendance ou changement en niveau, le changement dans la pente ou dans le taux de croissance ainsi que le changement à la fois dans le niveau et dans le taux de croissance.

C'est à partir des travaux de Nelson et Plosser(1982) que commence l'analyse rigoureuse de la non stationnarité à partir des processus TS(Trend Stationary) et DS(Difference Stationary).[2]

---

[2] D'autres méthodes ont été utilisées avants les années 80. On peut citer notamment la méthode graphique, selon la procédure de Box et Jenkins, l'utilisation de la fonction de densité spectrale et la fonction de Box-Cox

Pour le premier cas, la non stationnarité est de type déterministe alors qu'elle est de nature stochastique pour le processus DS.

Compte tenu de ce qui vient d'être dit, il est indispensable d'identifier la source de non stationnarité d'une variable avant de la stationnariser. C'est-à-dire distinguer les processus TS et DS avant de les stationnariser puisque cela conditionne les propriétés asymptotiques des estimateurs des paramètres et des statistiques des tests utilisés. Au delà des enjeux de modélisation économétrique, l'origine de la non stationnarité a des implications importantes sur l'analyse économique des séries étudiées, puisqu'un processus DS est caractérisé par la persistance des chocs, contrairement à un processus TS.

1. Tests de racine unitaire sans rupture structurelle

Dans ce paragraphe, nous avons utilisé les tests de Dickey – Fuller, de Phillips-Perron(PP) et celui de Kwiatkowski, Phillips, Schmidt et shin (KPSS). Le test de Dickey-Fuller a été utilisé dans sa version la plus complète telle que décrit dans le deuxième chapitre de cette thèse, puisqu'on ne sait pas a priori si le modèle sur lequel sera fondé le test a une constante et une tendance, ou s'il a seulement une constante ou bien s'il n'a ni constante ni tendance[3]. Nous présentons les résultats détaillés d'une telle stratégie sur la variable LPIB, qui est le logarithme du PIB, et dans le tableau 1 seront consignés les résultats du test ADF sur les autres variables.

WORKING AT 5.0 % SIGNIFICANCE LEVEL
ALL TESTS OF UNIT ROOT ARE ONE-SIDED

REGRESSIONS WITH CONSTANT,TREND
t(rho-1)/tao = -2.18526 with critical value -3.41000
Cannot reject a unit root with t(rho-1)/tao

[3] Ces résultats sont obtenus à partir du programme URAUTO sous RATS. Il a été écrit et révisé par Paco Goerlich (1990, 1993) et complété par Tom Doam (1994).

Next is joint test of trend=0 and root=1
psi3 = 2.63583 with critical value 6.25000
PSI3 cannot reject unit root and no linear trend

REGRESSIONS WITH CONSTANT,NO TREND

t(rho-1)/mu = -0.14905 with critical value -2.86000
Cannot reject a unit root with t(rho-1)/mu
Next is joint test of constant=0 and root=1
psi1 = 1.41488 with critical value 4.59000
PSI1 cannot reject constant=0 and root=1

REGRESSIONS WITH NO CONSTANT, NO TREND
t(rho-1) = 1.65196 with critical value -1.95000
Cannot reject a unit root with t(rho-1)

CONCLUSION: Series contains a unit root with zero drift

Tableau 1 : Résultats du test de Dickey -Fuller Augmenté

	Modèle avec constante et tendance		Modèle avec constante seulement		Modèle simple	Conclusion
VariableS	$t_{\hat{\phi}}$	F3	$t_{\hat{\phi}}$	F_2	$t_{\hat{\phi}}$	
lpib	-2.18	2.64	-0.15	1.41	1.65	I(1)
Ipibr	-2.55	3.27	-2.44	2.99	0.05	I(1)
lipc	-1.75	1.80	0.04	2.28	2.14	I(1)
tint	-2.03	4.10	-0.40	4.76[4]		I(1)
tc	-2.02	2.52	-O.34	0.74	1.13	I(1)
lm1	-2.05	2.57	0.17	1.63	1.82	I(1)
lm2	-2.46	3.15	-0.09	2.24	2.12	I(1)
lm1r	-3.03	4.68	-2.81	3.95	-0.18	I(1)
lm2r	-0.12	0.0073	0.51	36.7[2]		I(1)

[4] Dans le cas du taux d'intérêt (tint) et de lm2r, les statistiques F_2 sont significatives, ce qui laisserait penser que ces variables ont chacune une racine unitaire et une constante. Mais le test sur ces constantes dans le cas d'une distribution normale montre qu'elles ne sont pas significativement différentes de zéro, avec des statistiques valant respectivement –0.07 et -0.96.

Ces résultats sont confirmés par les tests de Phillips-Perron (PP) et de KPSS, dont les résultats sont présentés dans le tableau 2. La procédure du test de Phillips-Perron étant identique à celle du test ADF, nous présentons seulement les résultats en rapport au modèle retenu. Notons par KPS1 le test de stationnarité basé sur un modèle avec constante et par KPSS2 celui basé sur un modèle avec tendance, dont les valeurs critiques correspondantes au seuil sont respectivement de 0.46 et 0.146. Rappelons que l'hypothèse nulle de stationnarité est acceptée si les valeurs calculées sont inférieures aux valeurs critiques.

Tableau 2 : Résultats du test de Phillips-Perron (PP) et de KPSS

Variables	p	PP	KPSS1	KPSS2
lpib	4	-0.35	1.57	0.24
lpibr	4	-2.20	1.70	0.41
lipc	4	0.48	1.63	0.35
tint	4	-2.31	0.71	0.12
le	4	0.14	1.43	0.38
lm1	4	0.36	1.67	0.33
lm2	4	0.21	1.69	0.25
Lm1r	4	0.38	0.55	0.13
Lm2r	4	-1.88	7.13	7.24

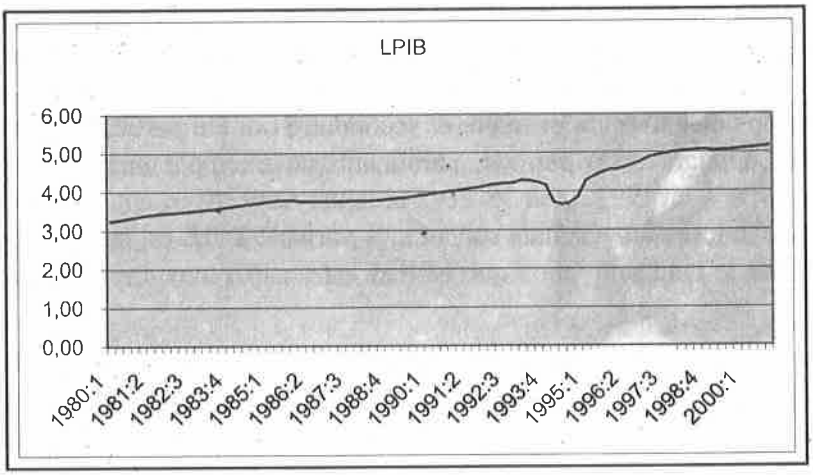
2. Tests de racine unitaire avec rupture structurelle

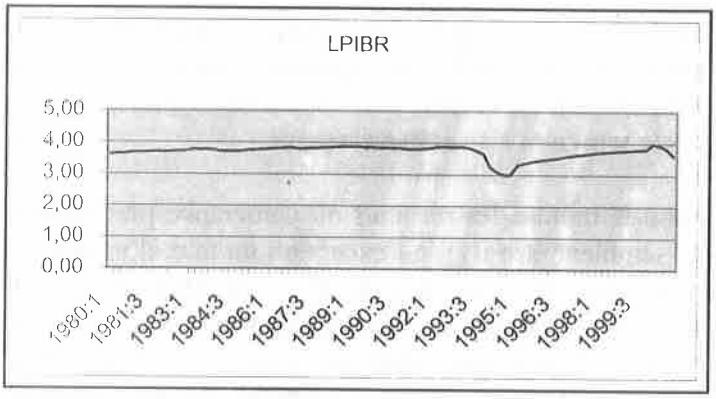
Contrairement à Nelson et Plosser (1982) qui ont montré, en utilisant des tests de Dickey-Fuller que plusieurs séries macro-économiques n'étaient pas stationnaires, Perron(1989) montre que l'évidence de racines unitaires dans une représentation univariée des séries temporelles peut être due à la présence d'un important changement structurel dans la fonction de tendance. Utilisant les mêmes données que Nelson et Plosser, Perron rejette l'hypothèse de racine unitaire dans 11 cas sur 14, en introduisant un changement dans le niveau et /ou dans la pente de la fonction de tendance. A l'aide de simulations, il montre que dans le cas où la série étudiée présente au moins une évolution dans sa tendance, les tests de Dickey Fuller sont biaisés même asymptotiquement en faveur de l'hypothèse nulle. Perron

développe des tests de racine unitaire avec changement de structure dans la fonction de tendance. Les changements considérés sont de trois types : Un changement en niveau , un changement dans la pente et un changement à la fois en niveau et dans la pente.

Comme le montre les résultats du paragraphe précédent, toutes ces variables semblent être I(1), à l'exception du taux d'inflation. Cette évidence de présence de racine unitaire dans ces différentes séries peut être due aux ruptures dans leurs tendances (Perron,1989). C'est pour cette raison qu'il devient important de tester la présence de racine unitaire en tenant compte de la possibilité de ces ruptures. La méthodologie que nous avons privilégié est celle de Perron, dans le cas où un résultat doit être confirmé, nous utilisons la procédure séquentielle de Banerjee et al.(1992).

1. Variable d' échelle : LPIB (LPIBR)





Le modèle 2 de Perron (97) permet d'identifier une même date de rupture pour les deux variables LPIB et LPIBR : 1993 :03, alors que le modèle 1 identifie deux dates différentes, 1993 :04 et 1992 :04 respectivement. Cette dernière date ne correspond pas à la représentation graphique de LPIBR et 1993 :03 semble correspondre à la réalité puisque pendant cette période, les effets de la guerre étaient très perceptibles. Ces différentes dates correspondent aux effets de la guerre qui a commencé en octobre 1990 et qui s'est intensifiée à partir de l'année 1992, affectant ainsi la production au niveau national. Les productions des secteurs primaire et secondaire ont été particulièrement affectées pendant cette période, entraînant par exemple une chute de 5.6% et 78.6% en 1993, pour les deux secteurs respectivement.
Comme l'indique les résultats suivants, la variable LPIB est un I(0) avec break dans la constante alors que LPIBR est un I(0) avec break dans la

constante et dans la pente, les valeurs des statistiques $t_{\hat{\alpha}=1}$ étant respectivement égales à –6.70131 et – 12.22325 et significatives au seuil de 5%.

Modèle 1

break date TB = 93:04 statistic t(alpha==1) = -6.70131
critical values at 1% 5% 10% 50% 90% 95% 99%
for 80 obs. -5.77 -5.09 -4.84 -3.88 -2.95 -2.73 -2.22
number of lag retained : 5
explained variable : **LPIB**

	coefficient	student
CONSTANT	0.37649	7.21777
DU	0.06286	6.14961
D(Tb)	-0.44452	-17.81650
TIME	0.00158	4.03370
LPIB {1}	0.89004	54.24185

break date TB = 92:04 statistic t(alpha=1) = -4.82430

critical values at	1%	5%	10%	50%	90%	95%	99%
for 80 obs.	-5.77	-5.09	-4.84	-3.88	-2.95	-2.73	-2.22

number of lag retained : 5

explained variable : **LPIBR**

	coefficient	student
CONSTANT	0.82779	4.74953
DU	-0.10813	-3.90314
D(Tb)	0.13171	2.69118
TIME	0.00142	2.79643
LPIBR {1}	0.77110	16.25153

Modèle 2

break date TB = 93:03 statistic t(alpha=1) = -5.53708

critical values at	1%	5%	10%	50%	90%	95%	99%
for 70 obs.	-6.32	-5.59	-5.29	-4.24	-3.32	-3.08	-2.67
for 100 obs.	-6.21	-5.55	-5.25	-4.22	-3.35	-3.13	-2.63

number of lag retained : 5

explained variable : **LPIB**

	coefficient	Student
CONSTANT	1.42717	5.56955
DU	-1.11072	-4.77864
D(Tb)	0.08833	1.43148
TIME	0.00677	5.10172
DT	0.01762	4.88659
LPIB {1}	0.56848	7.29463

break date TB = 93:03 statistic t(alpha=1) = -12.22325

critical values at	1%	5%	10%	50%	90%	95%	99%
for 70 obs.	-6.32	-5.59	-5.29	-4.24	-3.32	-3.08	-2.67
for 100 obs.	-6.21	-5.55	-5.25	-4.22	-3.35	-3.13	-2.63

number of lag retained : 5

explained variable : **LPIBR**

	coefficient	student
CONSTANT	2.40098	12.26304
DU	-1.35455	-11.49898
D(Tb)	0.30077	7.20827
TIME	0.00212	6.11518
DT	0.01613	10.75833
LPIBR {1}	0.35111	6.61399

Les cas des variables LM1r et LM2r semblent être particuliers dans la mesure où la date 1984 :4 identifiée par les deux modèles pour la première variable et par le deuxième modèle pour la deuxième variable ne correspond à aucun événement censé avoir des effets sur l'économie rwandaise. Nous avons choisi de rendre exogène les dates de rupture en les imposant a priori. Pour chacun des trois modèles, nous avons considéré successivement les dates suivantes 1 993 :4 et 1 993 :3 et les résultats suivants ont été obtenus. Les modèles 1 et 2 indiquent que la variable LM1r est I(0) pour la première date. Elle est I(0) avec le modèle 1 pour la seconde date. La même procédure appliquée à LM2r montre que cette variable reste I(1) quelle que soit la date considérée. En essayant la même procédure avec la date 1994 :1 pour les deux séries, on trouve de mauvais résultats, confirmant ainsi les premières dates.

Variables	Date Tb	Modèle	$t_{\hat{\alpha}}$	Valeurs critiques	Nombre de retard
Lm1r	1993 :4	1	-3.902	-3.80	4
		2	-3.952	-3.85	4
		3	-3.987	-4.18	4
	1993 :3	1	-3.979	-3.80	4
		2	-3.680	-3.85	4
		3	-3.922	-4.18	4
Lm2r	1993 :4	1	-3.098	-3.80	4
		2	-2.24	-3.85	4
		3	-2.349	-4.18	4
	1993 :3	1	-2.822	-3.80	4
		2	-3.11	-3.85	4
		3	-3.344	-4.18	4

Nous avons enfin appliqué la procédure séquentielle de Banerjee et al pour examiner le cas des trois variables LM2, LM2R et LE pour lesquelles le test de Perron montre qu'elles sont I(1)[5]. Cette procédure montre que les deux premières variables sont effectivement I(1) mais que le taux de change LE est I(0), comme l'indique le tableau suivant :

Variables	Sequential min ADF test	Date de rupture
Lpib	-7.101 (60)	1994 :4
Lpibr	-5.42 (54)	1993 :2
Lm2	-3.46 (60)	1994 :4
Lm2r	-4.86(55)	1993 :3
Lm1	-6.72(59)	1994 :3
Lm1r	-19.73(57)	1994 :1
Int	-14.41(43)	1990 :3
Lipc	-2.99(57)	1994 :1
Le	-7.42(60)	1994 :4

[5] Les chiffres entre parenthèses indiquent la date de rupture qui est identifiée par cette procédure et correspondent aux dates de rupture qui figurent dans la dernière colonne.

Il ressort de cette analyse que toutes les séries qui semblaient être I(1), sont des I(0) avec break soit dans la constante ou à la fois dans la constante et dans la pente à l'exception de LM2, LM2r. Ces résultats soulignent la nécessité pour notre cas de tenir compte des break dans le test de racine unitaire.

V. Estimation de la fonction de demande de monnaie

1. Demande de monnaie M1

Dans un premier temps, nous estimons la fonction suivante de demande de monnaie M1 :

$$lm_1r_t = a_0 + a_1 lpibr_t + a_2 t\,\mathrm{int}_t + a_3 tc_t + \varepsilon_t \qquad (1)$$

avec $a_1 \succ 0$; $a_2 \prec 0$.

a_3 peut être positif ou négatif.

Dans le premier cas, les agents économiques peuvent préférer détenir plus de la monnaie M1 pour faire face notamment à la hausse des prix due à la dépréciation de la monnaie nationale. Dans le deuxième cas, les agents économiques préfèrent détenir une bonne partie de leur revenu monétaire sous forme de dépôts en devise. Tous les signes attendus sont vérifiés et les coefficients sont significativement différents de zéro sauf celui du taux d'intérêt, comme le montre les résultats suivants :

Variable	Coeff	Std Error	T-Stat	Signif
1. Constant	4.376452393	0.251876699	17.37538	0.00000000
2. LPIBR	0.240315813	0.055256759	4.34908	0.00004193
3. TAUX	-1.712127559	0.624719312	- 2.74063	0.00763948
4. LE	-0.069285591	0.024090117	- 2.87610	0.00522186

La méthode en deux étapes de Engle et Granger (1987) montre que les résidus de la relation statique sont I(0) et donc que la relation de co-intégration entre LM1, LPIBR, Tint et LE peut être acceptée, comme le montre les résultats suivants. Le nombre p de retard a été déterminé à l'aide des critères d'information de Akaike (AIC) et de Schwartz (SC). Les deux critères identifient respectivement 16 et 4 retards. Pour des raisons de parcimonie, p=4 est retenu dans notre analyse.

```
Using data from 80:01 to 99:04
 Choosing the optimal lag length for the ADF regression
 between 0 and  20  lags.
*******************************************************
Model Selection Criteria
Minimum AIC at lag:    16
Minimum BIC at lag:    4

URAUTO Procedure by Paco Goerlich
TESTING SERIES: RESIDS   SAMPLE 80:01 TO 99:04
AUTOREGRESSIVE CORRECTIONS: 4 LAGS
WORKING AT  5.0 %  SIGNIFICANCE LEVEL
ALL TESTS OF UNIT ROOT ARE ONE-SIDED

REGRESSIONS WITH CONSTANT,TREND
  t(rho-1)/tao =  -3.79078 with critical value    -3.41000
  Unit root rejected with t(rho-1)/tao
  CONCLUSION: Series has no unit root
```

Dans une seconde étape, nous vérifions ces résultats dans un cadre multivarié, en utilisant la méthode de Johansen, Mosconi et Nielsen (2000). Cette méthode présente plusieurs avantages, elle permet dans un cadre de modélisation VAR, d'une part de déterminer un bon modèle sans perte d'information et de tester plusieurs hypothèses importantes dans l'analyse de demande de monnaie, en faisant recourt à la méthode du maximum de vraisemblance. Cette méthode permet également de tenir compte des breaks dans la composante déterministe et ceci est indispensable puisque s'ils ne sont pas considérés, les résidus des régressions co-intégrantes

capturent les breaks non retenus de façon à apparaître à tort comme non stationnaires (Gabriel et al., 2002). Dans ce cas, on est conduit à rejeter à tort l'hypothèse de co-intégration.

Nous avons d'abord appliqué cette méthode au vecteur X (lm1r, lpibr, tint, le) avec constante, sans break ni tendance. Le nombre de retards a été déterminé en utilisant les critères d'information. Comme le montre le tableau suivant, ces critères donnent des valeurs différentes du nombre de retard p. Dans ces conditions, il est d'usage de considérer la valeur donnée par le critère de Hannan-Quinn, qui est pour notre cas p=2. Dans le souci d'améliorer les résultats, nous avons par suite considéré 5 retards comme l'indique le critère d'Akaike.

Les résultats sur la normalité ne sont pas très satisfaisants puisque certains problèmes sont relevés pour les quatre variables excepté la masse monétaire, comme le montre le résultats suivant du test de Jarque Bera

Tableau 3 : tests de normalité

Equation	Skewness	kurtosis	SK+Kur
1	O.165	0.919	0.379
2	0.000	0.000	0.000
3	0.000	0.000	0.000
4	0.000	0.000	0.000
Ensemble	0.000	0.000	0.000

Pour le test de Jarque-Bera, l'hypothèse de normalité est acceptée si p-value excède 5%. Le test de la trace montre que le vecteur X considéré n'est pas co-intégré, comme le montre les résultats suivants :

TRACE TESTS FOR THE COINTEGRATION RANK (r)

r	Const.	Trend	Statistic	p-value	50%	80%	90%	95%	97.5%	99%
0	ab0	0	49.79	0.11723	39.65	46.67	50.64	54.08	57.19	60.95
1	ab0	0	25.35	0.39129	23.62	29.16	32.37	35.19	37.75	40.88
2	ab0	0	10.52	0.59386	11.51	15.53	17.95	20.12	22.14	24.64
3	ab0	0	1.02	0.93208	3.51	5.97	7.62	9.17	10.67	12.58

NOTE: THE HYPOTHESIS IS ACCEPTED WHEN (e.g.) P-VALUE > 0.05

La même procédure a été appliquée pour tester la cointégration avec constante et trend sans break et aucune relation de co-intégration n'a été identifiée.

Nous avons ensuite vérifié l'existence d'une relation de co-intégration avec constante et sans tendance, en considérant un break en 1993:03. Les résultas sur la normalité ne sont pas différents de ceux trouvés précédemment. Comme le montre les résultats suivants, le test de la trace indique qu'il existe un vecteur de co-intégration.

TRACE TESTS FOR THE COINTEGRATION RANK (r)

r	Const.	Trend	Statistic	p-value	50%	80%	90%	95%	97.5%	99%
0	ab0	0	81.65	0.00068	48.49	56.12	60.41	64.11	67.43	71.44
1	ab0	0	34.14	0.29894	30.38	36.52	40.04	43.10	45.87	49.24
2	ab0	0	18.56	0.32475	16.18	20.76	23.46	25.85	28.04	30.74
3	ab0	0	7.68	0.29128	5.91	8.75	10.53	12.17	13.71	15.65

Nous avons par la suite testé le break en 1993:01. Les résultats sont sensiblement améliorés, les critères d'information de Akaike et de Hannan-Quinn donnent le même nombre de retard p=5 et les problèmes de normalité de la variable LPIB semblent être résolus pour certaines variables. Plus important, le vecteur de co-intégration trouvé peut être interprété comme équation de la demande de

monnaie. Le test de la trace indique qu'il existe un vecteur de co-intégration, comme le montre les résultats suivants :

TRACE TESTS FOR THE COINTEGRATION RANK (r)

r	Const.	Trend	Statistic	p-value	50%	80%	90%	95%	97.5%	99%
0	ab0	0	99.86	0.00000	48.50	56.10	60.37	64.05	67.36	71.35
1	ab0	0	40.21	0.09609	30.42	36.53	40.02	43.07	45.82	49.17
2	ab0	0	16.94	0.44512	16.25	20.79	23.46	25.82	27.99	30.66
3	ab0	0	3.33	0.86707	6.00	8.77	10.50	12.09	13.58	15.45

Vecteur cointégrant et écarts-type[6]

Variables	Lm1r	Lpibr	tint	Le	constante
Coefficients	1	-0.9966	-1.0127	0.5734	-3.5420 (-4.0189)
Ecarts-type	-	0.1103	0.9618	0.0944	0.0622 (0.0884)

Ces résultats permettent d'écrire la relation co-intégrante suivante de la demande de monnaie :

Période : 1980 :1 à 1992 :4

$$lM_{1t} = 3.54 + 0.9966 lpib_t + 1.01 t\,\text{int}_t - 0.5734 le_t + e_t$$

(56.9) (9.03) (1.05) (-6.07)

Période : 1993 :1 à 1999 :4

$$lM_{1t} = 3.54 + 0.9966 lpib_t + 1.01 t\,\text{int}_t - 4.02 le_t + e_t$$

(56.9) (9.03) (1.05) (-45.5)

A ce niveau, nous avons testé l'élasticité unitaire du revenu, puisqu'il s'agit d'une hypothèse importante dans la demande. Cette hypothèse est acceptée sans difficulté. Comme pour le cas précédent,

[6] Les chiffres entre parenthèses dans la dernière colonne du tableau sont la constante et l'écart type du vecteur cointégrant de la période allant du premier trimestre de l'année1993 au dernier trimestre de l'année 1994.

Il apparaît que la demande de monnaie M1 n'est pas expliquée par le taux d'intérêt. Nous avons ensuite testé la nullité du coefficient du taux d'intérêt dans la demande de monnaie. Le test utilisé dans ces deux cas est un ratio de vraisemblance de la forme :

$-2\log Q(H_0 / H_A)$ qui est asymptotiquement distribué comme un χ^2 à r(p-s) degrés de liberté. Nous avons enfin testé la suppression du break en égalisant les deux niveaux et, dans le souci de ne pas encombrer notre texte, nous présentons les résultats de ce dernier test seulement. Les vecteurs de co- intégration suivants correspondent aux deux premiers cas.

Variables	Lm1r	Lpibr	tint	Le	constante
Coefficients	1	-1	-1.0280	0.5754	-3.5370 (-4.0160)
Ecarts-type			0.7102	0.0161	(0.0440) (0.0549)

Variables	Lm1r	Lpibr	tint	Le	constante
Coefficients	1.0000	-1.0000	0.0000	0.5142	-3.3295 (-3.7468)
Ecarts-type				0.009	0.0463 (0.0585)

2. **Demande de monnaie M2**

Nous estimons la fonction suivante :

$$lm_2 r_t = a_0 + a_1 lpibr_t + a_2 t\,\mathrm{int}_t + a_3 tc_t + \varepsilon_t$$

avec $a_1 \succ 0$; $a_2 \prec 0$ et a_3 pouvant être positif ou négatif.

Le test ADF de racine unitaire montre que les résidus issus de cette relation ne sont pas stationnaires. On conclut qu'il y a donc risque de régression fallacieuse.

Variable	Coeff	Std Error	T-Stat	Signif
1. Constant	3.467569597	0.358715413	9.66663	0.00000000
2. LPIBR	0.542232588	0.078695057	6.89030	0.00000000
3. TAUX	-1.321751116	0.889706933	-1.48560	0.14152068
4. LE	-0.025884970	0.034308438	-0.75448	0.45289362

****

TESTING THE NULL HYPOTHESIS OF A UNIT ROOT IN RESIDS
Using data from 80:01 to 99:04
Choosing the optimal lag length for the ADF regression
between 0 and 20 lags.

****

Model Selection Criteria
Minimum AIC at lag: 0
Minimum BIC at lag: 0
URAUTO Procedure by Paco Goerlich
TESTING SERIES: RESIDS SAMPLE 80:01 TO 99:04
AUTOREGRESSIVE CORRECTIONS: 0 LAGS
WORKING AT 5.0 % SIGNIFICANCE LEVEL
ALL TESTS OF UNIT ROOT ARE ONE-SIDED
REGRESSIONS WITH CONSTANT,TREND
t(rho-1)/tao = -2.08753 with critical value -3.41000
Cannot reject a unit root with t(rho-1)/tao

Next is joint test of trend=0 and root=1
psi3 = 32.06892 with critical value 6.25000
PSI3 significant
Testing trend=0 under the unit root
Trend=0 test = 0.65636 using Normal distribution
Trend insignificant under the unit root. Unit root cannot be rejected
Testing for constant (drift) =0
Psi2 = 23.56743 with critical value 4.68000
Drift=0 rejected

CONCLUSION: Series contains a unit root with drift

Comme pour le cas de la demande de monnaie M1, nous testons la co-intégration dans un cadre multivarié, en utilisant la méthode de Johansen, Mosconi et Nielsen (2000). Aucune relation de co-intégration n'est trouvée par le test de la trace, si aucun break n'est considéré. Nous avons par la suite cherché à tester la co-intégration en considérant des breaks. Le premier break testé est 1993 :01. Les trois critères d'informations ne donnent pas le même nombre de retards. Nous considérons p=5 que donnent le critères de Hannan-Quinn et Akaike.

Comme pour la demande de monnaie M1, les résultats sur la normalité ne sont pas très satisfaisants, comme le montre le tableau suivant Le test de la trace montre qu'il existe une relation de co-intégration. Cette dernière montre que les coefficients estimés sont très grands en valeur absolue, comparativement à ceux trouvés pour la demande de monnaie M1. Ce qui montre une forte sensibilité de la demande de monnaie M2 aux variations de ces différentes variables. Contrairement à M1, il faut noter une relation significativement positive entre la demande de monnaie M2 et le taux d'intérêt créditeur. Ceci s'explique par le fait que cet agrégat monétaire comprend la quasi monnaie qui est rémunérée.

TRACE TESTS FOR THE COINTEGRATION RANK (r)

r	Const.	Trend	Statistic	p-value	50%	80%	90%	95%	97.5%	99%
0	ab0	0	76.42	0.00277	48.50	56.10	60.37	64.05	67.36	71.35
1	ab0	0	34.01	0.30625	30.42	36.53	40.02	43.07	45.82	49.17
2	ab0	0	9.29	0.95344	16.25	20.79	23.46	25.82	27.99	30.66
3	ab0	0	3.25	0.87568	6.00	8.77	10.50	12.09	13.58	15.45

Variables	Lm2r	Lpibr	Tint	Le	constante
Coefficients	1	-2.6276	-10.3795	1.5385	-1.5010 (-3.1311)
Ecarts-type		0.1584	1.3806	0.1354	0.0893 (0.1269)

L'hypothèse d'élasticité unitaire du revenu n'est pas vérifiée, avec un niveau de significativité du test de vraisemblance qui est inférieur à 5%. Nous avons en outre tenté de tester le break en 1994 :01, mais aucune relation de co-intégration n'est trouvée. Ce qui nous a amené à retenir le premier break 1993 :01. Pour se rassurer que les résultats obtenus précédemment sont les meilleurs, nous avons maintenu ce même break et avons introduit la tendance dans notre test. Une relation de co-intégration est trouvée, mais les résultats sont aberrants puisque la tendance prend la place du revenu.

TRACE TESTS FOR THE COINTEGRATION RANK (r)

r	Const.	Trend	Statistic	p-value	50%	80%	90%	95%	97.5%	99%
0	m0	ab1	90.64	0.01289	65.46	74.33	79.27	83.51	87.31	91.86
1	m0	ab1	50.15	0.20883	43.07	50.44	54.60	58.20	61.45	65.37
2	m0	ab1	21.80	0.67556	24.60	30.37	33.72	36.65	39.33	42.59
3	m0	ab1	4.96	0.93485	10.03	13.97	16.38	18.57	20.60	23.14

Variables	Lm2r	trend	tint	Le	constante
Coefficients	1	2.3564	-0.2559	0.7150	-0.0234 (-0.0894)
Ecarts-type		0.0841	0.8415	0.0784	0.008 (0.001)

CONCLUSION

Cette recherche a permis de montrer qu'un vecteur co-intégrant pouvant être interprété comme demande de monnaie existe, en tenant compte des effets des événements jugés majeurs pour affecter les tendances des variables macroéconomiques au Rwanda. Les effets de la guerre sont les plus importants, ceux liés aux changements dans les politiques économiques intervenus à partir de 1995 n'ont pas affecté de manière significative les comportements des variables utilisées. Ce commentaire doit cependant être relativisé compte tenu de la période de notre étude (1980 à 1999). Il ressort de cette étude que le taux d'intérêt créditeur n'explique que la demande de monnaie M2 et non M1.

Cette situation est expliquée par le fait que l'agrégat monétaire M2 contient la quasi monnaie qui est rémunérée. On remarque également que le taux de change est une variable importante dans l'explication du comportement des agents économiques par rapport à la décision de détenir les encaisses monétaires. Il ressort de cette analyse que les agents économiques rwandais préfèrent détenir des devises étrangères quand la monnaie rwandaise se déprécie.

BIBLIOGRAPHIE

Anthony Lanyi et R. Saracoglu, *les taux d'intérêt dans l'économie des pays en développement*, finance et développement, juin 1983.

Antoine d'Autume, *Cointegration et modeles dynamiques*, Economie et Prévision 106 (1992)

Atsushi Inone, *Test of conintegration rank with a trend – break*, Elsevier, Journal of Econometrics 90 (1999) 215 – 237.

B. Bhashakara Rao, Maccmillan, *variable trends in economic time series*, Journal of econometric perspectives, 1988.

Banque Centrale Européenne, *bulletins mensuels*, Août, Septembre, octobre 2003.

C.W.J. Granger and P. Newbold, *Spurious regressions in econometrics*, Journal of econometrics, 1973.

Campbell, J.Y, N.G. Mankiw, 1989, *International evidence on the persistence of economic fluctuations*, journal of Monetary Economics 23, 319-333.

Ch. Bordes, M.O. Strauss – Kahn, *Cointegration et demande de monnaie en France*, Cahiers économiques et Monétaire 34 (1989).

Chris Brooks, Alistair G. Rew, *Testing for non – statoinarity ancd cointegration allowing for the possibility of a structural break* : an application to Euro sterling interest rates, Elsevier, Econometics modelling 19 (2002).

Christian de Boissieu, *Formation et rôle des taux d'intérêt*, Paris, Economie, 1982.

Christin Bordes, Hélène Chevrou – Séverac, Vélayoudou Marimoutory, *une Europe monétaire à plusieurs vitesses ? La demande de monnaie dasnles grands pays de la zone euro*, Economie et prévision n° 147, 2001

Christophe A. Sims, James H. Stock, Mark W.Watson, *Interference in linear time series models with some units roots*, econometrica, Vol 58, 1990.

D.Seeke et Y.H. Elnil, *la libéralisation financière en, Afrique*, Cahiers du CAEM, Vol. 1 n°5, Dakar, ABCA 1992.

David F. Hendry, *Econometric modelling with cointegrated variables* : An averview Oxford Bulletin of Economics and statistics, 48, 3 (1986).

David Laidler, *La monnaie comme variable passive ou active et la politique économique*, Revue de la Banque du canada,1999.

Dimitrios Malliaropulos, *A note on nonstationarity, structural breaks*, and the Fisher effect, Elsevier, Journal of Banking and Finance 24 (2000) 695 – 707.

E.S. SHAW, Financial deepening in Economic Development, Oxford University Press, 1973.

Emilio Sacerdoti et Yuan Xiao (2001), *Inflation in Madagascar*, Working paper,IMF-2001.

Emmanuel Anoruo, *Stability of the Nigerian M_2 money demand function in the SAP period*, economics bulletin, 2002.

F.PERROUX: *Le multiplicateur d'investissements dans les pays sous-développés*, Tiers-monde, tome VII,1966.

G. Karagiannis, G.J. Mergos, *Estimating theoritically consistent demand systems using cointegration techniques with application to Greek food deta*, Elsevier, economics letters, 74 (2002) 137 – 143.

H. Peter Boswijk, *Testing for an unstable root in conditional and structural error correction models* Elsevier, Journal of econometics 63 (1994) 37 – 60

Harold Lubell, Le secteur informel dans les années 80 et 90, études du centre de développement,OCDE 1991.

IMF, Rwanda enhanced structural adgustement facility economic and financial policy, Famework paper for 1998/99-2000/01.

Janvier Ordonnez, *Stability and non – linear dynamics in the broad demand for money in Spain*, Elsevier, 2003.

Jean – François Goux, *Existe-t-il vraiment une relation cointegrante de demande de monnaie en France ?* Revue économique Volume 51, N° 4, 2000.

John F. Boschen, Leonard O. Mills, *Test of long-run neutrality using permanent monetary and real shocks*, Journal of monetary economics, Elsevier, 1995.

John Y. Campbell, Pierre Perron, *Pitfalls and opportunities: what Macroeconomist should know about unit roots*, NBER Macroeconomics annual 1991.

John Y. Campbell, Robert J. Shiller, *Interpreting cointegrated models*, Journal of economic dynamics and Control 12, 1988.

Joseph C. Brade, Ali M. Kutan, *the convergence of monetary policy between candidate countries and the eupean Union Economic systems*, Elsevier, 2001.

Kauss Neusser, *An algebraic interpretation of Cointegration*, Elsevier 1999.

Keynes,J.M., *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot,1975.

Kevin Cliton et Walter Engert, *Résumé du colloque sur la monnaie, la politique monétaire et les mécanismes de transmission*, Revue de la banque du canada, 2000.

McKinnon, R. *Money and Capital in Economic development*, ther brookings institution, Washington, 1973.

Markku Lanne, Helmut Lütkepohl, *Unit root test for time series with level shifts*: a comparison of different proposals Economics letters, Elseviers, 2002.

Olivier Jean Blanchand, *A traditional interpretation of Macroeconomic fluctuation*, ...

Patric Guillaumont, *Croissance et ajustement. Les problèmes de l'Afrique de l'Ouest*, Economica 1995.

Paul Newbold, *precise and efficient computation of the Beveridge – Nelson decomposition of economic time series*, Journal of Monetary Economics 26 (1990) 453 – 457.

Perron, P., T.J Vogelsang, 1992, *Nonstatinarity en level shifts with an application to purchasing power parity*, Journal of Business and Economic Statistics 10, 301 – 320.

Perron, P., T.J Vogelsang, 1993a, *A note on the asymptotic distribution of unit root tests in the additive outlier model with breaks*. Revista de Econometria 8, 181 – 202.

Perron, P., T.J Vogelsang, 1993b, *The Great Crash, the oil price shock and the unit root hypothesis*: Erratum, Econometrica 61, 248-249, Press, W.H.., B.P. Flanery,

Perron, P.,1994, *Tend, unit root and structural change in macroeconomic time series*. In B.B. Rao(ed), Cointegration for the applied economist. MacMillan Press, Basingstoke, pp. 113-146.

Perron, P. *Further evidence on breaking trend functions in macroeconomic variables*, Elsevier, Journal of econometrics 80 (1997) 355 – 385.

Phillips, P.C.B. S. Ouliaris, *Asymptotic properties of residual based test for cointegration* , Econometrica, vol. 58, 1990.

Phillips, P.C.B. S. Ouliaris, *Testing for cointegration using principal components methods*, Journal of economic dynamics and control 12, 1988.

Prakash Longani, Phillip Swag, *Sources of inflation in developing countries*,Working Paper, IMF-2001,

Peter C.B. Phillips, Pierre Perron, *Tesing for a unit root in time series regression Biometrika*, volume 75, issue 2, 1988.

Philippe Aghion, Philippe Bacchetta, Abhijet Bamergee, *A simple model of monetary policy and currency crises*, Elsevier, European Economic Review 44 (2000) 728 – 738.

Philippe Hugon, *Economie de l'Afrique*, Editions La découverte, Paris 2003.

Richard Luger, *A modified CUSUM test for orthogonal structural changes*, Elsevier, Economics letters 73 (2001) 301 – 306.

Robert F. Engle and W.J. Granger, *Co-integraton and Error Corection* : Representation, Estimation and testing. Econometrica, Vol 55, N° 2, 1987.

Robert J. Barro, *Unanticipated money growth and unemployment in the United states*, the American economic review, 1977.

Robert J. Barro, Xavier Sala-I-Martin, *La croissance économique*, collection sciences économiques, Mc Graw-Hill 1996.

Rocco Losconi, Carlo Giannini, *Non-Causelity in Cointegrated systems : Representation, estimation and testing*, Oxford Bulletin of economics and statistics (1992).

Said, S.E., D.A. Dickey, 1984, *Testing for unit roots in autoregressive – moving average models of unknow order*, Biometrika 71, 599-608.

Sanvi Avonyi – Davi et al, ***Estimation d'une fonction de demande de monnaie pour la zone euro*** : une synthèse des résultats Bulletin de la Banque de France – n° 11 – 2003.

SØREN Johansen, *Estimation and hypothesis testing of cointegration Vectors in Gaussian Vector Autoregressive models*,.....

SØREN Johansen, Katarina Jusehus, *maximum Likelihood, estimation and Interference on cointegration with application to the demand for money*, Oxford Bulletin of Economics and Statisticks, 52,2 (1990).

SØREN Johansen, Katarina Juselius, *Identification of the long-run and the short-run structure. An application to the ISLM model*, Elsevier, Journal of Econometics 63 (1997) 7 – 36.

SØREN Johansen, *Modelling of cointegration in the vector autoregressive model*, Economic modelling, Elsevier, 2000.

SØREN Johansen, *Modelling of contegration in Vector autoregressive model*, Elsevier, Economic Modelling 17 (2000), 359 -- 373.

SOREN Johansen, Recco Mosconi, Bent Nielsen, *Cointégration analysis in the presence of structural breeks in the deterministic trend*, Econometrics Journal, Vol 3, 2000.

SØREN Johansen, *Statistical analysis of Cointegration Vectors* Journal of Economic dynamics and Control 12, 1988.

Stephen Ellis, *L'Afrique maintenant*, éditions Karthala 1995.

Teukolsky, S.A.. W.T. Vetterling, 1986?.*Numerical recipes: the art of scientific computing*, Cambridge University Press, Cambridge.

Vasco J. Gabriel, *Cointégration and the joint confirmation hypothesis*, Elsevier, Economics Lettres 78 (2003) 17 – 25.

Vogelsang, T.J. and Perron, 1994, *Additional tests for unit root allowing for a break in the rend function at an unknow time, Manuscript.* Department of Economic, Cornell University, Ityhaca, NY.

Vogeslang, T.J., 1993. *Essays on testing for nonstationarities and structural change in time series models, Unpublished Ph.d. Dissertation.* Departement of Economics, Princenton University, Princeton, NJ.

William Alan Bartley, Junsoo Lee, Mark C. Strazicish, *Testing the null of cointegration in the presence of a structural break*, Elsevier, 2001.

Zivot, E. and D.W.K. Andrews, 1992 *Further evidence on the Great Crash, the oil price shock and the unit root hypothesis.* Journal of Business and Economic Statistics 10, 251-270.

LA RESTRUCTURATION D'UNE ECONOMIE : APPROCHE METHODOLOGIQUE

Par Alexis BIZIMUNGU*

---

* *L'auteur de l'article est détenteur d'un Doctorat en Sciences Economiques. Il enseigne à la Faculté des Sciences Economiques et Gestion à l'Université Libre de Kigali (ULK). Il enseigne également à l'Ecole Supérieur de Gestion et des Finances de Wroclaw en Pologne.*

INTRODUCTION

Dans cet article, nous nous proposons de présenter une approche méthodologique de restructuration d'une économie par une réflexion sur trois niveaux : le niveau macro (l'économie nationale d'un pays) ; le niveau intermédiaire (les secteurs de l'économie) et le niveau micro (l'entreprise). Nous accorderons une attention particulière sur le dernier niveau en tant que base et essentiel élément du processus de restructuration de l'économie. Nous tenons à démontrer que malgré la complexité de facteurs dans l'économie d'un pays, et par conséquent la diversité des problèmes à résoudre, il est possible d'élaborer un programme d'assainissement qui est fait de moyens standardisés.

En matière de restructuration de l'économie, deux notions sont importantes : la restructuration en vue d'un développement économique et la restructuration en vue d'un assainissement.

La restructuration en vue d'un développement économique équivaut au plan stratégique. Son but est d'intensifier la croissance et d'assurer le développement social. La restructuration en vue de développement économique ne doit pas donc être nécessairement associée à la dégradation de l'économie.

La restructuration en vue d'un assainissement économique consiste à proposer une série de démarches pour résoudre une situation de crise (elle sera le noyau de notre réflexion dans le présent article).

Indépendamment de la politique économique des dirigeants, de la volonté des ménages, l'économie est toujours exposée aux situations de crise.

Dans ce contexte, l'accumulation des connaissances dans le domaine de la restructuration paraît d'une grande importance ; elle permet l'élaboration des programmes d'assainissement appropriés à une situation de crise.

Indépendamment du niveau d'intervention (le niveau macro - l'économie nationale d'un pays, le niveau intermédiaire – les secteurs de l'économie, le niveau micro – l'entreprise), la restructuration dans une économie donnée consiste à :

1. identifier les facteurs responsables de la crise ;
2. formuler le plan de restructuration ;
3. faire des études complexes de faisabilité et d'évaluation du plan de restructuration ;
4. mettre en œuvre le plan de restructuration élaboré.

1. IDENTIFICATION DES FACTEURS RESPONSABLES DE LA CRISE

A la base de chaque programme d'assainissement réside une réflexion sur les facteurs responsables de la crise. En d'autres termes, il faut préciser les dimensions et les domaines qui feront l'objet des démarches d'assainissement. Dans ce contexte, l'économie doit être envisagée au sens le plus large, ce qui nous permettra de répondre aux questions suivantes :

- Sur quoi les changements doivent-ils porter ?
- Quels sont les problèmes qu'il faut résoudre ?

Il y a deux approches qui permettent l'analyse de la crise[1] :

1. l'approche globale ;
2. l'approche par domaine.

[1] J.M. BAUGIER, S.VUILLOD, Du changement dans l'entreprise, Editions eyrolles, Paris 1990, page 34.

L'approche globale (analyse macro) se donne pour objectif d'identifier et d'inventorier les domaines qui doivent faire objet de changements. De même, il est nécessaire de préciser dans quelle mesure, les domaines considérés sont interdépendants afin de pouvoir établir le programme pour chacun d'entre eux.

L'approche par domaine (analyse micro) consiste à faire des analyses détaillées du domaine qui sera restructuré. Ces analyses se font à partir des données offertes par l'analyse globale.

L'analyse des facteurs responsables de la crise doit comprendre l'examen des facteurs intérieurs et extérieurs. Il est important que l'étude porte sur tous les niveaux et sur tous les secteurs de l'économie (il faut localiser les facteurs responsables de la crise au niveau supérieur, intermédiaire et fondamental). Il ne faut pas oublier qu'il y a des liens et des dépendances très fortes entre ces trois niveaux. Par conséquent, tout en examinant la source de la crise à un niveau donné, il faut connaître comment le même facteur influence à la fois les deux autres.

1.1. Diagnostique au niveau supérieur

L'analyse qui permet d'établir les sources de crise au niveau de l'économie nationale consiste à examiner :

- l'équilibre des finances publiques ;
- le niveau de la production ;
- la position du pays au niveau des échanges internationaux ;
- la distribution du revenu national.

En même temps, il est nécessaire d'examiner quelques indicateurs de première importance :

- niveau d'inflation ;
- niveau des salaires ;
- taux d'intérêt ;
- niveau des prix.

1.2. Diagnostique au niveau intermédiaire

L'analyse qui permet d'établir les sources de crise au niveau intermédiaire consiste à indiquer les problèmes dans les secteurs principaux de l'économie, surtout dans l'agriculture, l'industrie, l'éducation, le développement régional et au niveau des problèmes sociaux.[2]

1.3. Diagnostique au niveau fondamental

Au niveau fondamental (l'entreprise), l'étude sur des sources de crise consiste à identifier toutes les insuffisances de l'entreprise. En simplifiant, il y a trois sphères exposées à la crise :

1. la sphère de biens mobiliers et immobiliers (infrastructures) ;
2. la sphère d'organisation et de gestion ;
3. la sphère des finances et du marché[3].

L'étude sur les biens de l'entreprise (1ère sphère) doit mettre l'accent sur :

1. l'état technique et technologique ;
2. le degré de modernisation du potentiel industriel, la consommation d'énergie ;
3. la valeur du potentiel industriel par rapport aux pays développés ;
4. le niveau de dépendance des technologies et des services extérieurs.

---

[2] A. KARPIŃSKI, Restrukturyzacja Gospodarki w Polsce i na Świecie, PWE, Varsovie 1986, page 16

[3] B. PELKA, Restrukturyzacja Przedsiębiorstwa Przemysłowego Cz. I, Instytut Organizacji i Zarządzania w Przemyśle " ORGMASZ", Varsovie, 1994, page 7

L'analyse de la sphère d'organisation et de gestion (2ème sphère) consiste à examiner 7 éléments cités par les travailleurs de la firme The Mc Kinsey appelés « *Model des 7 S* »[4] :

1) *structure* : structure ;
2) *strategy* : stratégie ;
3) *system* : système ;
4) *style* : mode d'action ;
5) *staff* : personnel;
6) *skills* : savoir-faire;
7) *superordinate goals* : valeurs.

L'analyse de la 3ème sphère consiste[5] à examiner les finances de l'entreprsie et sa position sur le marché.

a) La situation financière

Son analyse comprend [6]:

- l'état des liquidités ;
- la structure des coûts ;
- la structure des dettes et des créances ;
- l'état de crédibilité de l'entreprise ;

Quand on fait une analyse financière au niveau fondamental (l'entreprise), il faut se rappeler de la différence entre :

- d'une part, les pays en voie de développement et les pays développés ;

---

[4] Le Modèle est appelé « Model des 7 S » car, elle est basée sur 7 termes anglais commençant par la lettre « S ». Le Modèle est l'œuvre des travailleurs du bureau d'etudes The Mc Kinsey.

[5] E. H.BOWMAN, H. SING, Corporate Restructuring: Reconfiguring the firm, in:" Strategic Management Journal" vol. 14., 1993, page 119-135.

[6] D. KOWALCZUK-JAKUBOWSKA, A. MALEWCIZ, Restrukturyzacja jako technika ratowania i rozwoju przedsiębiorstwa, PWE, Varsovie 1992, page 64.

- d'autre part, les petites et moyennes entreprises et les grandes entreprises.

C'est dans les pays en voie de développement où on rencontre souvent des petites et moyennes entreprises; les grandes entreprises par contre se rencontrent dans les pays développés.

Les problèmes sont différents selon qu'on analyse les petites et moyennes entreprises dans les pays en voie de développement ou les corporations dans les pays développés.

Pour les petites et moyennes entreprises dans les pays en voie de développement, les problèmes principaux sont des problèmes liés au manque de liquidités, aux coûts élevés et au manque d'accès aux crédits.

Par contre, pour des corporations dans les pays développés, le but essentiel de l'assainissement des finances est lié aux problèmes de :

- surplus d'argent ;
- menaces liées au rachat de l'entreprise par un agent économique extérieur ;
- mauvaise gestion.

b) Position de l'entreprise sur le marché

L'analyse consiste à examiner le marché et à répondre aux questions suivantes :

- *Quelle est la capacité globale du marché ?*
- *Le marché se développe-t-il ; quel est son taux de croissance ?*
- *Notre position sur le marché est-elle stable ?*
- *Qui sont nos clients ?*

- *Comment établir le niveau de prix pour être concurrent*[7]

2. ELABORATION DU PLAN DE RESTRUCTURATION

Après avoir établi la source de la crise, notre but est de formuler des recommandations qui constituent un plan de restructuration.

2.1. La macro-restructuration

La formulation du plan de restructuration au niveau macro consiste à proposer les changements structuraux de l'économie nationale d'après l'équation canonique de l'équilibre de l'économie d'un pays[8] :

$$Y + M = C + I + X$$

(Offre) (Demande)

Y- Produit National Brut
M- Importation
C- Consommation
I- Investissements
X- Exportation

Au niveau de macro-restructuration, il faut tendre à :

- augmenter la part des secteurs de l'économie dans le PNB (augmentation de Y) ;
- augmenter l'exportation (augmentation de X) ;
- diminuer l'importation (diminution de M) ;

---

[7] D. KOWALCZUK-JAKUBOWSKA, Anna MALEWCIZ, Op. cit. , Page 67-68

[8] Commission des Communautés Européennes, Direction Générale du Développement, « Le rôle de la commission dans l'appui au Processus d'Ajustement Structurel des Etats ACP », in : Office des Publications oficielles des Communautés Européennes, Luxambourg, 1992, Page 7

- rendre plus effective la redistribution de revenu national sur tous les niveaux de l'économie du pays, en déterminant la partie qui est prévue pour la consommation et l'investissement (C&I).

Le programme de restructuration au niveau macro est en d'autres termes, la politique de stabilisation par la détermination des politiques suivantes :

- l'ajustement fiscal pour sauvegarder l'équilibre dans les finances publiques ;
- la libéralisation et ajustement des prix ;
- la rigueur au niveau de la politique monétaire ;
- le contrôle des salaires ;
- la convertibilité de la monnaie pour aboutir à un niveau garantissant l'équilibre de la balance des paiements[9].

2.2. Meso-restructuration

Formuler le programme de restructuration au niveau intermédiaire, c'est préparer le plan de changement de la production et de la gestion pour les secteurs importants de l'économie. La formulation d'un programme de restructuration dans le secteur de l'industrie consiste à marier la politique industrielle à la stratégie industrielle.

a) La politique pour le secteur industriel

Malgré son incomptabilité avec les règles de l'économie de marché, la politique pour le secteur industriel réside dans la sélectivité :

- on essaie de promouvoir les secteurs dont la tradition et le domaine sont du ressort de la haute technologie;

[9] G. W. KOŁDKO, Kwadratura pięciokąta od załamania gospodarczego do trwałego wzrostu, PWE,Varsovie, 1993, page 48

- on essaie de promouvoir et d'aider les secteurs de l'économie où on note une grande chance de succès et dont l'utilité est reconnue (*Picking winers*).

b) La stratégie pour l'industrie

La formulation du programme au niveau intermédiaire s'appuie sur trois stratégies :

- la stratégie de la croissance ;
- la stratégie de l'innovation ;
- la stratégie fonctionnelle.

c) La stratégie de la croissance

Elle consiste à augmenter des recettes ou la production par :

- la spécialisation;
- la diversification ;
- l'innovation ;
- l'intégration verticale (l'extension des activités dans le sens de l'approvisionnement et la distribution) ;
- l'intégration horizontale (l'achat des unités concurrentielles).

d) La stratégie de l'innovation

Une véritable révolution dans la nature économique se rapporte à l'application d'une politique offensive ou défensive.

La politique offensive consiste à attaquer le concurrent. Elle est utilisée par des entreprises ayant acquis une position consolidée sur le marché.

La politique défensive repose sur la protection de la position actuelle sur le marché. Cette stratégie ne résiste guère aux épreuves du temps. C'est pourquoi, à un moment donné, on doit changer la politique défensive en une stratégie de contre-attaque (la contre-offensive).

c) La stratégie fonctionnelle

Une stratégie fonctionnelle consiste à déterminer les devoirs qui doivent être entrepris pour la réalisation effective des stratégies susmentionnées, notamment la stratégie de la croissance et la stratégie de l'innovation. Autrement dit, il s'agit de désigner la stratégie des finances, la stratégie en matière de progrès de marketing et d'autres orientations nécessaires pour accomplir la stratégie de croissance et de nouveauté.

2.3. La micro-restructuration

Le programme de restructuration sur le plan micro se fonde sur la fixation des changements dans le domaine de la gestion des biens mobiliers et immobiliers, des changements au niveau de la technique et de la technologie (la restructuration objective).

Le programme de restructuration au niveau de l'entreprise se fonde également sur la fixation des changements dans le secteur de l'organisation et de l'administration.

La micro-restructuration consiste également à opérer des changements en matière de l'économie et des finances de l'entreprise ; ils s'ensuivent des recommandations pour améliorer la position de l'entreprise sur le marché (la restructuration subjective)[10].

a) La restructuration objective

La restructuration objective est précise sur les actions à mener sur les biens mobiliers et immobiliers ainsi que sur la technique et la technologie.

---

[10] B. PEŁKA, Op. cit., 39

Concernant les biens meubles et les biens immeubles, la restructuration peut se traduire par :

- la vente ou la mise en location des biens qui ne sont pas exploités ;
- l' apport des biens dans des filiales de l'entreprise ;
- la réalisation de nouveaux investissements ;
- le renouvellement des biens vieillissants ;
- etc…

Concernant la technique et la technologie, il est important de mette en avant le principe « *meilleure qualité* ». Il faut aussi penser à la diversification ou à la différenciation à partir du produit. Quand une entreprise fabrique et/ou vend un produit qui est ressenti comme unique dans son secteur d'activité, elle peut faire des profits supérieurs à la moyenne et se retrouver à l'abri des agressions des concurrents. Le gestionnaire ne se souci plus de la recherche d'une situation de faible coût (prix). La différenciation estompe le pouvoir des clients parce que ces derniers ne disposent pas d'articles comparables et sont sensibles à la marque.

La restructuration au niveau de la technique et de la technologie peut se traduire par :

- l'achat de licences ;
- l'élaboration de nouvelles technologies, de nouveaux produits ;
- le contrôle de qualité (l'examen des produits) ;
- l'acquisition du *know –how* ;
- la création de consortium ou *Joints-Ventures*.

b) La restructuration subjective

La restructuration au niveau de l'organisation et de l'administration s'opère en réalisant des changements sur 7 éléments, cités par les travailleurs du bureau d'études The Mc Kinsey[11] :

1. **Structure** *(structure)*

Il est indispensable de provoquer une évolution dans l'organisation en arrivant à la création d'une structure nouvelle et de nouvelle fonctions.
On aboutit à cet objectif par :

- la déconcentration ;
- la rationalisation des liens d'organisation ;
- la flexibilité et la simplicité des structures d'organisation ;
- la bureaucratie rationalisée des structures d'organisation.

Dans la restructuration subjective, l'important n'est pas la répartition des obligations dans la structure d'organisation, mais l'essentiel est que l'organisation agisse (il faut prendre en considération les éléments de la structure qui ont une influence sur la réalisation des objectifs de l'entreprise).

2. Stratégie *(strategy)*

Il est nécessaire d'introduire des modifications qui conviennent aux besoins. Il faut donc établir les objectifs de l'action à mener et définir les moyens de leur réalisation.

---

[11] E. H.BOWMAN, H. SING, Loc. cit., page 119-135.

3. Système *(system)*

Pour l'exécution des innovations, il faut utiliser tous les processus formels qui n'arrêteront pas l'activité permanente de l'organisation. Les changements dans la propre structure ou la stratégie, ou même une évolution dans les deux secteurs simultanément n'apporteront pas l'effet attendu ; s'il ne sont pas accompagnés de nouveaux systèmes dans l'organisation. Alors, il convient de produire une évolution qui consiste à mettre au point des processus d'information et de décisions, d'augmenter le prestige de l'administration à un niveau professionnel et d'aboutir à un accord raisonnable entre l'action de l'administration et la sphère sociale.

4. Mode d'action *(style)*

Trois éléments concernant le comportement ont une signification essentielle pour le style de travail de l'organisation :

- la personnalité du groupe de la haute administration ;
- le moyen dont se sert la direction pour arriver à satisfaire les employés ;
- les habitudes traditionnelles liées à l'action spécifique au sein de l'institution.

5. Personnel *(staff)*

Prendre des décisions relatives aux cadres qui effectivement et avec conséquence augmenteront le niveau de compétences et du savoir-faire des employés[7] . A ces décisions peuvent appartenir :

- la nomination d'une nouvelle direction ;
- le perfectionnement des cadres dirigeants et l'accroissement de leurs qualifications ;
- l'utilisation rationnelle de l'emploi ;
- la réduction des employés.

---

[12] Ekonomika i organizacja przedsiębiorstwa, N°9, Varsovie, 1991, page 18

6. Capacités *(skills)*

Dans le contexte de la restructuration, on doit distinguer ce qui est perçu de l'extérieur comme meilleurs traits caractéristiques de qualités, d'aptitudes, de talents.
Robert H. Waterman Jr, Thomas J.Peters et Julien R. Philips de la firme Mc Kinsey estiment qu'il est important de relever les traits caractéristiques de qualité afin de développer sur ces derniers d'autres qualités indispensables par rapport aux nouvelles conditions. Ils soulignent le fait que la formation des caractéristiques nouvelles exige des efforts et un certain temps, pendant que l'élimination d'un nombre de capacités est liée à l'élimination difficile des structures qui les accompagnent.

7. Valeurs *(superordinate goals)*

Il faut produire des modifications permettant la conservation ou l'amélioration de l'ensemble des valeurs, autour desquelles a été construit le programme d'amélioration. Il convient aussi d'effectuer un changement pour des notions de valeurs souvent indescriptibles, surpassant les buts formels admis de l'entreprise, comme par exemple : la responsabilité, l'honnêteté. Il convient de rappeler que ces valeurs sont fondamentales dans les relations avec les clients et expriment en même temps les intentions des dirigeants. Ces valeurs créent un adhésif spécifique de l'organisation, donnent une stabilité et sont clairement visibles dans les meilleures entreprises .

Jusqu'à présent, nous avons parlé des altérations dans l'organisation et l'administration, il serait profitable de se souvenir, que dans le cadre de la restructuration subjective, ils s'ensuivent des changements en matière de l'économie et des finances, ainsi que de la position sur le marché.

A) Actions sur le plan de l'économie et des finances de l'entreprise

Dans les Petites et Moyennes Entreprises (PME) où se rencontrent souvent des problèmes liés au manque de liquidités, des problèmes de coûts élevés ainsi que des problèmes de manque d'accès aux crédits, des actions de restructuration se traduisent par :

- une puissante surveillance financière, dans le but d'un emploi rationnel de fonds (on tend à réduire les frais généraux);
- le paiement des dettes et la maximisation des bénéfices;
- une bonne préparation du budget et l'établissement du *cash-flow*;
- la diversité dans la production;
- la recherche de financements extérieurs.

Dans les grandes sociétés multinationales où les problèmes apparaissent sous forme d'excès de liquidités, la restructuration consistera à modifier la structure du capital et/ou le droit de propriété par déplacement du surplus des liquidités à la disposition des actionnaires ou du cadre dirigeant.

Dans les grandes sociétés multinationales, trois démarches permettent la réalisation d'une restructuration du surplus des liquidités:

a) *Contracter des crédits élevés*

Un groupe d'investisseurs extérieurs ou bien les dirigeants de l'entreprise obtiennent un crédit pour racheter l'entreprise et la dette contractée est payée par les bénéfices futurs. Le fait qu'un groupe d'investisseurs extérieurs contracte des dettes pour racheter une entreprise s'appelle *Leverage Buy-Out (LBO).*
Par contre, contracter une dette en vue du rachat d'une entreprise par les dirigeants de l'entreprise s'appelle *Management Buy-Out (MBO).*

L'opération de MBO est importante pour deux raisons :

- le problème des liquidités en abondance disparaît;
- elle provoque la discipline chez les dirigeants de l'entreprise[13]

b)Le paiement des dividendes élevées en une fois

C'est une opération très simple, consistant à transférer les liquidités en abondance dans les mains des actionnaires. Cette solution n'avantage pas l'entreprise comme la précédente.

c)Le rachat sur le marché des actions de la firme :

La restructuration financière par rachat des actions de l'entreprise sur le marché à l'aide d'un crédit (*debt-financed stock repurchases*), consiste à ce que les dirigeants de l'entreprise aient recours à un crédit élevé pour racheter des actions des entreprises publiques.

A part les formes de restructuration présentées en haut, nécessitant un recours aux crédits énormes, on peut parler ici de la restructuration par capitalisation (*Leveraged recapitalization*) et de la restructuration par actionnariat des travailleurs(*Employee Stock Ownership Plan*).

La restructuration par capitalisation (*Leveraged recapitalization*) concerne souvent les entreprises publiques. Le but de cette opération est d'augmenter les parts des dirigeants dans l'entreprise. Elle est identique au rachat des actions de l'entreprise, car la restructuration par capitalisation provoque un endettement (les dirigeants de l'entreprise souscrivent des crédits élevés pour racheter les actions des entreprises publiques).

---

[13] Ibidem

La restructuration par actionnariat des travailleurs (*Employee stock Ownership*) est d'une manière générale une méthode de privatisation des entreprises qui sont menacées d'être rachetées ou liquidées. Elle peut être aussi appliquée dans le but d'améliorer les liquidités de l'entreprise. Cette méthode consiste à privatiser l'entreprise par le transfert de la totalité ou d'une partie des actions de l'entreprise dans les mains des travailleurs. Le transfert s'effectue souvent à l'aide d'un crédit et dure une certaine période.

B) Actions visant à améliorer la position de l'Entreprise sur le marché

Elles sont liées à une politique de marketing très active qui peut se traduire par:

- l'amélioration de l'activité de vente;
- la conduite d'une politique très active en matière des prix;
- l'adoption d'une politique très active en matière de promotion et de distribution des biens;
- la satisfaction des exigences du client, par exemple la qualité du produit;
- une meilleure connaissance du client;
- la connaissance précise des concurrents et l'évaluation de leurs capacités.

3. ETUDE DE FAISABILITE ET EVALUATION DU PROJET DE RESTRUCTURATION

L'absence d'une étude de faisabilité entraîne souvent un échec du programme de restructuration. Avant de mettre en œuvre un programme de restructuration, il est donc indispensable d'analyser sa faisabilité. Il convient d'examiner les coûts du programme et de les comparer aux profits attendus.

Dans le cadre de l'étude de faisabilité du programme de restructuration, nous devons réaliser trois démarches suivantes[14] :

- l'analyse formelle du projet;
- l'analyse financière du projet;
- l'appréciation du projet;

a) Analyse formelle du projet

Jusqu' alors nous avons parlé du programme de restructuration comme processus, pourtant la restructuration a un sens objectif sous forme de document. Dans le contexte de l'analyse formelle du programme de restructuration, il convient de vérifier si le document formel de restructuration renferme les points suivants :

- l'étude diagnostique;
- le programme de la sortie de crise (les recommandations);
- le plan d'activités (il est important de déterminer la suite rationnelle des activités. Il convient aussi, de fixer le délai critique pour réaliser les recommandations).

b) Analyse financière du projet

Sur le plan de l'analyse financière du projet, il faut déterminer :

- les coûts totaux du projet (au début et pendant la période de réalisation du projet)
- les frais d'exploitation et d'amortissement;
- les moyens de financement et les besoins en capital circulant;

---

[14] W. BEHRENS, P.M. HAWRANEK, Manuel de préparation des études de faisabilité industrielle, 2ème édition, ONUDI, Paris 1991

- l'impôt sur les revenus;
- etc.

L'adaptation juste de fonds aux tâches définies, mais aussi des moyens matériels et humains sont indispensables à l'accomplissement des recommandations et constituent une condition décisive pour aboutir au succès.

c) Appréciation du projet

Sur le plan de l'appréciation du projet, il faut vérifier d'abord l'aspect fondamental et technique du projet. Ensuite, il faut vérifier si le projet est réalisable. Enfin, il faut vérifier la rentabilité et efficacité du projet.

Dans le cadre de l'examen intégral de faisabilité du programme de restructuration, il convient également de faire une analyse qui s'appuie sur les paramètres suivants :

- la Valeur Actuelle Nette (VAN), qui consiste à actualiser d'une part l'investissement initial et d'autre part les cash-flows prévisionnels. On choisira l'investissement dont la Valeur Actuelle Nette sera élevée ;

- le Taux Interne de Rentabilité (TIR), on recherche le taux pour lequel l'actualisation de la dépense d'investissement est égale à celle des cash-flows prévisionnels ;

- le temps de récupération du capital investi (*Pay back period*),

- l'indice de profitabilité.

Il est aussi nécessaire de définir l'influence d'autres facteurs macro-économiques, par exemple :

- le taux de change;
- le niveau des salaires;
- le taux d'intérêt;
- le taux de refinancement;
- autres.

Les résultats positifs montrent qu'il convient de commencer les travaux. Par contre, les résultats négatifs disent qu'il faut revenir à l'étape d'élaboration du programme pour opérer des modifications. Si après modifications les effets financiers sont toujours insatisfaisants, il faut abandonner l'idée de restructuration[15].

4. EXECUTION CONSEQUENTE DU PROGRAMME DE RESTRUCTURATION

Chaque programme de restructuration est unique dans son genre et son exécution exige une attitude particulière. Ainsi, la réalisation du programme de restructuration doit être en conformité avec les recommandations (le contenu du programme détermine les modalités de sa réalisation).

Dans la réalisation du programme de restructuration, il faut respecter le facteur « *temps* » et accomplir les recommandations selon le degré d'urgence et d'importance. La réalisation des recommandations inclues dans le programme de restructuration demande un ensemble de stratégies qui tient compte des éléments suivants[16] :

- la création d'un système de motivation qui engagera les travailleurs dans la réalisation du programme. Les stimulants devraient être liés aux effets de la réalisation des tâches

[15] D. KOWALCZUK-JAKUBOWSKA, A. MALEWCIZ, Op. cit., page 64

[16] Z. SAPIJASZAKA, Restrukturyzacja przedsiębiorstwo, szanse i ograniczenia, PWN, Varsovie, 1996, page 258-263

inclues dans le plan de la restructuration, et non avec les responsabilités ou la fonction occupées;

- la structure de l' organisation qui permettra la réalisation de la stratégie élaborée et qui constituera un élément de succès important dans le processus de la restructuration ;

- le *leadership* des cadres dirigeants qui doit être fondé sur :

  - la propagation d'idées contenues dans le programme de restructuration ;
  - l'explication des raisons qui ont déclenché le processus,
  - l'adoucissement des conflits et de la résistance contre les changements s'ils apparaissent ainsi que la recherche de compromis pouvant conduire à la réalisation du programme de restructuration ;
  - la création et la propagation d'une nouvelle culture d'organisation qui soutiendrait le programme en cours ;
  - l'observation des événements qui ont lieu dans l'organisation, l'évaluation du niveau de réalisation du programme ;
  - la modification d'activités qui constituent l'élément du programme (l'initiative d'entreprendre des actions qui ne sont pas prévues dans le programme ; actions indispensables du point de vue de nouvelles conditions qui ont surgi pendant la réalisation du programme).

CONCLUSION

Le présent article ne contient pas de recettes miraculeuses sur la manière de préparer, de définir et de conduire la restructuration. En effet, il n'existe pas un modèle universel de restructuration, utile dans toutes situations. Néanmoins, le présent article renferme un ensemble de procédures qui doivent être accomplies en matière de restructuration d'une économie tant au niveau macro, meso et micro.

Nous avons insisté sur l'approche méthodologique de restructuration de l'entreprise, parce elle est la base du processus de la restructuration (la plus parfaite macro-restructuration ne peut donner les effets attendus, si elle n'est pas accompagnée d'un programme solide de micro-restructuration).

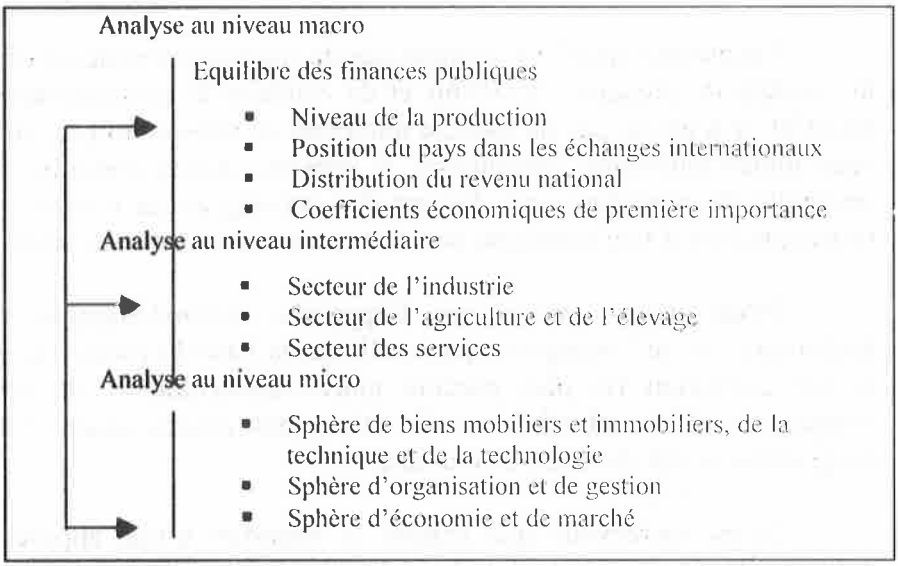
Nous apercevons que malgré la nécessité d'une approche individuelle à chaque projet de restructuration, le succès de ce processus est basé sur une bonne préparation :

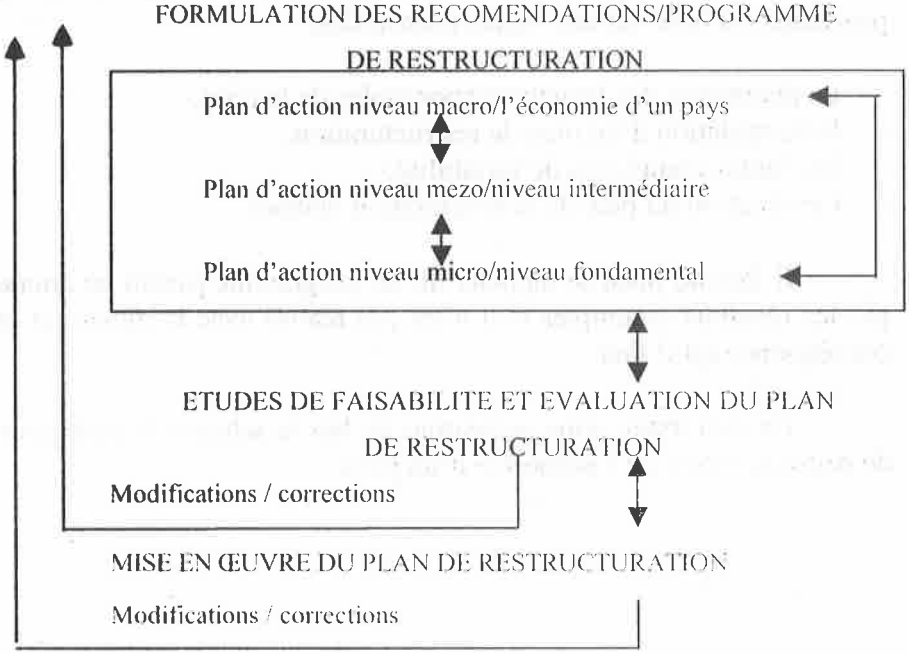
- un diagnostic des facteurs responsables de la crise;
- la formulation d'un plan de restructuration;
- les études complexes de faisabilité;
- l'évaluation du plan de restructuration élaboré.

Il faut de plus, se rappeler qu'un programme parfait ne donne pas les résultats escomptés si il n'est pas réalisé avec la rigueur et la conséquence qu'il faut.

En terminant, nous présentons en bas le schéma du processus de restructuration de l'économie d'un pays :

IDENTIFICATION DES FACTEURS RESPONSABLES DE LA CRISE





Source : De l'avis de l'auteur

BIBLIOGRAPHIE

1. BAUGIER J.M., VUILLOD S., Du changement dans l'entreprise, Editions eyrolles, Paris 1990
2. BEHRENS W., HAWRANEK P.M., Manuel de préparation des études de faisabilité industrielle, 2ème édition, ONUDI, Paris 1991
3. BOWMAN E.H., SINGH H. ,"Corporate Restructuring: Reconfiguring the firm", in: Strategic Management Journal , vol. 14, 1993
4. Commission des Communautés Européennes, Direction Générale du Développement, Le rôle de la Commission dans l'appui au Processus d'Ajustement Structurel des Etats ACP, in: Office des Publications Officielles des Communautés Européennes, Luxambourg, 1992
5. Ekonomika i organizacja przedsiebiorstwa N°9, Varsovie, 1991
6. KARPIŃSKI A., Restrukturyzacja Gospodarki w Polsce i na Świecie, PWE, Varsovie 1986
7. KOLDKO G., Kwadratura pięciokąta od załamania gospodarczego do trwałego wzrostu, PWE,Varsovie, 1993
8. KOWALCZUK-JAKUBOWSKA D. , MALEWCIZ A., Restrukturyzacja jako technika ratowania i rozwoju przedsiębiorstwa, PWE, Varsovie 1992
9. PEŁKA B., Restrukturyzacja Przedsiębiorstwa Przemysłowego Cz. I, Instytut Organizacji i Zarządzania w Przemyśle " ORGMASZ", Varsovie, 1994
10. SAPIJASZAKA Z. , Restrukturyzacja przedsiębiorstwo, szanse i ograniczenia, PWN, Varsovie, 1996
11. SZPINGER W., Dostosowania strukturalne w gospodarce, konkurencja, czy regulacja ? , Elipsa, Varsovie, 1994

An exploratory investigation into the feasibility of turning the student identification card into a debit card: A case study of the University of the Western Cape.[1]

By

Okoko OSAMBO

[1] This article is extracted from the mini-thesis submitted by the author in partial fulfilment of the requirements for the degree of *Magister Commercii* (Master's Degree in Commerce) in the Faculty of Economic and Management Sciences, University of Western Cape (Cape Town, South Africa). November, 2003.
Okoko OSAMBO is Lecturing Management at the Kigali Independent University, He holds a Master's Degree in Commerce, a Postgraduate Diploma in Management, a Bachelor's Degree in Economics and an International Certificate in Computer Sciences.

1. ABSTRACT

This study investigates the financial, marketing as well as technological feasibility of turning the current University of Western Cape (UWC) Student ID Card into a more featured debit card called the "*Hoop Kaart*". This debit card will offer the functionality of access to secure UWC areas, the purchase and use of photocopying credits, the purchase of printing credits, taking out library books; and identification, as the old student card does. It will also have the added functionality of replacing cash when paying for vending machines, cafés, take-aways, shops, supermarkets and withdrawing money from ATMs, at UWC, within South Africa and outside the country.

The study demonstrates that the "*Hoop Kaart*" could be a feasible product in the student market as 65% of students (sample interviewed) have accepted to carry and use the proposed all-purpose student debit card to utilise services on campus, as well as accessing retail services on and off-campus.

As a hybrid card combining both magnetic stripe technology and smart chip technology, it will be technologically feasible by connecting online and off-line the on-campus and the off-campus point-of-sales to the current UWC computer network[2] and to the computer system of the bank that will underwrite the operations.
The "*Hoop Kaart*" will be financially beneficial to the university, as it will generate substantial revenues for the university. These revenues will emanate mainly from the purchasing of the student card, the advertisements on the student debit card and from the bank that will underwrite the process.

---

[2] For more details about the UWC computer network see: Osambo, O. 2003. *An exploratory investigation into the feasibility of turning the student identification card into a debit card: A case study of the University of the Western Cape, Master's Degree Thesis, University of Western Cape.* Unpublished

Although the *Hoop Kaart* will require an initial investment, the research shows that it will provide a positive Net Present Value, a greater Internal Rate of Return and a relatively short payback period.

A proper application of marketing techniques consisting in a thorough examination of the marketing mix (product, price, promotion and place) for the student debit card will allow the "*Hoop Kaart*" to fulfill students' need of an "one-in-all" debit card which, by creating progressively a cashless campus, will allow both a parsimonious use of student's funds and the enhancement of security on campus.

2. TABLE OF CONTENTS

1. Abstract
2. Table of contents
3. Introduction and background of the study
4. The literature survey on the student debit card
5. The environment analysis and market research
6. The technological feasibility of the idea
7. The study of the financial feasibility of the project
8. The marketing strategy for the *Hoop Kaart*
9. Conclusions and recommendations.
10. Bibliography
11. Appendix: The proposed UWC student card: the *Hoop Kaart*

3. INTRODUCTION AND BACKGROUND OF THE STUDY

3.1. Introduction

The 1970s have seen an unprecedented usage of the magnetic stripe card. This process started to be used on paper and filmbased ID cards as well as credit and debit cards, as affirmed by Eltroncards (2003). Magnetic stripe technology became therefore widely used throughout the United States of America and the world; it appeared as the dominant technology for access control and remote transaction processing. Other technologies such as the Portable Data File (PDF) bar code and smart chip cards are now capturing part of the magnetic stripe card market since they can hold more information, pursues Eltroncards (2003). The magnetic stripe technology allows banks, department stores, and many other vendors to issue both credit and debit cards to their customers. These cards work as means of payments. In order for customers to use them in transactions, they must have a current cheque or savings account with these banks, department stores or other vendors. When customers make a purchase using their debit cards, the money is transferred from their current account as if they had written a cheque or paid cash, underlines Keenan (2003:30-33). According to the research firm Raddon Financial (Keenan, 2003:30), 65% of American households possessed a debit card in September 2002. Those households used their debit card for mostly merchandise purchase purposes and for cash withdrawals at Automatic Teller Machines (ATMs).

Killian (2003) shows that these cards are ideal for:

- People who want to limit their spending.
- People who do not want to go over their budget.
- Parents, who want to teach their children how to create a budget, to manage money and to shop wisely.
- People who prefer very easy and cashless transactions.

King (1999:18), Fickes (1999:22-24) and Moneta (1997:5-16) affirm that there has been a push in the last couple of years for a multipurpose card that offers students at tertiary institutions a simple and unique mechanism to conduct their day-to-day business. This card would serve simultaneously as a student ID card, an access card, a library card, a balance card for all on-campus purchases at cafeterias, vending machines, laundry facilities, bookstores, events halls, and eventually as a bank card and as a balance card at some off-campus retailers who will accept the tertiary institution card as means of payments in business transactions.

Many tertiary institutions worldwide, particularly in the United States of America implemented this system to cater for their students' need, amongst them: the Northeastern University (Fickes, 1999); the University of Pennsylvania (*University of Penysylvania*, 2003); the Florida Atlantic University (*Florida Atlantic University*, 2003); The Memorial University (*Memorial University*, 2003) and many other (Cray, 1997). The potential scope of a new student ID and debit card services are summarized in as below : online and offline payments, inquiry and refunds of bursar;, access control, network charges and printer fees; meal plans and dining access, residence access and attendances; laundry and vending machines; various electronic applications, electronic payments,event access, long distance telephone, Banking, ATM services, Point-of-sale (POS), Book checkouts, Copy service, Parking, Lab access, etc.

In the way of technology, it has been observed that the South African society is rapidly catching -up with the rest of the world. There are so many credit and debit cards available on the market today, such as the Visa Card, MasterCard, Absa Flexi Card, Standard Bank Debit Card, various retailers debit cards and so forth.

The primary objective of these cards is that of facilitating the life of consumers by making easier their daily retail operations of purchase. Amongst these consumers are tertiary institutions students.

The experiences of many North American universities , such as the Northeastern University in Boston, show that those tertiary institutions are very competent in implementing the student debit card (Fickes, 1999). However, the tertiary institutions in the Western Cape Province (South Africa), are not showing that progress yet, except in the case of the University of Stellenbosch, which will be explored at a later stage. Student cards of students in the Western Cape can not be used for many on and off-campuses purposes. The understanding of the multiple gains that can be obtained from the use of the student debit card, through the case of the University of Western Cape, constitutes the motivation behind this study.

3.2. Background of the study

Kotler and Armstrong (2001:1) affirm that today there are many blessings for Humankind: vast improvements in modern medicine, extremely high productivity because of mechanisation and automation, the promise of computers and Internet, the rapid global trade, and the end of the cold war. Along side these blessings is the persistence of intractable problems: poverty; conflicts; environmental degradation; political dictatorship and so forth. Therefore, leaders of enterprises, public services; tertiary education institutions and so forth, are challenged to find a path that makes sense. They have to meet needs profitably.

The *Hoop Kaart*, the proposed new UWC student card, operating simultaneously as the official registration card and as a debit card, with other more features and with an improved and fun design offers UWC management the occasion to meet profitably the student need of an all-in-one card on campus, as it is the case in many north-American universities (Bambenek, 2001; Fickes, 1999; Hale, 1999; Hellevig, 1999; King, 1996; Cray, 1997; Moneta, 1997; Spoor, 1997; Morall, 1996).

This proposed debit card will reduce inconveniences such as crime, losses, unplanned and costly expenses, and so forth, related to carrying multiple debit cards and cash, in non-digitally restricted areas. It is thus important to examine the technological and the financial feasibilities of this debit card, on one hand, and on the other, the marketing strategies that may be applied in order to meet the requirements of the environment and hence to assure the success of the *Hoop Kaart* project. These strategies will make use of the new, diversified and improved electronic channels of communications, such as Internet for its promotion.

In view of the experiences of many universities worldwide, particularly those in North- America and Western-Europe in implementing the student debit card, the literature on this topic and the researcher's own observations, it was possible to formulate the following hypothetical statements:

- The *Hoop Kaart*, with its new and added features will be a feasible product for the UWC student niche market.
- The *Hoop Kaart* will be technologically feasible by connecting online and off-line the functions-places to the UWC current computer network.
- The *Hoop Kaart* will offer the functionality of the standard UWC student card and in addition will be a debit card for the campus shops, take-aways; cafés, vending machines, and for other on campus and possibly off-campus various payments (various business and finance transactions, accommodation and food service, library, parking and so forth).
- The *Hoop Kaart* will be financially beneficial to the University and it will generate substantial revenues for the university. These revenues will emanate mainly from the purchasing of the student card, advertisements on the debit card and from the bank that will underwrite the process.
- A proper application of marketing techniques will allow the *Hoop Kaart* to fulfill students' needs of a "one-in-all" debit card which, by creating progressively a cashless campus and

it will also allow both a parsimonious use of student's funds and the enhancement of security on campus.

The study assumed the existence of a reliable computer network[3] at the University of Western Cape that gives it registered users in different buildings of the university the ability to share software, information and processing power.

4. THE LITERATURE SURVEY ON THE STUDENT DEBIT CARD

There are very few articles and almost no book published both in English and in French on the student debit card, as this field is still in its infancy stage of development. However, research that has been carried out on the financial feasibility and on the marketing management of projects such as the student debit card, as is the case with the current study, has been wide, diverse and reflects different interests, orientations, and opinions.

Programmes taking advantage of the Microsoft-led schools interoperability framework, such as Mycard@school™, bdIDge™, ATM/POS Mag Stripe, Virtual Food System (VFS), Andover Controls Continuum Security Management System, General Meters, Datacard's Accelus Systems, Cybermark, Plasco System, Smart City system, Odin debit card system and so forth, have been developed to streamline administrative tasks in tertiary institutions.

These programmes use one card, incorporating the student photograph and identification numbers, the tertiary institution logos', the sponsors' advertisements, the library bar codes and so forth, to serve as the student university ID and access card (access to facilities

[3] Darries (2003) and Julies (2003) affirm that the UWC computer network is a reliable one, this system is able to support a student debit card system (particularly the Smart City Student Debit Card System which concerns this study).

such as residence halls, some academic buildings, computer labs, some administrative buildings, recreational facilities, athletic facilities and events halls, etc.) while serving also as a debit card allowing the user to make purchases on-campus and eventually off-campus, at various food locations, stores, vending machines, laundries, bookstores, post offices, computer laboratories and other similar facilities. It can be used simultaneously as an ordinary bank debit card. Some terminals of these systems are portable; they can be moved to a football field, gymnasium or theatre, to complete transactions in a remote location. Generally, these programmes also allow for online purchases at selected sites (*Access Control & Security Systems Integration*, 2001; *Curriculum Administrator*, 2000; *Education Technology*, 2000; Gompers, 2002; Bambenek, 2001; Mount Holyoke, 2001; Fickes, 1999; Hale, 1999; Hellevig 1999; King, 1999; Partington, 1999; Whitaker, 1999; Cray, 1997; Moneta, 1997; Spoor, 1997; Morall, 1995; Odin, 2003).

These programmes were developed to streamline administrative tasks in tertiary institutions by means of an all-in-one card. They generally use many software components with an easy-to-use interface, such as modules for card design and production; data integration utilities to link disparate administrative applications; reporting or data view modules; security check and a secure log-in method for workstations. These cards have an Internet component, which consists of an online web portal for schools or tertiary education institutions, students and parents.
Parents are then able to use the website to view a range of information about their children school or tertiary education institution activities, including grades, attendance, spending patterns and others (*Curriculum Administrator*, 2000; *School link technologies*, 2000; *Education Technology*, 2002).

Debit cards such as the *Husky Card* of the Northeastern University in Boston (Fickes, 1999); the *Penn Card* of the University of Pennsylvania (*Pennsylvania State University*, 2003); the *Bear Card* of the South West Missouri State University (*South Missouri State University*, 2003); the *Cougar1 Card* of the University of Houston (*University of Houston*, 2003); the *Wildcat Card* of the Kansas State

University (*University of Kansas's office of Public Relations*, 2003); the *Mean Green Card* of the University of North Texas (Gompers, 2002; Bambenek, 2001); the *eID* of the Colorado State University (Hale, 1999; Hellevig, 1999) and the Stellenbosch University Student Debit Card (*Stellenbosch University*, 2002), and their implemented systems, are the results of those programmes described above which have been developed to streamline administrative tasks in tertiary institutions by means of an all-in-one card.

5. THE ENVIRONMENT ANALYSIS AND MARKET RESEARCH

5.1. The environment analysis.

Czinkota, Kotabe and Mercer (1997) state that no organization is completely self-contained in various aspects of its business. Each organization is embedded in an environment composed of federations, associations, government agencies, customers, suppliers, and competitors. Most organizations' bottom-line profits are dependent more on the vagaries of external environment events than on how well their internal operations are managed. Moreover, this external environment is not only changing, it is changing rapidly. As a result of this quickening pace, the impact of environmental change has become more unpredictable. Organizations, corporate and project managers must therefore spend an increasing amount of their time on matters external to the firm and try to understand their effects on the company. This involves a close scrutiny of societal, cultural, demographic, technological, economic, political and legal factors. Kotler and Armstrong (2001) regroup these factors into two major categories: the macro-environment (factors outside the enterprise and its industry) and the micro-environment (factors within the enterprise and the industry). In view of the above explanation, each of these environements will be discussed in the context of the *Hoop Kaart* project.

The demographics of UWC for example, is constituted mainly of students, but also includes staff, future students and possibly, UWC's alumni. The 13 375 students of the University of Western Cape are from all the races, religions, economic backgrounds, age distributions, with most students having either no work or part-time work (*UWC, 2003*). Concerning the economic environment , on average, the purchasing power of a student is low, whereas their parents might be low, middle or high-income earners. The spending patterns incorporate expenditure on take-aways, pay phones, textbooks, printing and photocopying charges and transport fares. Students might be able to afford a cellular phone, but probably cannot spend too much money on cellular phone calls, forcing them to use phone cards. It could also be that they have a car, but cannot afford to spend too much on fuel, so have to use public transports (such as Metrorail trains). The *Hoop Kaart* project will have to take into account in its various policies these realities affecting the purchasing power of students in order to succeed.

The technological environment, and its quickening pace, plays a vital role in magnetic-stripe, smart-chip technologies and in the technology involved in creating and maintaining applications such as the multiple purpose student debit/access cards. Magnetic stripe cards, card readers, reader controllers and other point-of-sale machines all require the use of the latest technology to ensure maximum security, efficiency and reliability. The Hoop Kaart will have to take this into consideration to ensure its effectiveness.

The political and legal environment forces may influence The *Hoop Kaart*'s market indirectly through changes in both the political, the economic and legal issues that could possibly cause customers to change their spending patterns by either increasing or decreasing their consumption and savings, consequently increasing or decreasing the recharge of their debit cards. These forces may also affect the *Hoop Kaart* in the case that new legislation, amending the

Banking Act, is passed. This could allow organizations such as universities to exercise banking and related activities. The constraining role of banks in the modus operandi of the student debit card will therefore be minimized or eliminated. Thus, universities may keep the full student debit card operation and their various financial outcomes in their hands.
About marketing intermediaries, many are involved in the implementation, selling and distribution of a student debit card, as the case of the American Northeastern University showed.

Benett (2001) affirms that the magnetic stripe and smart-chip technology has been well-established in South Africa since they came on the market. Enterprises such as Softcon, a subsidiary firm of an international card-systems supplier, have branches in all provinces in South Africa. Many other international firms such as MasterCard and Visa Card are also well established. They have been producing debit and credit cards for major corporations for many years now. Banks, such as Standard Bank, have been closely cooperating with universities, particularly with the University of Stellenbosch in underwriting student debit and credit cards operations. Many security and access control companies have also been supplying services to corporate and universities in South Africa. These organizations present a large pool of intermediaries for the *Hoop Kaart* project.

5.2. The market research

A survey has been conducted in order to establish whether or not the *Hoop Kaart* is a feasible product in the student market. This survey aimed to determine either the students required the functionality that the *Hoop Kaart* offers. Further more, a price and market positioning for the *Hoop Kaart* needed to be determined. As far as a price chosen by the students and a positioning emanating from them, rather than from the University are more desirable.

The survey also has to determine whether one segment of students was more in favour of the *Hoop Kaart* than any other segment.
Martin, Loubser, and Van Wyk (2002) postulate that convenient samples are useful tools in the exploratory phase of a research project, a phase in which people's ideas, opinions and insights on preferences, attitudes and interests are more important.

In view of the above postulation, a convenient sample of 300 students has therefore been interviewed between the 25 August and 15 September 2003.

As Proctor (1999) shows, the questionnaire of this study is a data-collection instrument that sets out the way in which the research questions of its interest should be asked. In order to make it successful, its introduction has been made persuasive, and has qualified the respondent as someone who belongs in the sample. Its body or content consists of questions that cover information needed to solve the problem. The range of its topics covers facts, knowledge, opinions and attitudes, motives and possible future behaviour. The questionnaire was developed following three major parts, namely:

1. The general information of the respondent: covering his or her faculty and year of study.
2. The biographic information: covering the respondent's gender, race and age.
3. The specific: covering the respondent's use of the actual student card system facilities and his or her preferences for the new debit card system.

As the sample was a convenient one, students were asked to fill in the questionnaire on basis of their availability. The findings show that, despite the use of on-campus services (photocopying, printing, take-aways and cafés, bookshop, and others) on an occasional basis, 65% of students have accepted to carry and use the proposed all-purpose student debit card, the *Hoop Kaart* to access retail services on and off-campus. First year students from the Faculty of Economic

and Management Sciences constitute the majority part of *the Hoop Kaart* market. This gives for example a clear idea on how the marketing mix policy (mainly the product, the price and the promotion) should be oriented. As this part of the market is constituted by people starting university studies, efforts will have to be made in the design of the card, to make it fun; in the price of the card, to make it less expensive and in the promotion of the card, to make it well understood by this particular category of students, freshly coming from high school and yet behaving in high school subculture, which can be depicted as full of inexpensive and well understood fun.

Coloured female students, aged 18-20 years will constitute the majority part of *the Hoop Kaart* market. This information is important, when combined to the biographic information it helps not only to define the target market of the *Hoop Kaart* project but also to clearly set appropriated elements of the marketing mix.

Although the 18-20 years aged bracket constitutes 32% of the students and consequently the majority part of the *Hoop Kaart* market, the groups between 21-25 and +26 constitute respectively 30% and 37% of the part of the market. The definition of the marketing strategies related to various aspects of the project has taken into account that reality, as well as similar realities on race and gender.

Findings are also showing that students are occasionally using services available on campus such as printing, photocopying and bookshop at the exception of the food services, which is used more regularly. The same trend is noticed for the use of these services by utilizing the student card system for paying at various dining halls where point-of-sales devices are installed. The above information combined with the fact that the majority of students (51%) never possessed a debit card becomes useful in determining both the price, promotional and even the distribution strategies (all elements of the marketing mix) that will enable students to be attracted by the

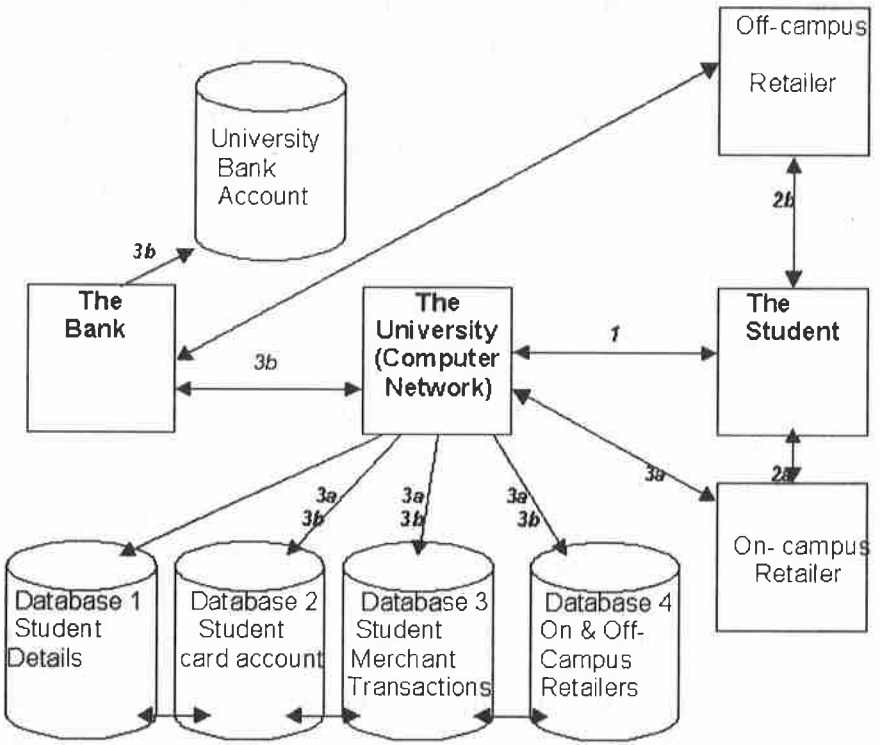
Hoop Kaart that they prefer to use as an alternative paying method for on-campus and off-campus various services. For example, 69% of the respondents indicated that they would prefer using the proposed *Hoop Kaart* as an alternative payment method for the on campus photocopying and printing services ; 64% of the respondents indicated that they would prefer using the proposed card as an alternative paying method for the on campus take-aways and cafés; 67% of the respondents indicated that they would prefer using the proposed card as an alternative paying method for the on campus bookshop; 60% of the respondents indicated that they would prefer using the proposed card to access financial facilities such as banks ATMs on campus; 61% of the respondents indicated that they would prefer using the proposed card to access other retail stores facilities outside UWC; 57% of the respondents indicated that they would prefer using the proposed card to access other fast food facilities outside UWC and 55% of the respondents indicated that they would prefer using the proposed card to access other financial services facilities such as banks ATMs outside UWC .

This analysis of the findings of the survey highlights serious challenges for the management of the *Hoop Kaart* as failing to manage properly the price, promotion and distribution aspects may lead to the same results as those observed with the existing card system.

6. THE TECHNOLOGICAL FEASIBILITY OF THE IDEA

Spoor (1997), Gompers (2002), Fickes (1999), Darries (2003) and Benett (2001) affirm that even though the idea of turning a student ID card into a debit card is still in its infancy stage of development, many universities in Northern America particularly, have successfully implemented the idea. Two illustrative cases are the Northeastern University in Boston (USA) and the Stellenbosch University in Stellenbosch (South Africa).

Darries (2003) explains that the ordinary mechanism under which such a system operates may be summarized under the Figure 3.1, below:



Source: Darries, M. 2003. *Personal interview*. Information Technology Director, University of Western Cape. Cape Town. October 10.

Figure 3.1: Modus operandi of the student debit card.

Discussion: Databases 1,2,3 and 4 are hosted on the university computer network and controlled by a mother "server" and store information on student details, their student card account (issued by the university: "*1*" in Figure 3.1), the balance of the students

merchant transactions and the on-campus and the off-campus retailers accounts.

When a student buys an item from an on-campus retailer by using his student card as the means of payment ("2a" in Figure 3.1), the student card account is debited (reduced by the monetary value of the transaction), while the on-campus retailer account is credited (augmented by the monetary value of the transaction). At this stage the university may, if initially agreed with the on-campus retailer, transfer this money into the on-campus retailer's bank account at a third merchant bank ("3a" in Figure 3.1 captures the essence of this operation).

When a student buys an item from an off-campus retailer by using his student card as the means of payment ("3b" in Figure 3.1), his student card account is debited (reduced by the monetary value of the transaction), while the off-campus retailer account both in the university "on-campus and off-campus retailers' database" and in the off-campus retailer's bank account at either the university banker or a third bank, initially designated is credited. The financial operation between the off-campus retailer and the university is intermediated by the university banker, also called "the card underwriting bank", or simply "the underwriting bank".
Darries (2003) shows that it could be technically and technologically possible for the university to manage directly the floats between the students' accounts and the off-campus account and possibly "having" commissions, but by law, an university is not authorized to do so, as this constitutes a financial service, reserved for banks and other financial institutions.

The information on the student card is decoded by the retailer at a point-of-sale by means of a pre-installed device, called a "card-reader". A certain number of these readers, generally two to sixty-four, are managed by a "reader-controller", device that sends the information captured from the magnetic stripe card, or to be written

on to the magnetic stripe card, to the rest of the university computer network.

However, in order to have a true 24-hour accessible debit-card, seen as the key for the future, it is becoming necessary to purchase (or to integrate to) smart cards, instead of magnetic stripe cards. Spoor (1997) underlines that these cards are equipped with a computer chip upon which future security needs using specialized security applications (such as biometrics identification, using individual physical characteristics-fingerprints, DNA, breath, etc- for identification) can be rolled-in, just as on a real computer system.
Since a smart card contains all the necessary data on the microchip (which bears its operating system[4]), it can therefore even work off-line.

With a magnetic stripe card, vendors must have access to the university's on-line databases to gather information about the student and about the available funds in his or her student account. This can create problems when the system is down or the university is closed. Nevertheless, many student cards are hybrids, which feature a smart chip card that will manage their future as well as a magnetic stripe card, the most utilized technology basis of their legacy system (Darries, 2003).

---

[4] In computer sciences, an operating system (OS) is the system software responsible for the direct control and management of hardware and basic system operations. The term is most often used to mean all the software which "comes with" a computer system before any applications are installed. The operating system ensures that other applications are able to use memory, input and output devices and have access to the file. If multiple applications are running, the operating system schedules these such that all processes have sufficient processor time where possible and do not interfere with each other (*Wikipedia*, 2003).

Many commercial systems are available on the market for this purpose. The matching between a higher education institution's needs and the system to be purchased is the only parameter to be carefully examined. The Northeastern University in Boston and the Stellenbosch University in Stellenbosch have managed this matching relatively well.

The *Hoop Kaart* is the proposed UWC student debit card (see sample in appendix).

Darries (2003) affirms that UWC has started a policy of student debit card some years ago when it had allowed some dining halls on the main campus to utilize a card-based point-of-sale (POS) system for servicing meals to students. Prior to be serviced, students have had to deposit money in their meals account at the university cashier. This system is however not showing the success initially as expected, as it is not expanded to various take-aways where students may be served a variety of meals available. Beside this, high prices of items, observed at these points of sale (Chris Hani Residence and Hector Petersen Residence) are not of the nature of encouraging students to utilize the system, their enthusiasm for it collapsed and consequently the general perception of the usefulness of the system collapsed also.

However, Julies (2003) affirms that the University's computer network system may technologically support a reasonable connection of point–of-sale devices (readers, controllers, monitors, etc), which may support a fully-featured debit card. This guarantees the technological capability of UWC's computer network to inter-link via on-line and cable numerous card-readers and reader-controller at the different take-aways, cafés, vending machines, bookshop, printing services, and other various retailers on-campus and off-campus.

Darries (2003) adds that the best idea to expand on is the smart card, as technologically, it does not make regular recourse to the network. In addition, it bears its own operating system and related software, which enable an off-line activation at the point-of-sale.

The fully-featured debit card system may be realized on-campus by adding online or by cable, readers and controllers at the specific point-of-sales using the magnetic stripe on the student card, and outside the campus by using the smart-chip on the student card.

The University is currently envisaging purchasing from Smart Centric Technologies International Ltd. in Dublin, the Smart City system[5], a turnkey smart card-based e-purse application that also provides a multi-application development platform and tools to systems integrators. The Smart City solution includes hardware, software, training and systems integration for card issuers, operators, processors, merchants and cardholders. Ireland is generally well-known for its inexpensive but quality computer systems and programmes, it is largely perceived as having a comparative advantage in computer systems programmes development (Norro, 1996).

Smart City's core components are a full range of software components required for an end-to-end smart card solution, which supports specialized core software components. Its core components are card issuing and cardholder management, security management, transaction management, and merchant/device management.

[5] There exists many others systems which can be utilized and that cost relatively the same as the Smart City system. However, the advantage with this system will be the possibility to see, for the particular case of the University of Western Cape, the software be given for free and only the hardware be purchased, that could bring the price of the system to half of its actual value which is R1 100 000 (Darries, 2003). This possibility will not be taken into account in this study as it was still under study by Smart City Systems, affirm Darries (2003) pursues.

Darries (2003) affirms that although a definitive study is not yet done on the project, it can be stated that the funds necessary for the project arise as follows:

- R600 000 for the acquisition of the Software[6]
- R500 000 for the acquisition of the hardware

The financial feasibility analysis and the distribution aspect of the marketing mix expand on these aspects.

7. THE STUDY OF THE FINANCIAL FEASIBILITY OF THE PROJECT

Willcocks (1996:38) affirms that recent surveys have indicated that the issue of appraisal of Information Technology[7] (IT) investment is currently an area of concern to senior management of most large organizations (being at a tertiary education institution level or at any other organization, in South Africa as well as outside South Africa). Wilcocks(1996) underlines that various sources are claiming that no link between IT investment and business has been established. The underlying reasons for this apparently disappointing performance are currently unclear. However, mismeasurement of inputs and outputs when dealing with IT, lags between costs and benefits which make short term results look poor and the inappropriate management of information and technology could be factors underlying this characterization of IT investment performance.

---

[6] Costs of other systems bought by the university of Stellenbosch and the Northeastern University were not obtained. These costs would have been useful for purpose of comparison with the system to be eventually bought by UWC.

[7] Information technology is taken to refer to the convergence of computers, telecommunications and electronics and the resulting technologies. The term IT focuses attention on equipment and technique.
Information systems (IS) is a related term referring to how designed information flows attempts to meet information needs of the organization. It may be more or less IT based (Willcocks, 1996).

Willcocks (1996:38) also shows that there is a broad agreement in the literature that traditional methods of investment appraisal which presuppose financial quantification of costs and benefits may be misleading when applied to IT investments. Since there are as yet no clearly established alternatives to the traditional methods, IT investments may often be misplaced, resulting in poor value to the organization. Similarly, misapplication of traditional appraisal methods may result in poor perceptions of investments that are in fact performing well.

However, these traditional techniques (generally, the Net Present Value, the Internal Rate of Return and the payback period) that aim to quantify the wealth created by a given project (and collectively termed Return on Investment) are still important as they offer standard, well-understood ways of analysing numeric information.

The *Hoop Kaart* is expected to generate revenues from both the advertisements that will be put onto the student card, the purchase of the card by students at the beginning of each academic year and the revenues from the underwriting banking institution, as outcomes of its operations with various on-line and mainly off-line retailers transacting with students by using the *Hoop Kaart*. The existence of others avenues of revenue can be investigated in later studies.

The minimum total of all the incomes indicated above are summarised in the table hereafter.

Table 1. Minimum totals of the revenues from the student debit card.

Type of revenue	**Amount of money.**
Advertisements on the *Hoop Kaart*	R400 000
Hoop Kaart purchases	R668 750
Revenues from the underwriting bank	R150 000
Total	**R1 218 750**

As an exploratory investigation, this study has not expanded deeply on this aspect, as the underwriting bank can not be known presently

and even if it was known, the modalities of sharing the outcomes from the transfer of money (between the retailer, the bank, and the student accounts) is generally an agreed decision between the tertiary institution and the bank than something else (Darries, 2003).
Also, a summary of the results of the capital budgeting calculations shows that the *Hoop Kaart* project displays a positive Net Present Value of R2 324 302; an Internal rate of return of 54.37%, far greater than the required Rate of Return which is 13.5%; and a payback period of two years, shorter, in comparison with the duration of life of the investment and the benchmarking period of six years in the IT industry.

The *Hoop Kaart* project is therefore financially feasible and should be accepted.

There is a wide range of capital sources, running from simple bank borrowings to highly specialized securities like convertible bonds or warrants. The *Hoop Kaart* project may decide to raise money, using the two primary ways of doing so, which ensure a balanced financial risk and a comprehensive return, namely, owners' equity and debt.

Owner's equity consists herein of funds that UWC will make available for investment in the *Hoop Kaart* unit activities,i.e. R560 000.

Debt consists of the R840 000, to be obtained from a financial institution, the potential underwriting bank for example, as a long-term debt, at 10.00% interest rate compounded annually.

8. THE MARKETING STRATEGY FOR THE *HOOP KAART*

8.1. The segmentation of the market

Kotler (2000) shows that generally, a market segment consists of a large identifiable group within a market with similar wants, purchasing power, geographical location, buying attitudes, or buying habits.

Kotler (2000) and Czinkota, et al. (1997) explain that marketing segmentation becomes a process of dividing the total market for a good or a service into several smaller, homogenous groups. Its essence is that the members of each group are similar with respect to the factors that influence demand.

In the specific case of the *Hoop Kaart* project the market segment that it will target is primarily UWC students. The *Hoop Kaart* caters for specific functionality that suits the demographics and psychographics of the UWC's students niche market. This means students who purchase food, drinks, books, clothes, and so forth from on-campus and off-campus shops, take-aways and cafés and so forth and who are "technophiles", conscious of the financial rationality of using one debit card, and who are also highly conscious of the needs for security for both their personal details and their funds, as the crime rate is on the increase around the country, and consequently on campuses. The *Hoop Kaart* hopes to fill the needs of this particular segment.

This student debit card as the university student card will not be focusing on any specific culture or race, but will instead try to unite cultures and races under one product, which will appeal to all. Although this will be no easy task, the *Hoop Kaart* does have the advantage of fulfilling needs that all students have, be they safety or image.

8.2. The target market

The primary market for the *Hoop Kaart* will be the undergraduate student. Undergraduate students constitute 82% of the university student population (*UWC*, 2003). For example, most students in UWC's student residences are undergraduates. They are the prime users of on-campus printing and photocopying services; take-aways; cafés; the bookshop and other sports facilities. As living on campus, they also regularly purchase food, clothes, and other items from off-campus neighbouring or distant retailers. The *Hoop Kaart* therefore

caters perfectly for undergraduate students, as its functionality will include cashless payment at these vendors' places.

Postgraduate students form the secondary market for the *Hoop Kaart*. They constitute 18% of the university population (*UWC*, 2003). Although many postgraduate students are not staying on campus, this card will appeal to them as it offers functionality that will enable them to transact both at their work place, in the areas neighbouring of their work place, at the university and possibly outside the borders of South Africa, where many of them are from. The emphasis on "a one and unique cashless functionality device" fulfills the need for security from postgraduate students experiencing the vibrating life of a student-worker, or a foreign student. It has also to be understood that postgraduate students in contrary to undergraduate students have a higher purchasing power.

8.3.The product positioning.

Positioning as emphasized by Kotler (2000) and Czinkota, et al. (1997), is the act of designing the project or the company's offering and image to occupy a distinctive place in the target market's mind. The end result of positioning is the successful creation of a market focused-value proposition, a cogent reason why the target market should buy the product.

In the same line, the *Hoop Kaart* has the potential to positions itself as a premium student card. It has more functions than the standard UWC's student card and it is priced higher. The *Hoop Kaart* is a cashless form of payment for services inside and outside the campus, it is a solution to students' needs. Students need a cashless and secure debit card, a card with multiple functionality, a card appearing as an icon of the entry in the technological era, a card with a design appealing to youth, with somewhat a sexy design and sponsored by trustful brand names.

8.4.The marketing mix.

8.4.1. Product.

The *Hoop Kaart* is a feasible suggestion to replace the UWC student ID card, as it contains all of the same functionality as well as additional functionality. It includes the functionality of access to secure UWC areas, the purchase and use of photocopying credits, the purchase of printing credits, taking out library books, and identification, as the old student card does, but the *Hoop Kaart* has the added functionality of replacing cash when paying for vending machines, cafés, take-aways, shops, supermarkets, withdrawing money from ATMs, and so forth both at UWC, within South Africa and outside the country. These functionalities constitute the core benefit of this product.

The *Hoop Kaart* will use magnetic stripe and smart-card technologies to enable working as a debit card. Magnetic stripe and smart-card technologies ensure safety, as the credits stored on a magnetic stripe and on a chip processor will be made accessible only when the owner twice keys his or her PIN number. Cash will be debited and credited onto and off to the *Hoop Kaart* via specialized devices, linked on-line to the University computer network (magnetic stripe card) or off-line by using the information stored in the processor of smart card-chip.
These point-of-sale devices will be situated around campus at strategic locations, as it will be showed later in this study . This constitutes what authors refer to in marketing as the *"augmented product"* (Kotler, 2000).

As the *Hoop Kaart* uses magnetic stripe and smart chip technologies, new functions can be added to existing cards by merely updating the encoding on the magnetic stripe and on the smart chip. Opportunities for the student debit card include its uses as a debit card in popular students gatherings, as portable reader devices exist. On campus and

off-campus loyalty systems that will issue bonus credits to frequent users, the connection with the governmental services for employment, for various licences and for social services may also be considered. Students spending can also be monitored and spending limits be set (for example by parents) for different or all the areas.

Receivables and bad debts may also be reduced, as money is paid up-front. As explained earlier, money will also be earned on the " floats". The *Hoop Kaart* will make "charge slips", a thing of the past. The handling of paper slips will not be needed anymore. This will save labour costs, not to mention sanity.

The *Hoop Kaart* has a design that displays profitably its sponsors and supporting companies logos and images. Optional accessories may be included such as a special wallet and a protective card cover.

Branding is an important aspect of any new product policy. Kotler (2000), Kotler and Armstrong (2000) show that in the past, most products went unbranded[8]. However, in some cases, there has been a return to "*no-branding*" of certain consumer goods and pharmaceuticals, that have been consequently seen as offering standard or lower quality at a lower price than the advertised brands.

Today, pursue the authors, branding is such a strong force that hardly anything goes unbranded. The individual name as branding policy, offers an advantage, the organisation does not tie its reputation to the product's. If the product fails to deliver or appears to have low quality, the organization name or image is not hurt.

[8] A brand is a name, sign, symbol, or design, or a combination of them, intended to identify the goods or services of one seller or group of sellers and to differentiate them from those of competitors. (Kotler, 2000; Kotler and Armstrong, 2000)

"*Hoop Kaart*" has been chosen as the brand name of the proposed UWC student debit card. This brand name is the *Afrikaans*[9] translation of the English words "Hope" and "Card". *Hoop* (hope) is derived from the expression "*Kaap de Goeie Hoop*" (Cape of Good Hope), an expression that highlights the historical and cultural dimension of the City of Cape Town (the location of the University of Western Cape), known as the Cape of Good Hope. The explorer Bartholomeu Dias saw this land for the first time in May 1488, and baptized it under that name after he had searched for land in vain during 13 days. As it was the case for Bartholomeu Dias, The *Hoop Kaart* (the Card of Hope) will highlight the hope of the UWC student community to embed the future of technology or the technology of the future in their daily life. Technology should not be seen as remote, but should be translated into the daily life of people. The *Hoop Kaart* is an attempt to do so.

This brand name translates perfectly the functional and the emotional attributes and benefits of the new UWC student card.

8.4.2. Price

The *Hoop Kaart* offers a lot more functionality than the standard UWC student card. The survey conducted determined that 39% of students would be willing to pay an additional R10 and 30% would even be willing to pay more than an additional R10 for the new UWC student card, while 31% of students would not be willing to pay additional money for the new student debit card.

From the above, it was determined that a price of R50 could be charged for the *Hoop Kaart*. This figure equates to a base price of

[9] Afrikaans is one of the most popular languages of South Africa. It is also the language of the primary target market of the UWC Student debit card, which is: female undergraduate coloured students aged 18-21, from EMS faculty.

R40, the replacement price of the UWC standard student card in case of lost of destruction, plus a mark-up of R10 for the additional functionality and colourful new design.

The additional R10 also ensures that the card will hold some prestige as a more exclusive item than the standard UWC student card.

8.4.3. Promotion

New students can be introduced to the UWC student card on registration day and if possible earlier. Therefore any major form of promotion to new students for the Hoop Kaart should be on that day. Tools from all the aspects of the integrated marketing communications will have to be used for this finality. These tools are briefly analyzed below.

Communication

The prime method of communication for promoting the *Hoop Kaart* will be the registration hall, generally, the UWC's main hall, where the *Hoop Kaart* will be issued for each student (i.e. student's photograph, name, student number and encoding the card). The room will need enough computers, digital cameras and encoding terminals to ensure a short queue. Students standing in that shorter queue with nothing to do will have to be approached and briefly introduced to the *Hoop Kaart*, by well-trained students. The person registering the student will also take ten minutes to explain in very powerful communicative way, the functionalities of the *Hoop Kaart*. With the hall decorated *à la Hoop Kaart*, this first contact with the student debit card will be the first love of the new student or the student re-registering for the *Hoop Kaart*.

Events, posters, flyers, contests are powerful tools in advertising products or services (Belch and Belch, 2001). Events, posters, flyers, contests on campus during the registration and orientation week will further enhance awareness of the student debit card.

Students' residences will also be targeted as promotional areas where posters with clever wording and eye-catching designs will have to be stuck. Word of mouth can also be used to spread the word about the *Hoop Kaart*.

Local students media and the UWC Radio may have to be used.
Once the awareness has been created, very little advertising will be needed, even for future academic years, as the service should have built its good reputation.

Promotion.

Free coupons will have to be given by on-campus and off-campus vendors primarily during the registration and orientation week and in many occasions during the academic year. This will help making students into loyal and solvent customers both for the UWC and for the vendors, with as corollary, the increase on revenues from advertisements on the student card, from revenues from the underwriting bank and from new students debit cards purchased.

Electronic-promotion.

Kotler (2000), Timmers (1999) and Kalakota (1999) show that a website is a powerful tool for a project or a firm to promote its products or services. It is designed to bring prospects and customers closer to a purchase or other marketing outcomes. It might therefore include a catalog, shipping tips, and promotional features such as coupons, sales events, or contests.

It is proposed that the *Hoop Kaart* uses a website (such as www.uwc.ac.za/hoopkaart) in order to promote electronically its functionalities to the student community, which is getting more and more free access to internet. This website will have to be attractive on first view and interesting enough to encourage repeat visits.

Graphics, texts, sounds, animations praising the functionalities of the *Hoop Kaart*, will have to be included in the website.
Banner advertisements and pop-up windows on the *Hoop Kaart*'s website as well as on the advertisers and supports of the *Hoop Kaart*, and others, will have to be designed.

Tickers encourage students to send questions, suggestions and even complaints to the *Hoop Kaart* unit via e-mail will have to be encouraged.

On-line and ordinary customer service will have to be provided by the *Hoop Kaart* unit personnel.

However, as many on-line users, particularly students are more upscale and technically oriented, it is recommended that the website be used only for promotion and customer service support rather than transaction for the first year of the project, in order to avoid unscrupulous interlopers who will probably try to intercept students' debit card numbers, or to invade either the UWC or the other vendors, worst the underwriting bank's computer system for espionage or sabotage. For the next year codes though breaking measures will have to be taken. Both the university and the various vendors and the bank will have to subscribe to ethical provisions, aiming at protecting students' privacy and avoiding unauthorized use of information.

8.4.4. Place (distribution).

The *Hoop Kaart* will be available, to be purchased, on registration days and thereafter at the *Hoop Kaart* Unit office, to be located preferably either in the student centre or in the main library. Readers will be installed at strategic areas, some of which are:

1. All the on-campus computer laboratories
2. All the residences laundrettes
3. B-Block kiosk
4. Belhar Sports Centre
5. Bookshop/ postal agency
6. Cashier Office (Admin. Building)
7. Chris Hani Residence dining hall
8. Coffee Shop Snack Bar
9. Community Health Building vending machines
10. Dadys Shop (Dos Santos Residence)
11. EMS vending machines
12. Hector Peterson Residence dining hall
13. Main Hall
14. Main Library level 4
15. Printwize
16. Student Centre dining hall
17. SVE dinning hall
18. The Barn
19. UDUBS Clothing
20. Unicaf
21. University Travel Services
22. UWC sports stadium
23. The *Hoop Kaart* Unit office.

For security reasons, the *Hoop Kaart* will be recharged only at the locations indicated below:

1. The existing Absa Bank, First National Bank or Standard Bank ATMs on campus.
2. The Main Library
3. The *Hoop Kaart* Unit Office

Mobile readers will be available at the *Hoop Kaart* unit for special events in the Student centre, in the UWC stadium and at the Belhar sport centers, or in various stadiums outside UWC.

Off-campus strategic vendors that will have to be consulted in order to contract for the use of the UWC *Hoop Kaart* are those mainly located at the commercial strategic places below:

1. Shopping centres in Belleville
2. Shopping centres in the Cape Town commercial business district.
3. Cavendish Shopping Centre, Century City and V&A Waterfront.

9. CONCLUSIONS AND SUGGESTIONS.

9.1. Conclusions:

Based on the findings of this paper, the following conclusions have been drawn:
The proposed UWC Student Debit Card, the *Hoop Kaart*, a features-added student card will be a feasible product for the UWC student niche market. It will offer the functionality of access to secure UWC areas, the purchase and use of photocopying credits, the purchase of printing credits, taking out library books; and identification, as the old student card does. It will also have the added functionality of replacing cash when paying at vending machines, cafés, take-aways, shops, supermarkets and withdrawing money from ATMs, and so forth both at UWC, within South Africa and outside the country.

The findings of the survey conducted in order to establish whether the *Hoop Kaart* could be a feasible product in the student market indicated a 65% acceptance by students to carry and use the proposed all-purpose student debit card to access retail services on and off-campus. These students are mainly female, aged 18-21 years, from EMS faculty.

The *Hoop Kaart*, a hybrid card combining both magnetic stripe technology and smart chip technology will be technologically feasible by connecting online (using a wireless connection) and off-line (using a wire connection) the on-campus and the off-campus point-of-sales to the UWC current computer network and to the computer system of the bank that will underwrite the operations. A smart card student system to be purchased such as the Smart City system and which includes software and appropriate hardware will allow the operability of both the existing functionality and the added ones.

The *Hoop Kaart* will be financially beneficial to the university, as it will generate substantial revenues for the university. These revenues will emanate mainly from:

1) The purchasing of the student card;
2) The advertisements on the student debit card; and,
3) The bank that will underwrite the process (this avenue of revenues includes particularly the shared funds from the benefits gained from banking charges on retailers, particularly those off-campus, which will have to transact with students by using the *Hoop Kaart*).
4) It has been estimated that R1 218 750 will be generated from these sources.

Results of the capital budgeting calculations showed that the *Hoop Kaart* which will require an initial investment of R1 400 000 (R560 000 as UWC owner's equity and R840 000, as a long-term debt to be obtained from a financial institution), displayed a positive Net Present Value of R2 324 302; an Internal rate of return of 54.37% (far greater than the required Rate of Return which is 13.5%); and a payback period of two years (a shorter period in comparison with the duration of life of the investment and the benchmarking period of six years in IT industry).

The *Hoop Kaart* project is therefore financially feasible and should be accepted.

A proper application of marketing techniques will allow the *Hoop Kaart* to fulfill students' needs of an "one-in-all" debit card which, by progressively creating a cashless campus, will allow both a parsimonious use of student's funds and the enhancement of security on campus.

The proper application of marketing techniques will have to pass through a thorough examination of the marketing mix of the *Hoop Kaart*, meaning the product policy (with as core product, the added functionality initially mentioned); the pricing policy (a premium student card, R50 per unit), the distribution policy and the promotion policy. Promotion will have to focus on specific locations on campus and in the City of Cape Town. Effective communication during the registration and orientation week, incentives for loyalty and regular use, and an appropriate promotional website will allow to successfully achieve the objectives of this important policy.

9.2. Suggestions

Based on the findings and conclusions of this paper, the following suggestions can be made:

1) Implementing during the 2004 academic year a university *ad-hoc* technological and marketing commission which will further the findings of this study in order to establish on the basis of a broader inclusion of various variables and data, the final technological and marketing viabilities of the project as well as to determine the potential bank that will underwrite the process and the exact envelope of money that this avenue may generate for the University. This will have to be done prior to the implementation of the student debit card in 2005.

2) Introducing the *Hoop Kaart* as the UWC student debit card after conclusion of the ad-hoc technological and marketing commission referred to above.

As the *Hoop Kaart* project is financially a generator of revenues for the university in particular and for the national economy in general, it is recommended that the student debit card be introduced first to the UWC students, then in the following years to the staff, alumni and others on campus.

10. BIBLIOGRAPHY

Access control & Security Systems Integration. 2001. Single card access, decentralized control at Georgia Tech. 44(21): 24-27.

Bambenek, J.J. *2001.* Virtual food service systems: Technology transforming university food service structure. *College student journal. 35(1): 122-134.*

Belch, E.G., Belch, A.M. 2001. *Advertising and Promotion: an integrated marketing communications perspective*. New York: Mc Graw-Hill/Irwin.

Benett, B. 2001. *Personal interview.* Manager of the University of Cape Town's computer network system. Cape Town. July 20.

Bergen 2003. *Introduction to technology*. (Online).
http://www.bergen.org/technology/defin.html 22 February.

Brain, M. 2003. *Howstuffworks? How does a magnetic stripe on the back of a credit card work?* (Online).
http://money.howsstuffworks.com/question503.htm 18 February.

Cova, B., Ghauri, R, Salle, R. *1999. Project Marketing: beyond competitive bidding*. Chichester, England: Wiley.

Cray, D. 1997. Cashing in. *American School & University. 69:32. February.*

Curriculum Administrator, 2000. A universal student card. 36(1).

Czinkota, M., Kotabe, M., Mercer, D. 1997. *Marketing management: text and cases*. Cambridge, Massachusetts: Blackwell.

Darries, M. 2003. *Personal interview.* Information Technology Director, University of Western Cape. Cape Town. 10 October.

Education Technology. 2002. *Debit card systems create a safer cashless environment*!. Fall(1).

Elaine, L.2000. *Internet commerce: digital models for business*. Brisbane: Wiley.

Eltroncards. 2003. *Magnetic stripe encoding*. (Online). http://www.eltroncards.com/aboutcard5.htm 26 February.

Fickes, M. 1999. All-purpose cards include Master Card Debit Function. *Access Control & Security Systems Integration. 42(6):22-24. May.*

Florida Atlantic University. 2003. *The Owl card, from business services at Florida Atlantic University*. (Online). http://www.fau.edu/student/off_srvs/about.htm 26 February.

Gary, W. E.1998. *Corporate finance: principle and practices*. Reading: Addison-Wesley.

Gompers, J. 2002. Developing solutions interactively. *Access Control and Security Systems Integration*. November 1.

Haag, S., Cumming, M, Dawkins, J. 2000. *Management Information Systems for the Information Age*. Boston: McGraw Hill/Irwin.

Hale, J.L. 1999. Putting together the pieces. *American School & University*. February 1.

Hartley, C., Firer, C., Ford, J.2000. *Business Accounting and Finance*. Witswaterrand.

Hellevig, P. 1999. Chartiers-Houston allows students to use Debit cards for meals. *Nation's Restaurant News*. 33(34):18. August 23.

Jullies, G. 2003. *Personal interview*. ICS's Officer and Manager of the University of Western Cape's computer network system. Cape Town. October 10.

Kalakota, R. 1999. *E-business: roadmap for success*. Boston: Addison-Wesley.

Keenan, C. 2003. *Payments Evolution: The Ascent of Debit cards*. Community Banker. 12(3): 30-3. March.

Killian, T.M. 2003. *Credit versus Debit card* . (Online). http://credit.about.com/library/weekly/aa080400a.htm 07 March.

King, R.T. 1996. The company we don't keep. *Wall Street Journal*. November 18: 22-23.

Kotler, P., Armstrong, G. 2000. *Principles of Marketing*. Upper Saddle River: Prentice-Hall.

Kotler, P. 2000. *Principles of Marketing*. Upper Saddle River: Prentice-Hall.

Loyola University Chicago. 2003. *Campus Card*. (Online). http://www.luc.edu/sbo/campuscard.shtml 26 February.

Martin, J., Loubser, M., Van Wyk, J. 2002. *Marketing research: a South African approach*. Pretoria: Unisa.

Memorial University, 2003. *Our Services - MUN 1Card*. (Online). http://www.mi.mun.ca/current_students/services/smcard/ 26 February.

Moneta, L. 1997. The Integration of Technology with management of student services. *New Directions for student services*. 78:5-16. Summer.

Morall, K. 1996. Smart cards signal a cashless society. *Bank Marketing*. 27:13-17. April.

Mount Holyoke. *2001*. A card–carrying campus. *Access Control and Security Systems Integration. March 1.*

Norro, M. 1996. *International Trade course notes. 2nd Year undergraduate studies, Faculty of Economic Sciences. Catholic University of Bukavu.* Unpublished.

Odin. 2003. *Debit cards systems for schools.* (Online). http://www.odin-inc.com/debitcard.htm 28 February.
Partington, G. 1999. A centrally controlled electronic access system secures the university of Maryland. *Access Control and Security Systems Integration.* April 1.

Pennsylvania State University. 2003. *Comprehensive university ID card/transaction Card programme*. (online).
http://wwwidcard.psu.edu/history.htm 15 March.

Proctor, T. 200. *Essentials of marketing research*. Harlow, England: Financial Times/ Prentice Hall.

School link technologies .2000. *mycard@school and bridge applications: the turnkey solution for universally accepted photo identification cards in schools*. (Online). http://www.school-linktechnologies.com 28 February.

South Missouri State University. 2003. *Guide to evaluating information technology*. (Online).
http://www.smsu.edu/oit/guide/administrativeexperience.htm 15 March.

Spoor, L.D. 1997. More than meets the eye. *American School & University*. July 1.

Stellenbosch University (SUN). 2001. *University identification, security and payment Smart Card System: Request for Business Proposal*. Stellenbosch. Unpublished.

Strum, E. 2003. *Arizona Summer Wildcat*. (Online).
http://www.catcard.arizona.edu/visitorfaq/ 15 March.

Timmers, P. 1999. *Electronic commerce: strategies and models for business-to-business trading*. Chechester, England: Wiley.

Timmers, P.1999. *Electronic commerce: strategies and models for business-to-business trading*. Chechester, England: Wiley.

University of Houston. 2003. *University one card systems.* (Online). http://www.cougarone.com/info/sfinfo.jsp 15 March.

University of Kansas. 2003. *New debit card programme.* (Online). http://www.ur.ku.edu/News/98N/FebNews/Feb4?smartcard.html 15 March.

University of Pennsylvania State. 2003. *Comprehensive university ID card/transaction Card Program.* (Online). http://www.idcard.psu.edu/history.htm 15 March.

University of the Western Cape (UWC). 2003. *About UWC.* (Online). http://www.uwc.ac.za/ 23 September.

Whitaker, B. 1999. A debit card for students, with oversight for parents. *New York Times*. 149(51707):5.

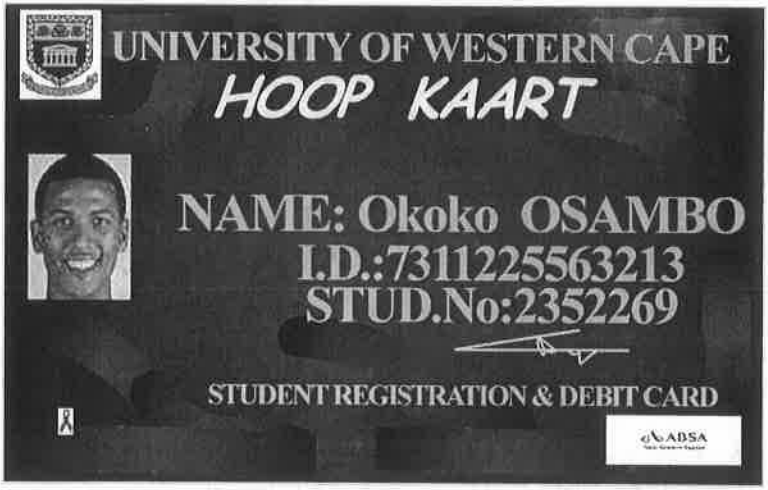
Wikipedia Encyclopedia. 2003. *Debit card.* (Online). http://en.wikipedia.org/wiki/Debit_card 26 February.

Wikipedia encyclopedia.2003. *Operating system*. (Online). http://en.wikipedia.org/wiki/Computer_software 21 October.

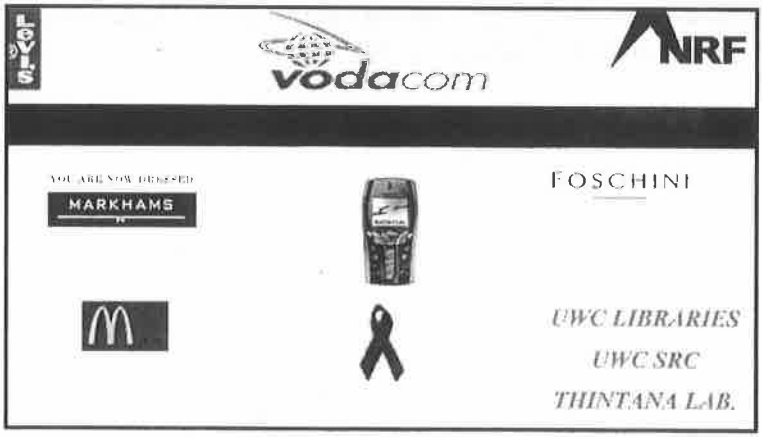
Willcocks, L. 1996. *Investing in Information Systems: Evaluation and Management*. London: Chapman & Hall.

11. Appendix: The proposed UWC student debit card: the *Hoop Kaart*

Front



Back



REVISITING E-COMMERCE STRATEGIES FOR SURVIVAL IN THE GLOBAL BUSINESS ENVIRONMENT : A SUMMARY.

By

Okoko OSAMBO

TABLE OF CONTENTS.

Introduction

1. Electronic -commerce global strategies for manufacturing.
2. Electronic-commerce global strategies for search, ordering, payment and delivery of products.

2.1. Strategies for electronic search of products.
2.2. Strategies for electronic ordering of products.
2.3. Strategies for electronic payment and delivery of products.

3. Electronic-commerce global strategies for promotion of products.
4. Electronic-commerce strategies for customer service and customer relationships management.

Conclusion

INTRODUCTION

Barnes and Hunt (2001) affirm that Internet and the related technologies are changing the ways in which we live. These technologies affect our lives in ways we cannot even imagine. One of the most significant changes is related to the way in which businesses, termed as "e-commerce"[1] are conducted globally. Internet and related technologies developments are both fascinating and frightening. Fascinating because they have the power to accelerate the rate of change in companies that adopt them. Frightening because companies which ignore these growth opportunities will be left aside, in the competitive race. The objective of this paper is to evaluate the strategies that firms may formulate and implement in manufacturing; in global search, ordering, payment and delivering of products; in promotion of products and in both Customer Service and Customer Relationships Management while operating in the global business terrain, in order to extract the best from the new technologies of information and communication for its sustainable competitive advantage.

1. Electronic Commerce global strategies for manufacturing

A strategic approach for business to remain globally competitive and profitable is the use of Internet and related technologies in both the product design by the firm and in the imperative of customisation[2] for individuals or groups of customers.

For the firm, in one hand, this means the use of *Computer-Aided-Design (CAD)-computer graphics for product design*. CAD and

[1] Electronic commerce is a modern methodology that addresses the use of information technology as an essential enabler of business. Electronic commerce is really all about performing business functions electronically or with the aid of technology (Haag, et al., 2000).

[2] Customisation means the participation of customers in the specification and design of products.

related technologies have become cheaper and easier to use. Instead of laboriously drawing and redrawing blue prints, engineers here, create designs electronically and alter them at the push of a few buttons. This yields better-quality goods, and helps firms introduce products globally quickly, affirms Davis (1985). A growing number of products are being designed in this way, including automobiles, aircrafts, integrated circuits, their parts and even common products such as foods. For many enterprises today, these operations are getting done electronically and simultaneously at different branches of the firm worldwide.

For customers, on the other hand, these technologies enable the online modification for example, of a existing design or the creation of a new one on a screen by mean of a light pen, a keyboard, a joystick, or a similar device. Once the design is entered into the computer, the designer can manoeuvre it and may obtain its delivery within time.

Such flexible manufacturing systems constitute the essence of the e-commerce strategies for a global manufacturing for competitive advantage. Global companies such as Toyota had formulated and implemented successfully such strategies .

2. Electronic commerce global strategies for search, ordering, payment and delivery of products.

Da Costa (2003) shows that the movement towards conducting commercial transactions online is steady and gaining momentum. It did not start with the Internet, though. It started with telephone orders for items advertised in catalogues and on television, mostly in the United States of America, and was accelerated by the advent of buying products and services by faxes. More recently and much more intensely, the Internet has expanded the realm of online purchasing. Today, worldwide, people use Internet for various steps in the transaction process: to search for specific products, to check out different retailers in order to find those offering the best price, to buy

goods and services, to ask for and to receive technical support, and in some cases even to have the product delivered online. Strategies to globally offer profitably such facilities to customers have to be formulated and implemented. These may be depicted as follow:

2.1. Strategies for electronic search of products.

Searching on internet can be rewarding and may yield interesting surprises to customer, affirms Da Costa (2003), but it can be frustrating too, given the overwhelming volume of available products. Business will therefore have to set properly a certain number of tools that customers will use in order to find the firm's product. Two of them are mainly important in this matter, namely: the *search engines* and the *Internet Service Providers* (ISPs).

A search engine highlights Hough, et al. (2003), is a software tool that allows to search for Internet information by using key words or terms (a product, a firm's name, firm's products, etc.), the best matches are then rated and displayed to the user with the appropriate links so that the user can access the information immediately. Companies that run search engines survive on advertising and in a certain degree on the subscription of business, for ranking positions (the companies that are willing to pay more to be listed first are, the ones that users are most likely to be interested in anyway). Competitive advantage dictates as strategy, that business invest money in that resource so as to make globally "available" the firm products or services. The most globally popular and widely used search engines on the Internet are: Yahoo; Google and WebCrawler.

Internet Service Providers (ISP), are companies that provide access to the Internet for a monthly subscription, the high traffic on their homepages transform ISPs into valuable vehicles for customers to search a product information. Subscription on their search options constitute a real strategy for succeed globally.

transposition of the mail-order business to the Internet: a physical product is delivered to someone at home or office. Package-delivery companies such as DHL or FEDEX are direct beneficiaries of such a massive increase in online ordering and offline delivery. In the last kind of transaction, payment and delivery are done online. This constitutes an amazing development, unparalleled before. Goods and services ordered online can be paid by using traditional credit cards or other electronic payments. Credit card details can be typed into a web form just like any other information, once entered, details can be encrypted and stored on a central server with password protection. This is usually accomplished by encryption software built into the browser and communicated to the server using secure sockets layer (SSL). Delivery on the other hand shows differences between online and offline deliveries. In offline delivery, the net is used for marketing visual (or sound) display by the merchant for virtual comparison, selection, and ordering by the consumer; the merchandise will have to reach physically the buyer later. The European commission (1997) calls this, indirect electronic commerce delivery. The goods are delivered in the traditional way, very similar to today's huge mail-order market. Direct electronic commerce delivery, a completely new form of delivery, eliminating the intermediaries, delivers virtually and directly the service (software, sound, image, etc.). The opportunities in this area are virtually limitless. The number of transactions can be enormous, and a new song, a timely picture, or a short video could generate millions of dollars in revenues.

3. Electronic-commerce global strategies for promotion of products.

Electronic-commerce has transformed traditional ways and means of promotion. It has brought many online advertising and promotions strategies. The use of these strategies may constitute a key for survival and growth of business in the global terrain. Advertising on Internet and related technologies can take one of the below forms:

- A **website**, where generally visitors leave unconsciously a trail of statistics (who are they? from where are they? which server are they surfing from? and what time? in which country? and for how long?) that can be used for strategic marketing planning purposes.
- Advertising on will probably involve the use of **banners**, for which user experience seems to indicate two important trends as far as banners are concerned; banners placed on small specialist sites are generally more effective than those on large sites where they can simply get lost; some forms of animation on the banner tends to increase click-through rates significantly.
- **E-mail** to connect the business to customers and prospects. The costs of these mass mailing is low and the amount of work involved is minimal, however, as the result of the abuse of this precious tool, it is today generally considered bad business practice to send out large untargeted e-mail mailings advertising goods or services (a practice which has to be known as *spamming*). The formulation of promotion strategies for survival and growth in the global business arena will have to take into account this aspect.
- **Advertisements in dozen of electronic publications**, this means sending the business message to both the general population and special-interest groups.
- **Electronic press releases** to reporters to enable the business to reach an even larger audience are also a very effective tool.

Other techniques of promotion which beside advertising , constitute the integrated marketing communications concept such as personal selling, public relations, direct marketing can use the set of the above tools given.

4. Electronic-commerce strategies for customer service and relationships.

Internet can be used for customer support, customer service, and customer retention programmes. Barnes and Hunt (2001) affirm that despite the low levels of overall achievement, the focus is clear

for all corporations: it is on using the power of the Internet to enhance customer relationships. Customer can send questions and comments, or even register, thereby augmenting the business marketing information. Firms operating globally such as Merck, a pharmaceutical firm provides customer service online via product guides that inform consumers about the use of products. Customers can also constantly be kept updated via e-mails about product and site updates. IBM, Microsoft, etc. also provide extensive online support and troubleshooting services. Given the daily increase in the number on Internet users globally and the increasingly "*mainstream*" profile of cyber-surfers[3] Business, especially those operating globally, will find it rewarding to focus on online customer relationships. Internet has forever changed the traditional paradigm of Marketing, gone are the days of mass marketing and remote customer contact. Internet has made it possible for companies to focus on building relationships with individuals customers and to make direct and personalized contact with each customer.

O'Brien (2002) shows that strategies for firms operating globally can also consist in promoting the use of other not well known Internet and related technologies such as the electronic conferencing tools and collaborative work management tools. Electronic conferencing tools consist in data conferencing (users at wide or local networked PCs can view, mark-up, revise and save changes to a shared white board of drawings, document and other materials; voice conferencing; video conferencing; electronic meeting systems; etc. Collaborative work management tools on the other hand, help far remote people to accomplish or manage joint work activities (calendaring and scheduling systems; task and project management systems, etc.).

However aspects of both ethic, security and relevance of these strategies for the developing countries have to be deeply analysed prior to the optimal use of the above strategies.

---

[3] Percentage of female web users has improved and average of web surfers has increased (Barnes and Hunt, 2001).

CONCLUSION

The objective of this paper was to evaluate what are, in the global terrain, the strategies that firms may formulate and implement in manufacturing; in global search, ordering, payment and delivering of products; in promotion of products and in both Customer Service and customer relationships, in order to extract the best from the Internet and related technologies for their sustainable competitive advantage. With a thoughtful analysis and vivid examples the paper showed that strategies utilizing customisation techniques were appropriated in manufacturing products for the global market. It also showed that electronic search engines catalogues, virtual malls, encryption software and online-offline delivery were amongst the appropriated strategies to be globally used by firms for the customer online searching, ordering, payment and delivery of products.

The study also presented the website, the use of banners, the e-mail, the advertisement in dozens of electronic publications as online tools for strategies of promoting products in the global terrain. The paper concludes by giving some strategies for online customer service and relationships for the electronic conferencing and collaborative work management.

As it can be seen, the Internet and related technologies provide tremendous new possibilities for doing business in the global Arena, but this challenging new environment requires from firms a fundamental rethink of traditional strategy and business models. They will have to keep present in mind these words of Blair T., the U.K. Prime Minister: "If you don't see the Internet as an opportunity, it will be a threat to you" (Financial Times, 1999).

References

Barnes S. and Brian, H.2001. *E-commerce and V-business: business models for global success*. Oxford: Butterworth-Heinemann.

Da Costa,E. 2003. *Global E-commerce strategies for small business*. Cambridge: The MIT Press.

Davis, B. 1985. *Computers speed the design of more workaday products*. The Wall Street Journal. January 18.

Financial Times.1999. Information Technology survey. September 1:1-18.

Haag, S., Cumming, M, Dawkins, J. 2000. Management Information Systems for the Information Age: 2nd Edition. *Boston: McGraw Hill/Irwin.*

Hough,J. , Neuland, E., Bothma, N. 2003. *Global business environments and strategies-Managing for global competitive advantage*. Oxford: Oxford University Press.

O'Brien, J.A. 2002. *Management Information Systems: Managing Information Technology in the E-Business Enterprise, first edition*. Boston: Irwin/ McGraw-Hill.

The European Commission.1997. *An European Initiative in Electronic Commerce*. (online). http://www.ispo.sec.be/ecommerce.

VISION OF A PEACEFUL SOCIETY : BUILDING A CULTURE OF PEACE IN RWANDA

By Aggée M. SHYAKA MUGABE

MA Conflict Resolution and Peace Studies

TABLE OF CONTENTS

1. Introduction

2. What is a culture of peace ?

3. Characteristics of a peaceful society

- Non – violent
- Cooperative
- Democratic and respectful of human rights
- Economically prosperous and socially stable
- Just

4. Ways to achieve a peaceful society

- Education for peace
- Promoting preventive diplomacy
- Practicing non-violence
- Reviewing mass media's content
- Institutionalising peace

5. Conclusion

6. References

1. Introduction

Human society is formed by individuals whose vision, interests, forces and goals are different from each other. The objective of each individual in such a society is achieving his or her goals in order to make his or her life more easy and successful. Sometimes the fulfilment of these goals is blocked by other interests that provoke negative feelings we call conflict.

This situation is inescapable in any society since people are not identical. As states Tillett (1999:1), 'conflict is a inevitable and pervasive aspect of human life'. Francis (2002:3) asserts that conflict between individuals is inevitable, because it is a sign of life. Since people and their lives are not identical, isolated or static, it would be unrealistic to speak of conflict suppression. The individual case is a microcosm framework of what are groups and nations. Indeed, groups and nations can have divergent interests, goals and objectives between them. These goals and interests are sometimes contradictory and provoke friction. According to the degree of importance attached to these goals and interests, some conflicts are relatively simple, and therefore easily resolvable, others are large, complex and costly and hence hardly resolvable.

However, there exist other kinds of conflicts that are not caused by the divergence in interests and goals but by natural differences and cultural diversity. They are generally called conflict of values or conflict of identity (ethnical). In the case of the Rwandan situation, the conflict appears to be an ethnical conflict. This element has been developed and manipulated by politicians to create divisions in order to keep themselves in power. In reality, interests of power are the original cause of conflict in Rwanda. The final consequence is the 1994 genocide, which made between 800.000 and 1.000.000 of direct human victims. Despite the national effort for unity and reconciliation, differences and distrust remain.

Given the fact that conflict is inescapable in human life, the only possible strategy to be undertaken is dealing peacefully with them or preventing them where possible from their escalation. However, it is important to recognise that once conflicts have escalated, it is so difficult to solve them or only to manage their effects. Indirectly this means that preventing conflicts before they occur is the most effective way of building peace. Nathan (2000:198) confirms that the prevention of conflicts is the best way of intervention to deal with them.

Many other researchers and I are convinced that the most effective way of preventing and resolving conflicts is the creation of a culture of peace. My vision of a peaceful society in Rwanda will be founded on this concept as I consider as central in the hard task of promoting peace. I will be developing it through diverse aspects. Culture of peace is an imperative if conflicts are to be constructively managed or prevented.

In the following part of this essay, I will be defining culture of peace, analysing a peaceful society and examining the ways to achieve a peaceful society in Rwanda. Particular attention will be paid to this last point.

2. What is a culture of peace?

Many definitions have been given to the concept of culture of peace. According to the United Nations (UN, 6 October 1999), "the culture of peace is a set of values, attitudes, modes of behaviour and ways of life that reject violence and prevent conflict by tackling their root causes to solve problems through dialogue and negotiations among individuals, groups and nations". As we can remark it from this definition, a culture of peace is beneficial to individuals, groups and nations. I will focus my analysis on a national scale (Rwanda).

The culture of peace is based on principles established by the UN Charter and on respect of human rights, democracy and tolerance, the promotion of development, education for peace, the free flow of information and wider participation of women as an integral approach to preventing violence, and conflicts, and efforts aimed at the creation of conditions for peace and its consolidation. Peace in such a context must be understood in its greater sense 'peace as the absence of war, peace as the absence of violence, both direct and structural and peace as the attainment of positive conditions of justice' (Burns and Haavelsrud, 1979).

The culture of peace aims at fostering positive peace. This kind of peace involves the presence of structures, which provide increasing degrees of liberty and social justice (Harris and Lawis, 1999). Positive peace prevails when there neither overt violence nor the subtler phenomenon of structural violence. Instead, there exists the creation of a just, sustainable world a way of life that nurtures life itself. The direction of positive peace is towards wholeness and harmony within oneself and also amongst individuals, within the community, and amongst nations. When problems arise, their solution is sought in a cooperative non-divisive spirit. The focus is on finding win/win rather than win/lose outcomes. Another term for positive peace is social justice. It characterises the creation of the non-violent society (Summy, 1995:66).

The culture of peace enables people to overcome the inability to resolve positively their differences and brings about well being by promoting good understandings. This is the moral force we need to overcome our ethnical division in Rwanda. In Boulding's words (2001:1) "a peace culture is a culture that promotes peaceable diversity. Such a culture includes lifeways, patterns of belief, patterns of belief, values, behaviour, and accompanying institutional arrangements that promote mutual caring and well-being as well as equitable sharing of the earth's resources among its members and with all living beings (...).

There is no need for violence. In other words, peaceableness is an concept, involving a constant reshaping of understandings, situations, and behaviours in a constantly changing lifeworld, to sustain well-being for all".

My vision of a peaceful society in Rwanda focuses on positive peace, which can be only achieved through a culture of peace, and being the pre-requisite of well-being in Rwanda. And only well-being can bring about personal and social security. The next section analyses the features of a peaceful society.

3. Characteristics of peaceful society

A peaceful society may be :

- **Non-violent and tolerant**.

A peaceful society would carry the implication that the society is particularly tranquil and lacking in conflict. It may be unrealistic to think that violence can be completely suppressed but peaceful society might have few and simple cases of violence that can safely be referred to as 'absolutely' non-violent. Both physical and structural violence are appreciably reduced. I believe that the promotion of social justice (or reducing structural violence) can remarkably affect the physical social life. Non-violence is the important figure of a peaceful society.

Structural violence is more importantly dangerous even if non photographable. It must be understood as a source of direct violence. Peaceful society is also called non-violent society. It seeks to eliminate at least the structural violence in order to appreciably reduce the direct one. Non-violence is a set of values, attitudes and behaviours that express not only the refusal to violence (physical and non-physical) but also a will of protecting those values, respecting at the same time the human being. Non-violence expresses a strong attachment to the principles of freedom, justice and solidarity. In such a context, tolerance replaces violence by channelling positively

the anger. The non-violent approach concerns both the relations between people or groups and between individuals.

To abolish the culture of violence in Rwanda (and elsewhere), we need to transcend and overcome enemy images with understanding, tolerance and solidarity between Hutu and Tutsi (or all people and cultures). Learning from our differences, through dialogue and exchange of information, is an enriching process.

- **Cooperative**

A peaceful society is cooperative. A cooperative behaviour refers to a behaviour based on a goal structure of cooperation, and so forth. The presence of cooperation is an essential element of a peaceful society. This cooperation allows people to transcend their divergences and to develop common interests. It replaces individualism or 'ethnicism' by social and just relationships that favour peace consolidation. In the cooperative goal structure, there is a positive correlation for people whose interlinked goals are attained in opposition to the individualistic goal structure in which goals are not linked at all.

If beliefs, attitudes ... of society focus on non-violence, cooperation between people is possible. Cooperation does not mean that all people within a given society have necessarily an identical view of things, but they have the ability to deal with their differences in a constructive and cooperative way. More common development projects are needed in Rwanda in order to enhance the relationship between Hutu and Tutsi. Hayner (2001: 164) refers to such projects as a 'binding force' that brings together enemies about mutual understanding.

Cultural activities (such as sport, religious activities ...) can also help to reinforce cooperation between the two groups.

- **Just**

A peaceful society should be just. Peace is impossible without justice. Besides, positive peace is also called social justice. Justice means the presence of equity and equality of all vis-à-vis of law and social norms. In a peaceful society, justice replaces impunity and transparency replaces manipulation. A society is just when everyone is equal to everyone. There is no privileged and disadvantaged in all aspects of life. We cannot expect any sustainable peace within a community, which encompasses inequalities and other forms of exclusion.

- **Democratic and respectful of human rights**

As developed by Unesco (Constitution of Unesco, 1945), the indispensable foundation for the achievement and maintenance of peace and security are democratic principles, practices and participation in all sectors of society, a transparent and accountable governance and administration, the combat against terrorism, corruption ... freedom of information and communication and the sharing of information and knowledge are also indispensable signs of a culture of peace as well as full participation of women in economic, social and political decision-making. The absence of all forms of discrimination is another important feature of peaceful society. At this point, it is important to notice that the government of Rwanda has taken a very positive measure to involve women in all decision –making levels. According to the new fundamental law of Rwanda, women will be represented at 30% in these decision-making instances (at least).

- **Economically prosperous and socially stable**

Peace is a vast domain; the characteristics of a peaceful society are countless. When economic and social inequalities are reduced; when poverty is eradicated or reduced, when sustainable food security is assured, when social justice exists, when special needs of special

groups (minority, children...) are taken into consideration, when there is a durable solution to debt problems, when environment is protected, etc. , the society is secure, it is peaceful.

A peaceful society is not occupied with keeping itself alive. It is devoted to the conscious prevention of war, violence and other forms of conflict. Peaceful societies never employ force of any kind except in serious instances of defence. A peaceful society is interactive. Interaction represents a society's contact with other societies and environments.

This interaction could indicate commercial or diplomatic relations, scholarly exchanges, cultural cooperation, etc.

A peaceful society recognises that peace is not only the absence of war, but also requires a positive, dynamic and participatory process where dialogue is encouraged (even institutionalised) and conflicts are solved in a spirit of mutual understanding and cooperation. It advocates for full respect and promotion of all rights and fundamental freedoms.

4. Ways to achieve a peaceful society in Rwanda

This is the important point of my vision for a peaceful society. As mentioned above, the effective means of building peaceful society is that of fostering and promoting a culture of peace. There exist many actions that can be undertaken in order to build sustainable peace. I have identified five important ways touchy of building a culture of peace in Rwanda: educating for peace, practicing non-violence, promoting preventive diplomacy, reviewing mass media's content and institutionalising peace. Particular attention will be paid to the three first ways.

- **Educating for peace**

The creation of cultures is simple. Creation of believable and interesting cultures, such as a culture of peace is extremely hard. Education has proved its effectiveness in other domains; it can play a key role in creating a culture of peace.

Violence and war in Rwanda are social inventions. They are therefore rectifiable. One of the efficient weapons of doing so is peace education. Human nature must be understood through a **social learning approach**. Elise Boulding (2001:23) witnesses: "In this social learning approach, humans are seen as having the potential for both aggressive and peaceable behaviour and are socialized into the behaviour patterns that have evolved in the course of dealing with conflict and danger in each society. The Unesco was founded on the assumption that attention to the process of peace learning was necessary to avoid the development of fear and mistrust and to encourage understanding and cooperation among peoples".

It is hence clear that within humans, there is distinctively a capability for both cooperative and violent behaviour; it depends on the kind of learning people got. Socialisation of people from the infancy can bring about cooperative and peaceful behaviour. Peace education should be effective in Rwanda in terms of developing good habits and practices of people and reducing violence. As says Unesco's slogan, '**since war begins in the minds of men, it is in the minds of men that peace must be constructed'**. The only way of doing so is educating for peace.

Since biology does not condemn humanity to war and violence, since the human brain is not naturally violent, peace education can be fruitful in promoting a culture of peace (Seville Statement, 1986).

The traditional role of education is providing knowledge and changing attitudes and behaviours. Educational curricula should include qualitative values, attitudes and behaviours of a culture of peace. These should encompass the peaceful conflict resolution skills, dialogue, consensus building, tolerance, cooperation, solidarity, non-violence, etc.

Education for peace should become the top preoccupation of different actors of the Rwandan society, formal education and informal education are both needed. As developed by the UN in its declaration on a culture of peace (article 8), a key role in the promotion of a culture of peace belongs to parents, teachers, politicians, journalists, religious bodies and groups, intellectuals, those engaged in scientific, philosophical and creative and artistic activities, health and humanitarian. In such a context of intervention peace is possible. Education in this sense must be understood as a dissemination of positive values throughout the world. Education for peace should be undertaken at a widespread range expressing deep concern about the persistence and proliferation of violence and conflict in various parts of the World. The extent of violence is large; peace education should be extended. As said King, (1964: 6) "*the absence of justice somewhere is the threat to justice everywhere*", the absence of peace in Rwanda, in Africa is a threat to peace everywhere.

Access to peace education is a necessary but not sufficient condition for a culture of peace. A comprehensive system of education and training is needed for all groups of people at all levels and forms of education (formal and informal). Indeed, both contexts and modes of peace education need to be seen as complementary and mutually reinforcing. To express the legitimate wish that today's children should from their earliest age form values and grow up to be adults oriented towards a culture of peace, should not however overlook the realities that it is today's adults (the parents and elders of our youth) who are making and implementing policies which often lay seeds of conflicts, violence and peacelessness. The development of education

for a culture of peace (peace and non-violence, human rights, democracy, tolerance, international and cultural understanding, cultural diversity ...) is its main objective.

Building a culture of peace in Rwanda needs to consider all sources of conflicts in order to address their root causes (social, political, economic, etc) of the culture of violence implemented since many decades ago. Peace is a complex issue. As stated Alger and Stohl (1988), peace has complex and multiple meanings, goals and purposes. The senses of peace education must be rooted in the great variety of sources of inspiration of role models, and practices located in specific historical, social, cultural and political context. Peace education aims at ensuring that human rights, dignities and freedoms inherent in human beings are respected and promoted.

As far as Toh is concerned (1987), the concept of peace education should be directed against structural violence that provokes physical violence. "Unless the paradigm of development ensures the people's basic needs and quality of life are under conditions of justice, equity, participation and sustainability, then a vast majority of human beings will be marginalized and hence in non-peaceful existences. Peace as is often said, is not just the absence of war, although development educators clearly see the negative impact or militarization on authentic human development". Peace education seeks".

- To promote a critical understanding of root causes of conflicts, violence and peacelessness at different levels (individual, local, national and international);
- And simultaneously develop an empowered commitment to values, attitudes and skills for translating that understanding into individual and societal action to transform selves, families, communities, institutions, nations and the world from a culture of war and violence and peacelessness to a culture of peace and active non-violence.

Peace action does not happen without appropriate educational processes in line with the adage that good practice relies of good theory. At the same time, peace education needs to motivate learners towards action and transformation. In a holistic paradigm, peace education cannot simply divorce itself form active non-violent change. Peace education at its best is also action by virtue of its role in raising critical awareness in a empowering way. Thinking critically and dialogically is hence seen not as passive learning but as an active reconstruction of one's understanding of the world as a prelude to transformation (Toh & Floresca-Cawagas, 1990).

To be effective, peace education in Rwanda must be founded on renewing the roots of inner peace. This seems to be a good strategy for educating for peace. Indeed, every person was born with the roots of peace in his/her mind; violence is only a deviance. In his book '**A spirituality named compassion'**, Fox (1990) stated that while the multiple dimensions of educating for peace focuses on visible relationship and structures of human life, there is a growing consensus that inner dimensions and sources of peaceful values and practices should not be ignored. In cultivating inner peace, peoples from diverse traditions, faiths and cultures are better prepared ethically, emotionally and spiritually to work for outer or societal peace. There is also basic assumption here that core values and root principles of diverse cultures and/or faiths provide guidance and inspiration for developing a culture of inner peace. This approach reminds learners that the inner and personal is infused with the social and structural, and vice versa so that social action for peace draws deeply in inner peace values.

- **Promoting preventive diplomacy**

If the majority of actions to be undertaken towards a culture of peace are placed at the internal level, outsiders can help Rwandans to achieve a peaceful society.

Besides, nowadays, no nation can be considered as completely isolated. Every country is linked to others. Diplomacy has so a greater role to play in order to contribute to the internal peace and stability of states.

The most effective way of doing so is preventive diplomacy. Commonly, preventive diplomacy is defined as an action to prevent disputes from arising between parties, to prevent existing disputes from escalating into conflicts and to limit the spread of the letter when they occur. Preventive diplomacy is seen as an effort to stabilise societies through concrete actions whose main objective is cultivating and establishing an atmosphere of peace and cooperation. Preventive diplomacy is simply considered as conflict prevention and conflict prevention is a means of building a culture of peace.

The assumption with conflict prevention and preventive diplomacy is that conflicts are easier to avoid before they happen, rather than fix once they have occurred. There is a great deal of truth to this assumption, although some conflicts are likely unavoidable. A fundamental assumption of constructive confrontation is that the destructive nature of conflict is largely avoidable. In the case of Rwanda, preventive diplomacy can help to prevent the conflicts from their re-escalation.

The broad objective of preventive diplomacy is leading parties to peacefully solve their differences (Rwanda-DRC for example). Preventive diplomacy helps therefore create the positive habits of resolving conflicts by peaceful means. It has become clear that preventive diplomacy is only one of a class of actions that can be undertaken to prevent disputes from turning into armed conflicts. Preventive diplomacy occurs under three main aspects: preventive deployment of military and /or police personnel, preventive humanitarian action and preventive peacebuilding, which itself comprises an extensive menu of possible actions in the political, economic and social fields, applicable especially to possible internal

conflicts. I am interested only in this aspect of preventive diplomacy according to the actual situation of Rwanda.

According to the UN agenda for peace (1996), all preventive diplomacy actions in this aspect share the following characteristics: they all depend on early warning that the risk of conflict exists; they require information about the causes and likely nature of the potential conflict so that the appropriate preventive action can be identified; and they require the consent of part or parties within whose jurisdiction the preventive action is to take place. The element of timing is also an important consideration in peacemaking, peacekeeping and peacebuilding. The prevention, control and resolution of a conflict are like the prevention, control and cure of disease.
If treatment is prescribed at the wrong moment in the evolution of a disease, the patient does not improve, and the credibility of both the treatment and the physician who prescribed it is compromised.

This is the indicated moment for the international community to diplomatically intervene in Rwanda especially in the domain of good governance, democratisation and the freedom of expression but also between Rwanda and DRC. The UN missions of peacemaking and peacebuilding have been criticised for intervening at the wrong moment. (Rwanda, Sierra Leone, DRC, Somalie...). Gordon & Toase (2001 : 1) argue that preventive diplomacy is the appropriate way of international action of peacebuilding. They continue that reactive diplomacy is costly and rarely successful.

Conflict and unpeaceful solutions are not independent events. They always show warning signs. Preventive diplomacy s hould i dentify these signs before escalating in conflict. Normally, this is the main task of diplomacy. Suter (1992) asserts, "Diplomacy is the continuing method of avoiding disputes. Successful diplomacy will prevent potential disputes from erupting into major clashes between governments and will avoid conflicts (...). It is the most efficient method because it requires the least formality, eliminates the expense

and helps avoid adversary proceeding, which often aggravate hostility".

Likewise Nathan (2000:198) citing Boutros Boutros Ghali (1996:15-16) says that the aim of preventive diplomacy is to resolve disputes before violence breaks out or if conflict breaks out, to act swiftly to contain it and resolve its underlying causes. The relevant strategies include confident-building measures, fact-finding, early warning.

Preventive steps must be based upon timely and accurate knowledge of the facts (fact-finding). Beyond this, an understanding of development and global trends, based on sound analysis is required. And the willingness to take appropriate preventive action is essential. Valuable early warning network systems concerning environmental threats, the risk of violence, the threat of famine, authoritarianism, etc. are needed. There is also a need, however, to strengthen arrangements in such a manner that information from these sources can be synthesized with political indicator to access whether a threat to peace exists and to analyse what action might be undertaken to build peace.

Preventive diplomacy can help to construct a culture of peace within states. The primary objectives may be to calm communities in the area by monitoring law and order and general conditions, to render other forms of assistance to local authorities and the deterrence of escalated situation into armed conflict (Garenth, 1993:83). Earlier involvement of the international community not only allows to save lives, but also to avert the need for often dangerous, costly, and politically troubled peacemaking and humanitarian rescue operations (Lund, 1996).

Preventive diplomacy is a way of building a culture of peace in that it relies upon diplomatic and peaceful methods such as persuasion, negotiation, enquiry, mediation and conciliation. It can help Rwanda to avoid a new conflict and reinforcing the values of unity, solidarity, cooperation, tolerance, forgiveness, ...

Actions should be preventive rather than curative. In this context, preventive diplomacy can permit to hush the culture of violence.

- **Practicing non-violence**

The best manner of preaching is doing so by example: we must teach people what we practice. The best way of educating for peace is practicing non-violence. Concrete actions and behaviours are likely more convincing than theories. Translating non-violence theory in practice seems to be the most effective methodology of building a culture of peace. Private organisations, political organs, individuals, development associations in Rwanda should make this their permanent struggle to convince politicians to dealing non-violently with conflicts.

According to Wally (1993), non-violence is the constant awareness of dignity and humanity of oneself and others; it seeks truth and justice; it renounces injustice and violence both in method and in attitude; it is a courageous acceptance of active love and goodwill as the instruments with which to overcome evil and transform both oneself and others. It is the willingness to undergo suffering rather than inflict it. It excludes retaliation and flight.

Non-violence is a holistic theory and practice that rejects aggression and violence in order to achieve goals or to resolve conflicts in a constructive way. This evolving perspective of personal and social empowerment is not about denying anger (this is impossible) but channelling the energy behind anger into other strategies that are at the same time powerful and respectful of others. The term non-violence is commonly used to refer to coercive but peaceful ways of fighting. Protecting the vulnerable, rescuing the assaulted, maintaining civil order, resting tyranny, and redressing injustice are actions that can be performed using non-violent methods such as persuasion, non-cooperation, strikes, demonstrations, etc.

Although to some people the word non-violence implies passivity, non-violence is actually an active form of resistance. Non-violence is active and creative. According to Ghandi, cited in Jayaraman (1987:5), non-violence is a positive concept. It can be taken to mean love or active goodwill. Non-violence is predicated upon the belief in the sacredness of life, and can be understood as action based on refusal to do harm. It also means refusal to allow harm and injustice to exist, not just physical harm alone, but one strives to root out injustice in the world. This is the best procedure of creating a culture of peace.

To be effective, many people and association to exert a certain pressure on the rulers in order to combat injustice and violent means of resolving conflicts must support the action of non-violence.
A strong and disciplined self-determination is needed. Ghandi firmly believed that non-violence is never the path of the cowardly. It is not a passive state, but it is positive action oriented. It does not avoid conflicts, but seeks to face and solve them. The philosophy of non violence stresses that it is not only violent action which are themselves unjust and therefore must be avoided, but also sometimes inaction can contribute to injustice. This way exactly the case before and during the 1994 genocide of Rwanda, ordinary people, associations, … did not do anything to combat the structural violence that led to the tragedy.

People must undertake progressively a series of non-violent actions or constructive troubles (non-cooperation, civil disobedience, general strikes, demonstrations, protests….), separately or in combination according to the attitude of rulers to demand democracy, freedom of expression, social justice, etc. The silence face to injustice is guilty. As said King M. (1964), "it is not the suffering of few that inconveniences me, it is the silence of many".
In the same spirit, the Canadian Center for Teaching Peace (CCTP, 2002) remarked that the world is dangerous not because of those who do harm, but because of those who look at it without doing anything.

The involvement of people in active non-violence actions can bring about a more peaceful society in Rwanda. This means that the pacification of Rwanda, of the World is our task, and one of the available ways of doing so is engaging us in non-violent activities to help government maintaining social justice and security. Non-violence is a philosophy of means. In this approach it is assumed that means and end are interconnected, and that unjust means cannot bring about just ends. "*Over the past few years, I have consistently preached that non-violence demands that the means we use must be as pure as the ends we seek. I have tried to make clear that it is wrong to use immoral means to attain moral ends*" (King, 1964:11).

For Summy R. (1994:68) non-violence must be understood as a way of life. A non-violence society incorporates a commitment to the universal satisfaction of human needs and the creation of positive peace. These two aspects are indivisible. Non-violence most importantly involves our personal commitment to transformation. Non-violence must be thought of a creative and constructive program as developed by Ghandi. Nagler (1999) stated: "we tend to think of non-violence as always, or at least primarily, a reaction. It can be, but more fundamentally it is a creative, ordering force, a part of nature. When we think of it as a reaction to evil, and specifically the humanly organised evil of social oppression, we are only seeing one small part, and a misleading part of its potential. Non-violence is not limited by any kind, because non-violence is primarily the mobilisation of good, which exists independently".

Without a direct actions expression of it , as stated by Ghandi, non-violence is meaningless. The case of ethnical hatred, regional divisions, and political authoritarianism experienced in Rwanda over the past regimes could not be addressed by passive non-violent actions. People might have become creative and offensive to provoke positive changes. A non-violent approach assumes that people take active roles, making choices and commitments and building on their experience. It also presents a constant challenge: to weave together the diversity of individual experiences into an ever-changing vision.

To be effective, non-violent actions should be translated as a truth force, which includes both determination to speak out even when one's truth is unpopular, and willingness to hear the truth of other people's experience.

Active non-violence presupposes, first of all, that we ourselves learn to become people of peace. Activist of non-violence in Rwanda must learn to become themselves peaceful actors. We can scrutinise our own personal tendency to violence and learn to know its causes. We can examine whether we are serious about practicing non-violence in a constructive and peaceful way. However, non-violent people must always remember that justice requires them not to let the perpetrator of violence, in whatever form, off the hook. Forgiving the doer of evil, which non-violence requires them, does not mean that the unjust person has no need of asking for forgiveness or of repairing the evil he or she has done.

A culture of non-violence in Rwanda can bring about a culture of peace. It should encourage individuals and group action for social and structural changes. It embraces the non-violent understanding present in all spiritual practices. Non-violent people throughout the country must be united in their quest for peace and justice. Actions such as non-cooperation with the government in order to establish democratic rule, general strikes, demonstrations, and taxes boycott, protests, etc. can help to build peaceful society throughout the world.

- **Reviewing mass media's content**

Another means that seems relevant in building a culture of peace in Rwanda is the use of mass media. Mass media are a double cutting edge: they can efficiently contribute to promote peace if positively used, as they can drastically destruct it if negatively used. The example of Kangura newspaper and Radio Television Libre de Mille Collines in Rwanda before and during the 1994 genocide is eloquent.

Media in Rwanda must adopt a reconciliative language to bring about comprehension, acceptation of each other, unity, etc. As posited by many scholars in the domain of mass communication, for media to be effective, structural change should occur first (democratisation, liberalisation, freedom of expression, freedom of association). Media cannot serve successfully when they are not free.

In such a context, mass media do not contribute to facilitate unity and reconciliation climate. To the contrary, they poison opinion. Having been placed under a strict control, the private press in Rwanda was completely incapable of denouncing human rights violations and other abuses conducted against both Tutsi and Hutu people over the past years. Mass media (in collaboration with civil society organisations) should combat for their liberty and reorient their vision in order to help building a culture of peace. As said Nagler (1999:256), peacebuilding means strengthening the prospects for peace and weakening the chances of renewed violence in war-torn countries (and I add such as Rwanda). The goal of peacebuilding is to enhance the capacity of a society to manage its own conflicts without violence. The media plays a crucial role in any society and can be a potent force in fuelling divisiveness and violence or it can be a positive instrument of peace. Open and responsible media is a condition for good governance, respect for human rights and democratic development.

This development is impossible without freedom of media. To Nyerere (1974:5), "freedom and development are as completely linked together as are chickens and eggs. Without chickens you get no eggs; and without eggs you get no chickens. Similarly, without freedom you get no development, and without development you very soon lose your freedom". As it is known, this development depends partly on peace and peace cannot be achieved without freedom. Media have come to be regarded as a means to stimulate critical analysis, to develop confidence and awareness, and to organise groups and communities for a common action. Media transmit information and knowledge that are necessary conditions for change;

they participate therefore in the process of public conscientisation creating its awareness and motivating emergence of new attitudes and their keeping. They can play a crucial role in motivating people towards a culture of peace.

In a war-torn society such as Rwanda, a free and accountable media that monitors rights and abuses and promotes divergent opinions can help to deter a return to violence. The interest for media's role and its impact on peacebuilding is rising. Mass media are potential tools for solidarity and human progress by allowing greater transparency and free flow of information. Measures must be taken to address the issue of violence in media and to promote a culture of peace in the country.

The Rwandan society needs a genre of media that bear in mind that their main task is reconstructing the social body of the nation. A genre of media as described by Majid Tehranian (2002), "*a kind of journalism and media ethics attempting as best as possible to transform conflicts from their violent channels into constructive forms by conceptualising news, empowering the voiceless, and seeking common grounds that unify rather than divide human societies*".

The building of a just and peaceful society is man's duty, just as man could determine its destruction. Media in Rwanda have contributed to develop ethnical hatred that led to the 1994 genocide, they have now the duty of contributing to build a more peaceful society by educating people and rulers to justice, tolerance, unity, reconciliation, forgiveness, solidarity, compassion, and other positive values touchy of promoting a culture of peace.

- **Institutionalising peace**

The importance of institutions that reflect collective values of people is self-evident. Chaos and/or repression are the only possible results when people and institutions are at odds. The degree to which society

achieves peace is dependent on the degree to which its individuals are aware of the value of peace and the degree to which its institutions reflect such awareness. This means that as many institutions as possible (educational and administrative) if not the entire state machinery; should somehow reflect a collective value for peace.

Institutions of peace are needed in Rwanda to exercise a regular follow up of peacebuilding situation throughout the country. Suter (1992:166) was right when he asserted that a ministry for peace is important to achieve peaceful society. In Rwanda, such an institution should daily coordinate the existing efforts for building peace. The existing National Unity and Reconciliation Commission is not enough in accordance with the real situation of peace in the country. This ministry for peace would be represented in each province and district of Rwanda to cover at the same time with peacebuilding actions at the whole national territory.

5. Conclusion

Conflicts are inevitable in human society since people are different. The only possible solution is peacefully dealing with them. Conflicts are generated by the differences in goals, interests, vision, identity, cultural values, etc. between individuals, groups and nations.

In Rwanda, the conflicts were generated by political interests. However, the concept of ethnicity has been used as the manipulating tool to create revolts among people (Hutu and Tutsi) in accordance with the popular adage of "dividing for dominating" (diviser pour regner). Today the conflicts of Rwanda are called ethnical conflicts. These conflicts that occurred in several phases have led to the 1994 genocide that made around 1.000.000 direct victims b etween T utsi and moderate Hutu. The genocide developed a profound distrust between those groups, its consequences are unimaginable.

These groups want a more just, prosperous, respectful of human rights, democratic, stable... society. Briefly, as it is the case for all other people, Rwandans need a peaceful society. There are many ways that can help building a peaceful society.
I have developed some of them that I consider as the most appropriate to the case of Rwanda: educating for peace, practicing non-violence, preventive diplomacy, use of mass media and peace institutionalisation.

6. References

Alger, C. and Stohl, M., 1988, A just peace through transformation, Bulder, Westview.

Burns, R. and Haaverlsrud, M., 1979, Paradigms for peace education, International Peace Research Newsletter, 17(4)

Boulding, E., 2001, Cultures of peace, the hidden side of history, New York, Syracuse University Press.

Boutros Boutros Ghali, 1996, Agenda of peace, New York, 15-16.

Garenth, E., 1993, Cooperating for peace: the global agenda for the 1990s and beyond, Austria, Allen & Unwin.

Gordon, D. and Toase, E., 2001, Aspects of peacekeeping, London, Frank Cass Publishers.

Harris G. and Lawis N., 1989, Structural violence, positive peace and peacebuilding, Recovery from armed conflict in developing countries, London, Routledge.

Hayner, P., 2001, Unspeateable truth: confronting State terror and atrocity, Routledge, Hondas.

Fox, M., 1990, A spirituality named compassion, San Francisco, Harper and Row.

Francis, D., 2002, People, peace and power, conflict transformation in action, London, Pluto.

Jayaraman, R., 1987, Ghandian path to peace, in Jayamaran (ed.), Perspectives of peace: proceedings of the New England seminar on social science, University of New England.

King M., 1964, Letter from Birmingham jail, in M. L., King, Why we can't wait, New York, Signet Books.

Lund, M., 1996, Early warning and preventive diplomacy, Washington, United States Institute of Peace Press.

Nagler, M., 1999, What is a culture of peace? In H.W. Jeong (ed.), The new agenda for peace research, Ashgate, Abingdon.

Nathan L., 2000, The four horsemen of the apocalypse: the structural cause of crisis and violence in Africa, Peace and change, Peace History Society.

Nyerere K. J., 1974, Man and development, Dar es salaam, Oxford University Press.

Seville Statement on peace and violence, 1986.

Suter K., 1992, Reducing armaments and increasing security: the continuing issues in preserving peace, in J., Davidson and M. Tidman (eds), Cooperative peace strategies, Mona Vale, Association for Bahai Studies, Austria.

Summy, R., 1995, Vision of a non-violent society, in M. Salla et al, Essays on peace, Rockhampton, Central Queens land University.

Summy R., 1994, Non-violence and the case of the extremely ruthless opponent, Pacifica Review, 6(1)

Tilett, G. , 1999, Resolving conflict, a practical approach, Oxford, Oxford University Press.

Toh, S. & Floresca-Cawagas V., 1990, Peaceful theory and practice for values education, Quezon City: Phoenix.

Toh, S., 1987, Survival and solidarity: Australia and the Third peace, Social alternative, 6(2)

UN, 1999, Declaration and programme of action on a culture of peace, A/RES/53/243, USA, New York.

Unesco, Constitution of Unesco, 1945.

Wally N., 1993, Non-violence in practices, USA, Massachusetts.

Websites

CCPT, 2002, http://www.peace.ca/peace/ts/do15, Accessed on August 18, 2003.

King M., 1964, http://www.nvp-miami.org, Accessed on August 16, 2003.

Tehranian, M., 2002, http://home.online.no/-solhanse/horizon5/horizon5 part2.html. Accessed on August 16, 2003.

UN agenda for peace, 1996, http:www.un.org/Docs/SG/SG-Rpt/ch4b.htm, Accessed on June 13, 2003.

THE DEVELOPMENT MODEL OF THE NEW PARTNERSHIP FOR AFRICA'S DEVELOPMENT (NEPAD). MAJOR ANOMALIES AND RELEVANT SOLUTIONS

Presented by Binenwa Jean Bosco
Master of Arts in Conflict Resolution and Peace Studies
University of KwaZulu Natal-Durban

Associated Lecturer at Kigali Independent University

INTRODUCTION

The New Partnership for Africa's Development (NEPAD) is the latest in a long line of policy frameworks intended to place Africa on a path of sustainable growth and development. Its promoters are the leaders of South Africa, Nigeria, Senegal, and Algeria. They are aware that something has to be done, something radical, to get out of this appalling condition in which Africa finds itself. NEPAD talks about "*self-reliance*" and argues, repeatedly, that Africans must be "*master of their own destiny*"(para.3).

Indeed, all peoples of Africa need a real development through visionary new initiatives as recommended by the African Charter. "*All peoples have the right to their economic, social and cultural development. States have the duty to ensure these rights*" (article 22). In this way NEPAD has a legitimate intention. However, NEPAD raises a growing criticism from several directions, and this has led me to examine how the NEPAD initiative will place the African continent on a path of sustainable development.

1.What is NEPAD?

The birth of the African Union (AU) goes hand-in-hand with launch of the New Partnership for Africa's development, popularly known as NEPAD, and the implementation of the Conference on Security, Stability, Development and Co-operation in Africa (CSSDCA).

The NEPAD document states that these are three processes, which represent different continental initiatives. Success in one area will influence success in the others, and all of them are meant to fast-track African renaissance and make an African century a reality (para.5).

The Partnership is the result of the joining together of the Millennium Partnership for the African Recovery Programme (MAP) and the OMEGA Plan at the request of the organisation of African Unity.

The new African initiative (MAP), which is now officially referred to as NEPAD, was approved by the Lusaka summit on 11 July 2001.
The Partnership is a commitment by African leaders to get rid of poverty and to place the African Continent on a path of lasting growth and development. It is founded on African States practising good governance, democracy and human rights, while working to prevent and resolve situations of conflict and instability on the continent. The founding document of NEPAD (207 paragraphs) contains both a strategic policy framework and a detailed Programme of Action.
In summary the Partnership is dealing with the following aspects (NEPAD, 2002):

- Priority sector: Infrastructure, information and communication technology. Human development, with a focus on health, education and skills development. Agriculture, promoting diversification and exports, with a focus on market access for African exports to industrialised countries
- Mobilising resources: Increasing savings and capital inflows via further debt relief, increasing Official Development Assistance (ODA) flows and private capital, as well as better management of public revenue and expenditure
- Requirements for development, including peace, security, democracy and political governance. The economic and corporate governance, with a focus on public finance management; regional co-operation and integration.

2. Economic and political context of NEPAD

The NEPAD birth coincides with an Africa locked in a debt and suffering from unequal terms of trade mainly as a result of structural adjustment programmes (SAPs) imposed upon it by the World Bank, IMF and the World Trade Organisation's policies. According to Juhasz (2003), the NEPAD economic policy reflects prescriptions from the World Bank, International Monetary Fund (IMF), World Trade Organisation and others. Moreover, it also fits within the guidelines of the newly proposed Bush administration, millennium Challenge Account (MCA) for US development aid.

In order to attract foreign investment, loans and aid, several of Africa's governments have been implementing austerity programmes but this has led millions of working class and peasants to abject poverty.
In addition, lack of democracy, corruption, bourgeois politicians, HIV/AIDS, ethnic conflicts and many other problems don't enable NEPAD initiative to raise Africa's hopes.

Today, the weak state remains a major constraint on sustainable development in a number of African countries. Indeed, one of Africa's major challenges is to strengthen the capacity to govern and to develop long-term policies.

3. The Globalisation as NEPAD's Development Model

Having perused the document and its critics by the civil society and scholars, NEPAD reflects the globalisation as its economic development model based on trade, market liberalisation, private investment and privatisation.

The NEPAD diagnosis of Africa's economic crisis

The NEPAD political-economic analysis of Africa's underdevelopment shows that Africa is in critical condition.
In Africa 340 million people, or half the population, live on less than US $ 1 per day. The mortality rate of children under 5 years of age is 40 per cent and life expectancy at birth is only 54 years. Only 58per cent of the population have access to safe water. The rate of illiteracy for people over 15 is 41 per cent. There are only 18 mainline telephones per 100 people in Africa, compared with 146 for the world as a whole and 567 for high-income countries (para.4).

How did Africa come to be in such paralysis? NEPAD argues that there are multiple and historical causes: the legacy of colonialism, the international economic system, subservient to the economic and political needs, of the imperial powers. NEPAD argues also that at independence, Africa inherited a "*weak accumulation process, weak states and dysfunctional economies*" (para.22). The vicious circle of " *economic decline and poor governance has confirmed Africa's peripheral and diminishing role and marginalisation*". Africa, NEPAD continues, has been integrated into the world economy as "*supplier of cheap labour and raw materials draining Africa's resources rather than industrialising Africa*" (para.21).

However, NEPAD is now persuaded that Africans must themselves extricate their continent from the malaise of underdevelopment and exclusion in a globalisation world. Tandon (2002) summarises the above diagnosis in the following statement. "*NEPAD understands Africa's development problems as arising out of a complex set of factors, both historical and structural. It puts part of blame on poor leadership in Africa. It hopes that a new leadership that is now in power will change things*".

Way-out: Globalisation

As stated above, NEPAD analysis insists on political will. "It is time that African resources are harnessed to create wealth for the well-being of her peoples (para.20). In doing so, the challenge is for the peoples and governments of Africa to understand that development is a process of empowerment and self-reliance. Accordingly, Africans must be the architects of their own sustained upliftment. But part of the problem has been "*questionable leadership*" and part of its lack of "*ownership of the strategies by Africans themselves*" (para.42).

NEPAD document also reminds recent efforts, such as the Adjustment Programmes (SAP), but NEPAD argues that these provided a "*partial*" solution. Now it's time to give adequate attention to the provision of social services (para.32).

Globalisation has created "*opportunities for development and for lifting millions of people out of poverty*" (para.32). But somehow the NEPAD document states that Africa has missed out this. Why? Africa has not been able to "*compete effectively*" in the globalisation markets. This is the main reason that has favoured industrialised countries to advance their interests to the detriment of the weak, especially in the areas of trade, finance and technology. It has limited the space for developing countries to control their own development, as the system has no provision for compensating the weak. Also, Africa has not been able to take advantage of globalisation because of "*structural impediments*" and "*resource outflows and unfavourable terms of trade*" (para34).

NEPAD does not say what African countries might do to make the global system of trade and finance fairer and more equitable, or how "*structural impediments*" might be removed, or how the unfavourable terms of trade might be reversed. About these matters NEPAD argues that it's the responsibility of the international

community. "*We hold that it is within the capacity of the international community to create fair and just conditions* " (para41). However, NEPAD emphasises what Africa might do to improve its competitiveness in the global market place. "*The African Renaissance Project, which should allow our continent, plundered for centuries to take its rightful place in the world, depends on the building of a strong and competitive economy as the world moves towards greater liberalisation and competition*" (para.50).

According to precedent failures, as stated above, NEPAD blames poor leadership in Africa. However, it hopes that the new leadership now in power has more awareness. "*Significantly the number of democratically elected leaders is on the increase. Through their actions, they have declared that the hopes of Africa's peoples for a better life can no longer rest on the magnanimity of others*" (para.44). It says that NEPAD is a "*new framework of interaction with the rest of the world, but one that is based on Africans setting their agenda*" (para.48), "*a long-term vision of an Africa-owned and African-led development programme*" (para.60).

But this vision, NEPAD says, cannot be realised outside the process of globalisation. "*While globalisation has increased the cost of Africa's ability to compete, we hope that the advantages of an effectively managed integration presents the best prospects for future economic prosperity and poverty reduction*" (para.28). "*This revolution could provide both the context and means for Africa's rejuvenation*" (para.28).

Central to this revolution are the advances made in sciences and technology, especially, the information and communications technology (ICT). It has reduced the cost and increased the speed of communications across the globe, abolishing pre-existing barriers of time and space, and affecting all areas of social and economic life. It has made possible the integration of the national system of production and finance, and this is reflected in an exponential growth

in the scale of cross-border flows of goods, services and capital" (para.29).

In consequence, NEPAD argues that what Africa needs to do is to create the possibility for it self to be part of this new economic revolution, and to "*slice up the value chain*" in many services of the production process (para.30).

Source of investment

In order for Africa to benefit from the process of globalisation, NEPAD says, Africa must be prepared to undertake massive investments. Without these, NEPAD's vision will remain merely theoretical. But where is the money going to come from to get Africa out of its present state of underdevelopment and marginalisation? NEPAD hopes that the capital will come from its partners. In addition, NEPAD argues that African leaders will seek to "*mobilise domestic resources*" (para.148). They will also seek "*the extension of debt relief beyond its current levels and link debt relief with "costed poverty reduction outcomes*" (para.148-149).

NEPAD sets its target at an estimated 7 per cent annual growth rate needed to meet the millennium goals, particularly, the goal of reducing by half the proportion of Africans living in poverty by the year 2015. "To achieve this, Africa needs to fill an annual resource gap of 12 per cent of its GDP, or US $ 64 billion. As stated above, the bulk of the needed resources will have to be obtained from outside the continent.

Historically, the credit and aid have undermined the logic of African development. However, credit has led to the impasse in Africa since the 1970s. The challenge for NEPAD is to be able to raise the required funding under the best economic condition.

4. Criticism on the economic model of development in globalisation

Reading the NEPAD document, there are many things that may be questionable. For example, who designated the "*leadership of NEPAD*"? On the other hand, NEPAD advocates many concepts that most African people would agree to, such as the need for "*self reliance*", the need for Africa's renaissance to be based on Africa's "*ownership*" of its development agenda, the need for civil society organisation to be mobilised in support of Africa's millennium vision, and so on.
The following analysis attempts to show major anomalies of NEPAD as an early non-participatory model of development in Africa. As the NEPAD initiative is until now at its elaboration phase, this criticism is mainly based on incoherence of the NEPAD document and the preparatory policy of its authors.

Lack of fair analysis of Africa's social economic crisis

The NEPAD document does not use the term "*neo-liberal*" but after analysis there can be no doubt that the path that NEPAD offers is the neo-liberal path that is espoused by the IMF, the World Bank and the World Trade Organisation. Tandon (2002) states that the above international institutions use neo-liberal as key word for the contemporary development theory. He describes neo-liberal in the following terms. "*This theory puts "integration*" into the globalised economy on the basis of the liberalism of markets and the free movement of capital at the centre of the development paradigm. Can the further integration of Africa into an asymmetric globalised system that is dominated by a few countries really be the basis for Africa's development renaissance?"
According to this question NEPAD seems to think it can and should. The authors of NEPAD do not see any other alternative to integrate into the globalised economic model of development.

After similar analysis, CODESRIA (2002) asks the following questions: "*What back ground should we have about the NEPAD process? Can African leaders finally, vigorously campaign against such extreme uneven world capitalist development?*"

These questions are allusive to the African's foreign debt, which rose from US $ 60 billions to US $ 206 billions over the same period notwithstanding 1980s-90s debt repayment of US $ 229 billions, thanks to the tyranny of compound of interest rates and the near-universal failure of intervening structural adjustment programmes. Over the past three years alone, debt repayment by Sub-Saharan countries was US $ 16 billions greater than incoming loans" (Idem).
For the majority of analysts, legitimating the neo-liberal model of development will lead NEPAD to repeat the historical impoverishment of Africa.
On the contrary, NEPAD should negotiate the suppression of the debt, and this can guide African countries to a sustainable start of development.

Ignorance of the past experience

The NEPAD authors are also criticised for the lack of attention to all policies imposed by international financial institutions that impoverished Sub-Saharan countries and blocked their development.

For SAPRIN (2001), the assessment of the economic and social effects of neo-liberal policies, such as financial sector and trade liberalisation, privatisation and public-sector reform, imposed by the World Bank and the IMF, leads to the following conclusion: the effects of adjustment policies, particularly on the poor, are so profound and persuasive that no amount of targeted social investments can begin to address the social crises that they have engendered. Only restriction on the productive sectors through more appropriate public policy can ensure economic opportunities, resources and benefits to all segments of the population.

NEPAD admits indirectly that the Structural Adjustment Programmes (SAPs) have failed, in that they paid "*inadequate attention to the provision of social services*" (para.24) and it fails to recognise that they have been at the root of Africa's economic and social crises and the development blockage.

According to Booth and Mosley (2003), NEPAD rejects the multitude of alternative African development strategies that have emerged from civil society and academic movements over the past decades. These include the Lagos Plan of Action (1980), the Abuja Treaty (1991), and African Alternative Framework to Structural Adjustment Programmes (1989), The African Charter for Popular Participation and Development, Arusha Charter (1990) and the Cairo Agenda (1994).

Lack of poverty reduction strategies

One of the important criticisms is undoubtly lack of a fair analysis of poverty in Africa, and consequently lack of poverty reduction strategies. About this criticism, Barr (2002) has the following observation: to ensure that the specific issues faced by poor people are addressed in their poverty reduction strategies, an attentive analysis of the macroeconomic framework of NEPAD show fundamental flaws that will negatively affect the achievement of its stated goals regarding poverty. Furthermore, there is inherent contradiction within the NEPAD main tenets and priorities themselves.

Many researchers continue to show that NEPAD explicitly establishes the relationships with its Northern partners within the comprehensive development framework of the World Bank. Its analysis gives clear indication about the position of its promoters vis-à-vis the prescriptions of IMF and the World Bank.

The following observation states that NEPAD analysis has forgotten the large majority of poor people: "It is not surprising, therefore, that NEPAD economic framework is likely to keep poor people and the

women, who make up the majority of the poor people, in poverty trap and to reinforce social inequalities, as it builds on the ideas inherent in South Africa's own neo-liberal macroeconomic policy, known as Growth, employment, and a growing gap between rich and poor (Randriamaro, 2002).

While a number of researchers identify the vulnerability of NEPAD poverty reduction strategies, Booth and Mosley (2003) present below three broad types of actions of development aimed primarily at poverty reduction, which are absent in the NEPAD document:

- those, which create a policy and political environment that allow the poor to participate more;
- those, which focus directly and predominantly on identified groups of poor people;
- those wider actions, which are intended to include benefits to poor people among others: sometimes termed "*indirect or inclusive types*" of action.

In addition to this, Cox and Healey (quoted in Booth and Mosley, 2003) clarify the meaning of a conceptual framework for poverty reduction. "*It is the way in which agencies conceptualised poverty that can assist them in developing poverty reduction strategies and ensure their successful operationalisation in developing countries*". The same authors propose six criteria in relation to poverty reduction objectives:

- the commitment to poverty reduction goals
- the way that poverty is conceptualised with participation of beneficiaries;
- the strategies adopted and the model of communication;
- the accordance with local realities;
- the nature of partner relations and programming, and
- the degree of direct impact on poor people.

NEPAD encourages African countries to continue deepening their policy and structural reforms in order to attract sufficient private capital and to diversify their export baskets, the two indispensable elements for exploiting the opportunities of globalisation and for promoting regional integration.

The NEPAD new perspective on regional cooperation is abstract; it doesn't show a definite strategy of harmonisation between its development strategies and those of existing regional economic groupings. For Kabbaj (quoted in African Development Report, 2001), a new orientation would imply giving greater emphasis to arrangements that encourage harmonisation of macroeconomic and sectoral policies; joint exploitation of natural resources and production of goods; creation of effective payment and clearing systems; and linking Africa through efficient infrastructure services.

Another fact that merits attention is that the new orientation also involves viewing regionalism as an integration catalyst for the region into the global economy. However, NEPAD forgets that despite the similarities of the problems affecting them, African countries have widely diverging economic structures and have developed in different directions particularly since 1970. The African Development Report (2001) highlights the major divergences from continental trends, illustrated by Mauritius's shining export and manufacturing performance, and Botswana's remarkable economic and social achievement – in stark contrast with decades of economic and political crisis in the Democratic Republic of Congo, Sierra Leone and Liberia.

A biased analysis of globalisation

This section assesses the meaning that NEPAD gives to globalisation paradigm and what it considers as the major issues to be addressed for Africa to benefit from globalisation.
We find the definition of globalisation in an important section of NEPAD document entitled "*Africa and the Global Revolution*".

Globalisation is described as "*an economic and development revolution*". This revolution could provide both the context and the means for Africa's rejuvenation. While globalisation has increased the cost of Africa's stability to compete, we hold that the advantages of an effectively managed integration present the best prospects for future economic prosperity and poverty reduction (para.36).

The initiators of NEPAD enthusiastically admit that globalisation is a product of scientific and technological advances, many of which have been market-driven (para.37). In opposition, many analysts do not welcome this excessive "*technology centric*" of the NEPAD definition of globalisation. CODESRIA (2002) states that NEPAD does not consider that the weaker countries will be adversely affected by globalisation and are unable to face threats from the powerful ones. The above research continues to show that in spite of the extensive analysis of "*the historical impoverishment of the continent*" which points to relations of domination between African and developed countries, NEPAD does not incorporate globalisation in the historical process that has led to the impoverishment and underdevelopment of the continent. As logical consequence, the solution by NEPAD to Africa's underdevelopment is to put an end to its marginalisation in the process of globalisation.
In other words for the NEPAD initiators what Africa needs is simply more globalisation, but they forget to mention the need for a meaningful change in power relations between Africa and the north, or a significant transfer of resources for financing Africa's development through a fair redistribution of wealth at the global level.

According to The African Development Report (2001), these and related issues are important and this would require promoting bilateral and multilateral co-operation, and building the capacity that enables African countries to participate effectively in World Trade Organisation (WTO) negotiations. In this context it is important to ensure that the "*special and differential treatments*" offered by WTO to developing countries are faithfully implemented in order to permit

African countries adequate time to adjust and develop their industries before they face the rigors of international competition.

In conclusion, the Report states that the most important is to secure the collaboration of developed countries in reducing their tariff and non-tariff barriers, which constrain the expansion of Africa's exports and hinder its integration by way of international trade.

Another weakness is that NEPAD analysis never explicitly makes reference to critical problems of globalisation such as the predominant role of firms and private capital. Juhasz (2002), mentions especially Transnational Corporations (TNCs), whose vision and actions shape the overall process of globalisation, including the creation of new networks of power relations and alliances.

The superficial recommendations of NEPAD about democracy and corruption reflect a weak consideration of investment environment. In this regard, it is noticeable that NEPAD presents corruption as being a normal African disease. Then, African governments are simply encouraged to make commitments and undertake institutional reforms for "*meeting basic standards of good governance and democratic behaviour*". Some specific actions against corruption must target Ministries of Finances and Central Banks (para.44).

Commenting on above NEPAD considerations, many analysts find that NEPAD analysis does not address the critical question of the institutional factors associated with economic reforms under globalisation, for instance financial liberalisation, which has allowed to a large extent the uncontrolled and exponential growth of speculative finance capital and hindered the capacity of many African countries to mobilise domestic financial resources of development (CODESRIA, 2002).

This analysis insists on the logical consequence of above omission, which prevents NEPAD from focusing on the role of institutions, which is a key element in the strategies for countering the negative effects of globalisation. In the absence of a critical analysis of the process of globalisation, NEPAD fails to target the root causes of

Africa's marginalisation in the global economy and the continuation of its underdevelopment.

A non-participatory model of development

Although there has been consultations with selected members of the civil society including political parties, and women's groups these were done on a small scale and in a sporadic way. For example, who participated in the formulation of the NEPAD and therefore, whose perspectives and interests are reflected and addressed in the document? Here is the most inescapable weakness of NEPAD, which raises criticisim from scholars and civil society. In other words the civil society and other social organisations within the continent had not been considered. The drafting process of the NEPAD main component, the Millennium Africa Recovery Programme from South Africa, involved "*select elites*" mainly from the North, including the US President, Heads of Transnational Corporation (TNCs), economists from US Universities, the world Bank experts, and other leaders from the richest countries (SAPRIN, 2001).

Ultimately, the participation of the mass of African people is not valued by NEPAD. The alliance with elites, both African and external, has been clearly privileged. Indeed, it appears that its initiators who consider that they can therefore speak and decide for them have not envisioned public participation in the conception and formulation of the plan.

The NEPAD approach joins what Tomaselli (2003), qualifies "undemocratic methodology". This process does not allow people to speak themselves about their needs. The absence of listening to suggestions from poor people proves that the NEPAD initiators pay little respect to the population they represent. The above researcher highlights this attitude, in the following statement. "*Progress and development are not only about material resources, they are about inner dignity and self worth, about marginalized being heard, about healing through the power to tell one's story*".

When the ordinary citizens are denied the right to have voice in decisions that directly affect their lives, the development process misses its initial mission. This means that NEPAD begins its initiative through a process, which do not need to meet people and share their experiences.

The NEPAD case requests a honest distinction between theory and reality, words and real-life. By adopting western methods of development, NEPAD gain a superficial understanding of the people's development needs. In this regard, Tomaselli (2003) recommends the "*getting involved*" methodology, as one which would be very useful to any development agency. He states that accepted conventional methods do not seem to work.
Consequently, here below are the main features of a participatory model of development that NEPAD initiative should take into consideration:

- development should not be coercive, overly centralised or authoritarian, adopt simplicity and conformity;
- put poor people first, think local and act local;
- recognise limited application of technology, adapt system instead of adopt technology;
- local people are involved in selection, design, planning, implementation and evaluation;
- outsiders should learn from local people regarding relevant solutions.

The weakness of NEPAD as a non-participatory model of development is also clear with the following observation from Kumar (1994): "outsider's view of a society's development may be different from the assessment made by the society itself:

- difficulties of perception and defining interests of the community;
- difficulties of defining community that can lead to fragmentation of funding into micro-projects instead of infrastructural development.

To achieve its development goals, the NEPAD plan calculates focus on privatisation, particularly of infrastructure such as water, electricity, telecommunication and transport. This will be executed largely in the form of in "Public-Private Partnership" (para.147). Such decisions are taken without consultation and increase fears among poor people. This reminds the World Bank privatisation in Africa, which has been marked by failure in some of most vital environmental and human needs including water and sanitation.

In order to ensure poverty eradication, Randriamano (2001) argues that NEPAD initiators and promoters should focus on the establishment of a new social contract based on new alliances with poor groups, their organisations in particular, thereby fulfilling their power to effective change towards equitable and sustainable development.

The practical effect of NEPAD should be human rights of African people, in other words their rights to food, water, energy, care, transport, shelter, etc. Then, Randriamano (2001) expresses his anxiety: "In bringing services into the centre of its "*vision*" for the future of Africa, what NEPAD does is to risk the lives of African people, their access to basic essentials of life, into a volatile and fluid global investment situation. Does this sound too alarmist? Barr (2001) answers, "*errors like the following should not be repeated. After the World Bank forced Kwazulu Natal to privatise its water, those who were too poor to pay were cut off. They were then forced to resort to use polluted river water*".

Tandon (2002), states that the sentiment behind NEPAD is noble.
It is to put Africa on "*self-reliant*" path to development where African themselves own the process. May the NEPAD noble intention be embraced? Yes, but by the people's way. What is needed is not a top-down development policy but collaboration that enables people to enjoy a good quality of life.

Thus, Joshi and Moore (quoted in Booth and Mosley, 2003) propose the sensitization. This is the practice of dispatching "*social mobilisers*" to mobilise the poor by encouraging them to examine their situation usually collectively and, hopefully, to decide collectively to do something to change it. Non-governmental organisations, political parties, religious organisations, and other NGOs of various kinds most commonly adopt this technique.

Another remark is that NEPAD did not listen to the voices of African women to make a clear political choice in favour of the most disadvantaged and the most affected group by poverty in Africa. For that reason, Cagatay (2001) denounces the lack of consultative process so far as women's rights is concerned. What does the government really represents as women's interests? Let alone huge gender groups in political participation, how many countries in Africa can pretend to be truly democratic when the interests of 50 per cent of the population are merely treated with rhetoric and lip-service? These questions are particularly relevant to the stated insufficient objective of NEPAD to promote women's participation in the economic and political life of African countries.

In order to really address the concerns and needs of poor people, NEPAD should listen to their voices. It is still too soon to move away from its very contested development policy and start broad public consultations at the grassroot level in order to establish the necessary mechanisms for democratic participation and decision-making.

Lack of communication strategy

For the NEPAD General Manager Communications and Marketing Secretariat, communicating the NEPAD is an expensive and complicated process due to the following reasons:

- there is no set conventional communication system in place;
- communications infrastructure varies in different countries on the continent;

- communication should mainly involve print and broadcast media, including the Internet;
- not many people of the continent have access to all of these mediums of communications.

Analysis of above statement reflects the myth of power of the mass media to transfer knowledge. This attitude is very common to modernisation paradigm of development. Similarly with NEPAD the role of mass media is stressed prominently and this influences to believe that more faith is put on means of communication than on their content. It seems also that the NEPAD communication model does not give importance to interpersonal communication.

In addition, the NEPAD General Manager Communications and Marketing Secretariat states that the NEPAD communication aim is to set up regional outreach teams, which will be responsible for informing member countries on the latest development of the organization. The outreach team will also be responsible for identifying "*in-country*" NEPAD contact people, who will be the principal points of contact in every country. This seems also to join the notion of opinion leader theorised in modernisation paradigm of development that failed in 60 and 70ies

The NEPAD model of communication, like in modernisation paradigm, is Top-down and authority driven model rather than 'users driven model'. However the notion of participatory communication is a centre feature in development. It is described in Freirean pedagogy (Kumar, 1995) as having following values:
Dialogue, democratic, multicultural, allow people to become more aware of development, and organised in order to act collectively.

NEPAD should learn from the Freire's belief in the capacity of individuals to reflect, conceptualise and plan. In this line, the above author describes the Freirean dialectic of action-reflection-sensitization. "*It is not merely awareness that is important, but its relationship to a project of social transformation, whereby*

conscientiousness and action on consciousness, which are dialectically linked".

For a successful development, the UNDP research (1999) presents 4 steps of communication:

- programme transformation: looks at methods to ensure that communication is part of a process of social change and reform. This requires working actively with communities and families to identify problems and solutions that are appropriate to local realities;

- social mobilisation: attempts to bring together a wide coalition around a particular goal citizens, communities, various groups and institutions are all encouraged to rally behind a specific cause;

- advocacy: In its broadest sense, it is an effective way to bring issues and problems into the public domain for action. The first task of advocacy often is awareness in general, yet its ultimate objective is to spark action-either from decision-makers or their constituents;

- research activities: research findings have significant implications for the communication strategy. A series of exercises for "communication analysis" must identify key objectives for desirable behaviour, audiences to target and involve, appropriate strategies and the most effective communication channel.

Table 1: Comparative summary of Modernisation and Globalisation paradigms (analogous anomalies).

	Modernisation	Globalisation
Top-down origin	Initiated by President Truman (US foreign aid policies of 1950 and 1960), consecutive to the success of the Plan Marshal in Europe.	Initiated by four African leaders (Buteflika, Mbeki, Wade and Obassanjo). The NEPAD is the result of joining together of Millennium Partnership for the African Recovery Programme and the OMEGA Plan.
External source of investment	Funds from the West	Funds from the West (G7)
Major development tenet: Myth of technology	Development by knowledge and technology transfer from West to Developing Countries. Traditional knowledge is an obstacle to change.	A continental process of development, by new technology integration into the global economy. A call to the rest of the world (West) to partner Africa.

External theorists	Theorised by elites from West	Theorised by elites from USA, and experts of the World Bank
Unilinear communication method	One-way on the basis of stimulus-response theory. The power of the mass media is stressed. Negligence of interpersonal communication	Non-consultative approach. The role of mass media is stressed: Vertical communication. Negligence of interpersonal communication
Ineffectiveness	Non-participatory and top-down policy. Failure in Africa, lack of people involvement, because poor people cannot conceptualise and express their needs	Coercive and non-democratic. Non-think local and non-acts local. It is a continuation of old neo-liberal models of development that have failed Africa for time and as such this initiative does not offer sustainable hope for turn around of poverty in Africa.

Source : Tomaselli (2003)

CONCLUSION

The New Partnership for Africa's Development (NEPAD) is the latest initiative aimed to place Africa on a path of sustainable growth and development. It talks about "self-reliance" and argues that Africans must be "masters of their own destiny" (para.3).But the bulk of NEPAD resources will have to be obtained from outside the continent, even though credit has led Africa to deep economic crisis. Another problem is about the absence of poverty reduction strategies, unpopular privatisation policy and a biased analysis of globalisation. The most important weakness of NEPAD is its non-participatory process; the ordinary citizens are denied the right to have a voice in decisions that affect their lives.

REFERENCES

Kumar (1994). *Communication approaches to participatory and development: Challeging the assumption and perspectives*. In White S., A., Nair & J., Ashcroft, *Participatory communication*. London: Sage.

African Development Bank (BAD). (2001) *African development Report. "Regional Integration in Africa"*, London, Oxford University Press.

Cagatay, N. (2001) *Trade, Gender and Poverty, Background* Paper, UNDP.

Randriamaro, Z. (2001) *Financing for the poor and women: a Policy critique, in "Financing for Development. Proposals from Busness and Civil Society"* Burry Herman and al. (eds), UNU Policy Perspectives 6, United Nations Press, New York.

UNDP, (1996-1997) Human Development Report, New York,

Tomaselli K. (2003) "*Dit is Here se Asem*": The Wind, its Messages and Issues of Auto-Ethnographic Methodology in the Kalahari". Cultural studies-Critical methodologies (Theme issue: From one to An-Other: Auto-ethnographic Explorations in Southern Africa), forthcoming.

Bruce, D. (1999) "*Community safety and Security: Crime prevention and Development at the Local Level*". In African Security Review. Vol. 6 no. 4 Institute for Security Studies.

Reed, D. (1996) "*Sustainable Development*" in Structural Adjustment, and sustainable development, London, Earthscan Publications Ltd.

Munslow, B. et al. (1997) "*Sustainable Development: Visions and realities*" in *Managing Sustainable Development in South Africa*, 2cnd Edition, Cape Town, Oxford university press.

Booth A. and Mosley P. (2003) *The new poverty strategies. What have they achieved? What we learned?* New York, Palgrave Macmillan.

Renner, M. (1996) *Fighting for survival. Environmental decline, conflict, and new age of insecurity*, New York, W.W. Norton and Company.

Chambers, R. (1997) "*The challenge to change" in Whose Reality Courts: Putting the First Last,* London, Intermediate Technology Publications

Malohotra, K. (1998) *Private Capital Flows and the privatisation of Infrastructure"* in "the Public Interest", Sidney.

Tandon, Y. *NEPAD and Foreign Direct Investment (FDIS): Symmetries and contradictions*, Paper presented at the African Scholars' Forum on the New Partnership for Development (NEPAD), Nairobi, 26-29 April, 2002.

Tsikata, D. (2001) in "*Trade liberalisation in Africa: A gender analysis",* Presentation at the GERA Programme Regional Workshop on "Gender, Trade and Development in Africa, Accra, June-July.

Cotzee, D. *The New African Initiative*, Paper presented at Africa and G8 Civil Society Planning Conference, Ottawa, 20-22 2001.

Web sites

NEPAD (2002) http://dfa.gov.za/docs/ aueng.htm, accessed May 28th 2003.

Juhasz A. (2002) http://www.ifg.org/wssd/ nepad-juhasz, accessed May 27th 2003.

Tandon, Y. (2002) http://www.web.net/-iccaf/ debtsap/nepadfdis.htm, accessed May 26th 2003.

Barr G. (2002) http://www.bond.org.uk/networker/june02/g8.htm, accessed May 29th 2003.

SAPRIN (2002) http://aidc.org.za/NEPAD/Gender%20 and%20poverty%20htm, accessed May 30th 2003.

CODESRIA (2000) http://iccaf/debtsap/nepad pretoria12001.htm, accessed may 28th 2003.

LE DROIT RWANDAIS FACE AU VIOL CONJUGAL

Par

Christophe BIZIMUNGU

Kigali, décembre 2003

INTRODUCTION

L'avènement du Sida (Syndrome d'Immuno-Déficience Acquise) à la fin du millenaire dernier appelle de nombreuses réflexions pertinentes sur la nécessité de changements profonds de mentalités, de cultures, de comportements mais aussi de lois, afin de préserver notre société et l'humanité entière contre le danger croissant que représente ce fléau.

A cela s'ajoute l'avènement heureux du "*gender*". Lui aussi interpelle nos consciences dans le sens de la reconaissance des droits de la femme dont celui de l'égalité avec l'homme et du respect de sa dignité, de son intégrité physique et morale, de ses libertés, bref, de tous les droits humains.

Or, en ce moment où la plupart des Etats sont entrain de reconnaître les droits de la femme, le Sida semble vouloir peser davantage le poids de ses conséquences néfastes sur le dos de la femme que sur celui de l'homme. D'où, la nécessité de redoubler les efforts dans la protection des droits de la femme.

Parmi de nombreuses questions qui peuvent se poser sous cet angle, la présente étude veut se focaliser sur le problème de la protection de la femme contre le viol conjugal car, comme le remarque bien Alice KARAMBA, « *les recherches ont démontré que les femmes mariées sont plus vulnérables au VIH/SIDA (Virus d'Immuno-déficience Humaine) à cause de leur pouvoir limité de négocier les relations sexuelles sûres* » [(1)].

Le viol conjugal signifiant l'union sexuelle obtenue par le mari avec son épouse sans le consentement de cette dernière, il va sans dire que c'est un acte qui expose dangereusement la femme à une éventuelle contamination si son mari est infecté. N'est-il pas un droit le plus naturel que de pouvoir éviter une contamination du VIH/SIDA?

Malheureusement, le viol conjugal n'est pas érigé en infraction aussi bien au Rwanda que dans la grande majorité des pays du monde, excluant du coup la possibilité pour la femme de se défendre juridiquement contre cet acte. Il est ainsi nié à la femme le droit de refuser l'union sexuelle à son mari, l'idée de base étant que le consentement de la femme lors du mariage emporte son consentement définitif à l'union sexuelle avec son mari.

Cette lacune du droit renforce les comportements sociaux[2]. Ce qui fait que le viol conjugal apparaît comme un acte irréprochable et se perpétue dans presque toutes les sociétés.
K.B. RAQUEL ajoute que *«malgré la prévalence du viol conjugal, ce problème a reçu une relative moindre attention de la part des sociologues et des praticiens du système pénal judiciaire. En fait, ce n'est que vers les années 1970 que nous avons commencé à reconnaitre que le viol dans le mariage était seulement possible...»*[3]. Au contraire, "*la réaction de nombreux professionnels ou institutions sociales est souvent de culpabiliser ou d'ignorer les victimes*" [4]. Cet état de choses condamne les victimes au silence.

Nous pensons que le temps est venu de «*violer le silence*»[5] qui entoure encore les agressions sexuelles, plus particulièrement le viol conjugal.

Cette tâche nous impose la démarche suivante: nous commencerons par présenter l'ampleur du problème donc la réalité du viol conjugal (chapitre I) car, en effet, beaucoup n'y voient pas encore une question qui puisse attirer l'attention. Ici nous démontrerons la prévalence, les causes et surtout les conséquences du viol conjugal aussi bien sur la victime que sur la société.

Ensuite, nous ferons le tour du monde en examinant la position des droits étrangers ainsi que celle du droit international vis-à vis du phénomène (chapitre II).

L'étude du droit comparé et du droit international nous amènera naturellement à nous demander ce que dit notre droit à ce propos (chapitre III).

Le travail sera évidemment clôturé par une conclusion dans laquelle nous aurons l'opportunité de donner nos recommandations.

Chapitre I. LA REALITE DU VIOL CONJUGAL

Beaucoup se demandent si le viol commis par un homme sur sa propre épouse est d'abord possible ou si, à la limite, il est un problème social réel.

Nous voudrions effacer ces interrogations en démontrant que ce problème est trop réel de par sa prévalence (I.1) et ses conséquences (I.2), car les recherches ont démontré que le taux du viol conjugal est plus alarmant qu'on ne pouvait le penser et que ses conséquences sont plus graves que celles du viol commis par un étranger.

I.1. La prévalence du viol conjugal

"*Les données fiables sur la prévalence de la violence exercée contre les femmes par leurs partenaires sont rares, surtout dans les pays en développement, mais des recherches de plus en plus nombreuses confirment qu'elle est partout présente. Une quarantaine d'études quantitatives valables, basées sur la population, effectuées dans 24 pays de quatre continents, révèlent que 20 à 50% des femmes sont victimes de violence physique de leurs partenaires. En moyenne, ces mêmes études révèlent que 50 à 60% des femmes qui subissent la violence de leurs partenaires sont également violées par eux.*"(6).

Il s'agit ici de viols entre partenaires (conjoints, fiancés, copins etc...,) dont fait partie le viol conjugal.

Quant au viol conjugal proprement dit, selon une enquête menée en France,[7] 48.000 femmes âgées de 20 à 59 ans ont été violées en 1999, dont 16.000 dans le cadre de viols conjugaux.

DIANE RUSSELL a établi dans son étude sur les agressions sexuelles que le viol conjugal est un problème sérieux que connaissent de millions de femmes chaque année. Entre 10 et 14% des femmes mariées connaissent le viol dans le mariage.[8]

Malgré l'absence de recherches au Rwanda, nous pouvons affirmer sans crainte de nous tromper que ce phénomène n'est pas étranger, car «*le viol conjugal arrive dans tous les types de mariages indépendamment de l'âge, de la classe sociale, de la race ou de l'ethnie*»,[9] et ses conséquences sont semblables dans tous les pays.

II.2. Les conséquences du viol conjugal

Le viol en général est un crime très grave qui détruit foncièrement la victime aussi bien sur le plan psychologique que physique. "*C'est la tentative d'assassiner une femme pour économiser le meurtre physique*", et les coupables en sont conscients lorsqu'ils disent à leur victime: «*je te laisse vivante parce que tu es déjà morte*»[10].

Comme le remarque encore K.B. RAQUEL , «*malgré le mythe selon lequel le viol commis par son propre partenaire est un évènement relativement insignifiant qui cause peu de traumatisme, les recherches indiquent que le viol conjugal a souvent de conséquences sévères et durables sur les femmes*»[11].
A l'auteur d'ajouter que certains chercheurs ont comparé les effets psychologiques du viol conjugal avec ceux du viol en général. Du fait que les femmes qui sont violées par leurs partenaires sont exposées à de multiples agressions, des attaques sexuelles complètes et violées par quelqu'un qu'elles sont présumées avoir une fois aimé

et mis confiance en lui, il n'est pas surprenant que les victimes du viol conjugal souffrent de sévères et durables conséquences psychologiques[12].

«*Lorsqu'une femme est violée par un étranger, elle a à vivre avec le terrible souvenir. Lorsqu'elle est violée par son mari, elle a à vivre avec le violeur*»[13].

Les victimes du viol conjugal font même état d'un taux plus élevé d'irritation et de dépression[14].
Comme pour les victimes d'autres violences sexuelles, certains des effets à court terme du viol conjugal comprennent l'anxiété, le choc, la peur intense, la dépression, l'intention de suicide et les troubles de stress post-traumatiques. Sans négliger le dysfonctionnement sexuel[15].

Au-delà des effets psychologiques, force est de constater la présence d'effets gynécologiques pouvant aller jusqu'à la stérilité [16] et d'autres effets potentiels comme la contamination par des maladies sexuellement transmissibles y compris le VIH.

En outre, nous pouvons noter d'autres effets sur la famille de la victime qui sont non moins importants au cas où il y aurait des enfants témoins ou si la victime était enceinte. D'autre part, il faut remarquer que le viol conjugal porte atteinte au droit d'opérer la régulation des naissances. En effet, comme le remarque DUPONT, «*la régulation des naissances n'est pas égoïsme, mais générosité intelligente*»[17]. C'est d'ailleurs un droit reconnu dans la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes (article 16-e). Ce droit ne peut pas être exercé si la femme est considérée comme un objet sexuel.

Après le parcours des statistiques alarmantes ainsi que des conséquences du viol conjugal nous osons penser qu'il ne fait plus l'ombre d'aucun doute que le viol conjugal est un problème social

réel qui interpelle les consciences. Quel est alors la réaction du droit comparé et du droit international face à ce phénomène destructeur?

Chapitre II. LE VIOL CONJUGAL EN DROIT COMPARE ET EN DROIT INTERNATIONAL

Le droit comparé ainsi que le droit international ont récemment connu une certaine évolution en matière du viol conjugal.

II.1. Le droit comparé

La grande majorité des droits étrangers continuent à reconnaître la notion de «violence légitime» (II.1.1) alors que certains, encore minoritaires, évoluent vers la pénalisation du viol conjugal. (II.1.2).

II.1.1. Les partisans de la théorie de la violence légitime

La violence légitime ramène à l'idée selon laquelle l'homme qui exerce une contrainte sexuelle sur sa propre épouse est en droit de le faire et n'est donc pas punissable parce que la femme mariée a, lors du mariage, donné son consentement définitif à l'acte sexuel avec son mari.

Nous remarquons que même si cela n'est pas dit expressément, la notion de violence légitime implique celle de la femme "*objet*"ou "*propriété*" de son mari. Notions qui existent depuis la nuit des temps.

La législation d'Hammourabi, le plus grand roi de Babylone (1955-1913 avant Jésus Christ), prévoyait que la femme était la propriété de l'homme, passant du père à l'époux[18].

Au moyen-âge, certains évêques s'interrogeaient pour savoir si la femme avait une âme[19]!

J.J. ROUSSEAU, quant à lui, affirme que la nature a voulu que la femme soit vulnérable et qu'elle devienne un objet de plaisir pour l'homme: "*La nature n'a-t-elle pas infligé à la femme de lourdes servitudes? Elle l'a rendue vulnérable dans son corps, elle a inscrit dans sa chair un pacte avec la souffrance, elle la confronte, à l'âge de l'adolescence, à une épreuve qu'ignore le garçon*".

"*L'un doit être actif et fort, l'autre passive et faible: il faut nécessairement que l'un veille et puisse, il suffit que l'autre résiste peu..... si la femme est faite pour plaire et pour être subjuguée, elle doit se rendre agréable à l'homme ...*"[20].

En 1736 "*Chief Justice*" MATTEW HALE (Angleterre) affirma que «*le mari ne peut pas être coupable de viol commis par lui même sur sa propre épouse parce que par leur consentement matrimonial mutuel, la femme s'est donnée sans contrainte à son mari et elle ne peut pas se rétracter*»[21]. Autrement dit, lors du mariage, la femme donne son corps à son mari et en même temps elle donne un consentement irrévocable à l'acte sexuel en toutes circonstances[22].

Ces théories ont retenti jusqu'au 20^{e} Siècle! En 1979, le Sénateur démocrate américain Bob Wilson déclarait ce qui suit: "*mais si vous ne pouvez pas violer votre femme, qui (d'autre) pouvez-vous violer?*"

Aujourd'hui encore, la grande majorité des pays continuent à s'empêtrer dans ces théories archaïques de violence légitime ou de femme-objet. Par exemple, selon la section 375 du Code pénal indien, il n'y a point de viol sur sa propre épouse. Seules les femmes séparées de leurs maris sont protégées par la loi sur le viol[23].

Le droit kenyan ne reconnaît pas non plus le viol conjugal en tant qu'infraction en raison de sa présomption principalement exprimée par le droit coutumier, selon laquelle le mariage implique l'acceptation des relations sexuelles. Cette présomption n'a jamais

été contestée devant les tribunaux kenyans. Le plus souvent, le chef d'inculpation retenu dans les affaires de viol conjugal est celui d'agression, qui entraîne une peine maximale moins lourde[24].

Quant aux Etats-Unis d'Amérique, avant la récente évolution du droit américain, la définition du viol supposait l'union sexuelle avec une femme autre que son épouse sans son consentement; ce qui procurait aux maris une exemption de poursuite pour les viols commis sur leurs épouses, exemption qualifiée par FIWKELHOR et YLLO de "*Licence to rape*" (droit de violer)[25].

Ce droit de violer semble heureusement être entrain de perdre du terrain car nous observons une évolution certaine vers la pénalisation du viol conjugal.

II.1.2. L'évolution vers la pénalisation du viol conjugal

"*Un violeur demeure un violeur" et doit être soumis au droit pénal, indépendamment de ses relations avec sa victime*[26]. »

"*C'est un droit de toute femme d'avoir des relations sexuelles ou de dire non si elle ne veut pas, spécialement avec la prévalence de la pandémie du Sida*"[27].

Nous devons d'ailleurs ajouter qu'au-delà des craintes liées au Sida, l'acte sexuel est un acte naturellement volontaire, qui exige que les partenaires soient psychologiques et physiquement disposés à l'union. La reconnaissance de la violence dans l'union sexuelle signifie la négation de la sexualité.
Quant à l'union sexuelle dans le mariage, nous pensons qu' elle doit se dérouler, à plus forte raison, dans les conditions les plus favorables possibles pour renforcer l'harmonie sexuelle et l'harmorie générale du foyer conjugal. Il est trop irréaliste, égoïste et même agressif d'affirmer qu'en toute circonstance la femme mariée est censée accepter l'acte sexuel. En effet, l'état de la femme, les temps, les lieux, et les circonstances ne sont pas toujours favorables à cet

acte si noble qu'est l'union sexuelle, acte que d'ailleurs les indiens considèrent à juste titre comme étant "*un acte saint qui permet à l'homme de créer à la place de Dieu*"[28].

Certains droits étrangers commencent ainsi à connaître une évolution vers la pénalisation du viol conjugal. Cette évolution est à la fois jurisprudencielle que légale.

II.1.2.1. Evolution jurisprudencielle

Il est important de remarquer que dans les pays où la loi ne dit pas *expressis verbis* que le viol conjugal n'est pas punissable, il ne serait pas juridiquement erroné d'affirmer que les juges peuvent punir le viol conjugal comme tout autre viol. Le principe sacré selon lequel il n'y a pas d'infraction ni de peine sans loi ne serait pas violé car la loi punissant le viol existe bien. Sauf qu'il faut vérifier les termes de chaque Code pénal, au cas par cas. En effet, c'est véritablement la jurisprudence qui donne son sens à la loi et il n'y a pas d'obstacle à ce que la jurisprudence évolue; l'essentiel est de ne pas contredire les sources supérieures.

Malheureusement, "*c'est à compte-goutte qu'interviennent les décisions retenant le viol contre un mari, et encore dans ces affaires, le viol n'est qu'en toile de fond, les juges retenant surtout des coups et blessures quand ce ne sont pas des actes de torture ou de barbarie*"[29].

Quelques décisions encourageantes et exemplaires doivent cependant être notées: Le 11 décembre 2001, la Cour d'Assise de la Haute-Garonne a condamné un homme à 5 ans de prison (dont 3 avec sursis), pour viol sur son épouse, sur la base d'un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de Cassation en France (1990). L'absence de consentement de la victime est l'élément caractéristique du viol, que la femme soit mariée ou non.

Ces deux arrêts soulignent que doit être respectée la liberté sexuelle de la femme mariée, même si le terme de viol conjugal n'existe pas dans le code pénal. Par ce jugement la justice reconnaît que la femme mariée n'est pas l'objet sexuel de son mari[30].

En Espagne (1995), le Tribunal Suprême s'est prononcé à plusieurs reprises sur le fait qu'un viol pouvait être commis au sein d'un couple. Depuis lors, cette jurisprudence est clairement établie[31]. Il en est de même en Angleterre depuis 1991.

II.1.2.2. Evolution légale

Certains pays ont adopté des textes légaux punissant le viol conjugal, notamment les Etats Unis d'Amérique et la Suisse.

Aux Etats Unis, depuis 1993, le viol conjugal est érigé en infraction dans tous les 50 Etats sur base du Code des agressions sexuelles[32].

Cependant, il faut remarquer que dans 33 Etats (ex: Mississipi, Nevada, Oklahoma, New Hampshire), il est prévu des excuses pour le mari par exemple dans les cas où la femme est en état d'inconscience ou de sommeil! Dans les 17 Etats restants (ex: Colorado, Floride, Georgie, Wisconsin etc...) aucune excuse n'est prévue.

Nous ne pouvons pas manquer de remettre en cause ces excuses, surtout celle relative à l'état de sommeil, car nous gardons nos craintes quant aux hommes porteurs du virus, qui abuseraient de leurs femmes justement au moment où elles ne peuvent pas empêcher l'union sexuelle indésirable. A ce sujet, une petite question nous vient à l'esprit: pourquoi l'homme ne doit-il pas réveiller sa femme pour partager avec elle cette union sacrée?

"L'existence d'une quelconque excuse du mari indique une acceptation de l'entendement archaïque selon lequel les femmes sont la propriété de leurs maris et le contrat de mariage est un droit automatique au sexe"[33].

En Suisse, l'article 190 du code pénal punit le viol y compris celui commis sur son épouse. Cependant, la plainte préalable endéans 6 mois est exigée lorsque l'auteur est marié avec la victime et qu'il fait ménage commun avec elle[34]. L'exigence de la plainte préalable demeure à nos eux une séquelle de la théorie de la violence légitime, qui devrait s'effacer et laisser la voie libre à la répression du viol conjugal.

II.2. Le droit international

A ce jour il n'y a pas encore une convention internationale stipulant directement la répression du viol conjugal.

Il y a cependant au niveau des organisations internationales, des recommandations et des déclarations qui vont jusqu'à suggérer l'adoption de textes réprimant le viol conjugal. Tel est le cas par exemple de la recommandation 1450 (3 avril 2000) de l'Assemblée Parlementaire du conseil de l'Europe qui, dans son point 10.i.c., recommande au Comité des Ministres d'élaborer un programme européen de lutte contre la violence à l'encontre des femmes visant notamment la reconnaissance et la criminalisation du viol conjugal[35].

Tel est le cas aussi de la résolution 48/104 de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 20 décembre 1999 contenant la déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes[36] qui, en son article 2,a, condamne le viol conjugal, tout en appelant les Etats à prévoir dans la législation nationale pénale ...les sanctions pour punir et réparer les torts causés aux femmes soumises à la violence (article 4,d).

Si nous n'avons pas observé de convention qui réprime directement le viol conjugal, nous pouvons cependant noter l'existence de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes dans laquelle les Etats s'engagent notamment à abolir les lois, coutumes et pratiques fondées sur les idées stéréotypées d'infériorité des sexes, de discrimination à l'égard de la femme, à assurer les même droits à décider librement sur le nombre de leurs enfants et l'espacement des naissances etc…

A l'instar du droit comparé, le droit international semble donc vouloir évoluer vers la criminalisation du viol conjugal. Qu'en est-il du droit rwandais?

Chap.III. LA PORTEE DE LA REPRESSION DU VIOL EN DROIT RWANDAIS

L'article 360 du Code pénal rwandais dispose que sera puni « *celui qui aura commis un viol* ». Le Code n'a précisé ni la définition ni les éléments constitutifs du viol. Quels en sont alors ses éléments constitutifs ? (III.1.) Quel en est l'application en matière conjugale? (III.2)

III.1. Les éléments constitutifs du viol

Comme nous l'avons fait remarquer ci-haut, le Code pénal rwandais se limite à prévoir le viol sans en préciser les éléments constitutifs ni la définition. La doctrine et la jurisprudence, à l'instar des droits français et belge, ont précisé que le viol consiste dans l'union sexuelle entre un homme et une femme sans le consentement de cette dernière. D'où, les éléments constitutifs ci-après :

1. L'élément matériel : l'acte de pénétration sexuelle dont l'auteur est un homme et la victime une femme ;
2. L'absence du consentement de la femme ;
3. L'intention coupable.

III.1.1.L'élément matériel

La doctrine et la jurisprudence exigent l'union sexuelle c'est à dire la pénétration effective du sexe de l'homme dans le sexe de la femme. Il en découle que tout autre acte, même proche de celui-ci, ne serait pas constitutif de l'infraction du viol. En outre, le coupable doit être un homme (personne humaine de sexe masculin) et la victime une femme (personne de sexe féminin), étant donné qu'à l'origine l'infraction a été conçue en vue de protéger les femmes.
Point de viol commis par une femme sur un homme.

III.1.2. L'absence du consentement de la femme

Le viol exige que la victime n'ait pas consenti à l'union sexuelle auquel cas il n'y aurait pas viol car la loi reconnaît en principe la liberté sexuelle à des personnes âgées de 18 ans au moins. (Nous n'allons pas nous attarder sur le viol commis sur l'enfant tel que prévu dans la nouvelle loi n° 27/2001 du 28 avril 2001 relative aux droits et à la protection de l'enfant contre les violences, parce qu'il est hors propos).

Quant aux personnes âgées de 18 ans au moins, le consentement est absent lorsqu'il y a violence, menace, ruse ou surprise. La violence est un acte de contrainte physique qui permet à l'homme d'obtenir la pénétration contre le gré de la femme. C'est ici que se place la notion de « *violence légitime* » selon laquelle la violence exercée par l'homme sur sa propre épouse est juste et ne peut être constitutive du viol (voir section III.2.).

III.1.3. L'intention coupable

L'homme commet l'acte de pénétration sexuelle sachant que la femme n'est pas consentante.

III.2. La reconnaissance de la violence légitime en droit rwandais

Le droit coutumier rwandais, à l'instar de tous les autres vus précédemment, ignorait l'infraction du viol conjugal. Et le droit écrit a, de façon générale, suivi les droits belge, français et congolais qui reconnaissaient encore la notion de violence légitime.
C'est la position entre-autres de Alphonse M.NKUBITO,[37] suivant en cela le Général LIKULIA qui affirme ce qui suit:

"*Le viol n'est punissable que si la conjonction sexuelle est illicite, c'est-à-dire la violence exercée pour y parvenir est illégitime. C'est ainsi que les violences exercées par le mari sur sa femme légitime pour la contraindre à de relations sexuelles normales, c'est-à-dire conformes à l'ordre de la nature ne peuvent être retenues, car elles sont légitimes*" [38].

Nous n'avons cependant pas pu relever aucune décision jurisprudencielle dans ce domaine. Cette quasi-absence ou du moins cette absence de cas tranché par le juge rwandais qui découle de l'absence de plaintes est certainement due aux traditions culturelles qui imposent le silence à la femme victime de telle agression.
Nous avons même remarqué que dans une étude consacrée aux cas de viols et d'attentats à la pudeur commis sur les femmes et les enfants au Rwanda, l'Association HAGURUKA[39] a bien précisé les statistiques relatives aux relations existant entre les victimes et les auteurs de ces crimes en ignorant purement et simplement les viols commis par les maris sur leurs épouses. Ce n'est certainement pas par négligence. Nous pensons que la raison en est que ces cas n'apparaissent ni devant le juge ni devant le parquet ni devant les associations privées.

Revenant au droit, il est toutefois heureux de constater que la constitution de la République du Rwanda reconnaît, renforce et garantit le droit à l'égalité des sexes[40].

Aussi, le Rwanda a ratifié presque toutes les conventions garantissant l'égalité de tous devant la loi particulièrement la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 1er mai 1980.

Ces normes du droit rwandais relatives à l'égalité de sexes sont particulièrement significatives en matière de viol conjugal car ce dernier a pour soubassement la conception stéréotypée de l'infériorité de la femme vis à vis de l'homme(41).
Il serait donc juridiquement naturel qu'une loi pénale intervienne pour réprimer le viol conjugal car elle se placerait dans l'esprit de la constitution et des conventions internationales .De même, comme nous l'avons déjà fait remarquer précédemment, le juge n'aurait pas tort de condamner un mari pour viol sur son épouse malgré l'absence d'une disposition légale prévoyant spécifiquement le viol conjugal, car la loi prévoyant le viol est un fondement légal suffisant pour punir l'union sexuelle obtenue par l'homme contre le consentement de son épouse.

En effet, l'article 360 du Code pénal rwandais n'exige pas que le viol soit commis en dehors du mariage. Il dispose simplement que sera puni celui qui aura commis le viol, sans d'ailleurs en définir les éléments constitutifs. C'est la jurisprudence et la doctrine qui explicitent la notion et écartent de la répression, le mari qui commettrait l'acte sur son épouse.
Comme cela a été la cas en France, en Angleterre et en Espagne, l'évolution de la jurisprudence vers la répression du viol conjugal serait légitime et ne devrait pas être considérée comme une violation de la loi, car elle ne contredirait en rien cette dernière.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.

Nous avons observé que, nonobstant les traditions, les coutumes et les lois qui existent à travers le monde depuis tous les temps et qui ne reconnaissent pas le viol conjugal, ce dernier est un mal trop réel qui détruit secrètement de nombreuses victimes et leurs foyers, avec des conséquences familiales et sociales certaines.

Cet état de choses a fait que certains pays commencent à punir le viol conjugal soit par le biais de la jurisprudence soit en édictant des lois spécifiques réprimant cet acte. Cependant, la grande majorité des Etats continuent à reconnaître la théorie de la violence légitime signifiant que l'homme a le droit d'exercer de la contrainte sur son épouse en vue de lui arracher l'union sexuelle car la femme mariée est censée, par le contrat de mariage, avoir donné son consentement définitif aux actes sexuels avec son mari. Toutefois, sur le plan du droit international, il existe déjà des conventions internationales qui stigmatisent les traditions, le lois et les coutumes prônant l'infériorité de la femme ou de façon générale l'inégalité des sexes. Il s'agit notamment de la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Il n'y a cependant pas encore une convention stipulant clairement la répression du viol conjugal. Nous avons seulement observé des recommandations et des déclarations telle la déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, qui appelle les Etats à prévoir des lois punissant les torts causés aux femmes soumises à la violence y compris le viol conjugal.

Quant à notre pays, nous avons remarqué avec regret qu'il traîne encore les pieds dans la lutte contre les violences contre les femmes. En effet, ladite théorie de la violence légitime prévaut encore et ni la loi, ni la doctrine, ni la jurisprudence ne semblent évoluer vers la reconnaissance du viol conjugal.

Cependant, il est temps de reconnaître à la femme le droit de dire non lorsqu'elle ne veut pas poser l'acte sexuel. D'abord, parce que l'acte sexuel est un acte qui requiert naturellement le maximum de volonté et de disponibilité de la part de tous les deux partenaires sans lesquelles l'union sexuelle devient un acte mécanique vulgaire et égoïste. Ensuite, avec l'avènement du VIH/SIDA, la liberté sexuelle dans le mariage s'impose surtout si l'un des partenaires est déjà contaminé ou si l'autre a des raisons de le craindre. Enfin, la notion du "*gender*" ne nous permet plus de tolérer toute pratique tendant vers la soumission d'un sexe à l'autre.

Pour lutter contre ce mal, certains auteurs étrangers ont proposé des solutions radicales telles que l'éviction du conjoint violent[43], ou la création d'un tribunal international des femmes pour juger les crimes commis contre les femme comme des crimes contre l'humanité[44].

Pour notre part, nous recommandons ce qui suit:

1. L'évolution de la jurisprudence, avant même l'adoption de la loi, car le viol conjugal est un viol; il est donc punissable à ce titre.
2. L'adoption d'une loi punissant le viol conjugal;
3. La création de services spécialisés au sein de la Police et des parquets afin de rassurer les victimes et leur permettre de dénoncer sans gêne les crimes dont elles ont été victimes;
4. La sensibilisation de la population en vue de faire évoluer les mentalités.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.

1. KARAMBA A. « Marital Rape », http:// lists.s.n.apc. org/ html (7septembre 2003)
2. RODRIGUES C, Trauma of marital rape, http:// www.women excel. Com/law/marital rape.htm (7septembre 2003)
3. RAQUEL K B, « Marital Rape » http:// vaw. umm. edu/ documents/ vawnet/mrape. Html (24 octobre 2003)
4. OMS, Aide mémoire, La violence à l'égard des femmes, http:// www.who.int/inf-fs/fr/am 128. Html (16 août 2003)
5. LOPEZ (G) et FILIZZOLA (G), «Le viol», Ed PUF, Paris, 1993, p.5.
6. Voir n°4: OMS, «Aide mémoire, La violence à l'égard des femmes», http:// www.who.int/inf-fs/fr/am 128. Html (16 août 2003)
7. SOS SEXISME, «Femmes violentées, Appel à témoignages», http://www.sos.sexisme.ogr/infos/violentees.htm. (2 septembre 2003)
8. RAQUEL K B, « Marital Rape » http:// vaw. umm. edu/ documents/ vawnet/mrape. Html (24 octobre 2003)
9. Idem
10. KARIMA (G), violence sexuelles. La nouvelle arme de geurre, Ed Michalon, Paris, 2001, p.41.
11. RAQUEL K B, « Marital Rape » http:// vaw. umm. edu/ documents/ vawnet/mrape. Html (24 octobre 2003)
12. Idem
13. http:// www.actabuse.com/maritalrape.html. (27octobre 2003)
14. RAQUEL K B, « Marital Rape » http:// vaw. umm. edu/ documents/ vawnet/ mrape. Html (24 octobre 2003)
15. Idem
16. Ibidem
17. DUPONT ®, Le conseil conjugal et familial, Ed castoman, 1972, p.30.
18. LOPEZ (G) et FILIZZOLA (G), op. cit. p.8
19. DUPONT (R), op. cit. p.37

20. RAQUEL K B, « Marital Rape » http:// vaw. umm. edu/ documents/ vawnet/ mrape. Html (24 octobre 2003)
21. http:// www.womenagainstrape.net/legalprecedents/L Pindex.htm (11octobre 2003)
22. LOPEZ (G) et FILIZZOLA (G) op. cit. p.23.
23. RODRIGUES C, "Trauma of marital rape", http:// www.women excel. Com/law/« Marital Rape ».htm (7septembre 2003)
24. AMNESTY INTERNATIONAL, http:// web. amnesty. org/ library/index/FRAAFR 32007 2002 open 8 of : FRAKEN (4 septembre 2003)
25. RAQUEL K B, « Marital Rape » http:// vaw. umm. edu/ documents/ vawnet/ mrape. Html (24 octobre 2003)
26. http:// www.womenagainstrape.net/legalprecedents/L Pindex.htm (11octobre 2003)
27. KUTABANA, « Marital Rape and VIH/AIDS», http:// www. Kubatana. net/html/archive/gen/021031 zwrcn.asp? sector, women (7 septembre 2003)
28. LIKULIA BOLONGO, Droit pénal spécial Zaïrois, Tome I, 2e Edition, L.G.D.J, Paris, 1985, p.277
29. RAVELET M, Le viol conjugal, http:// www. radiofrance. fr/chaines/france-info/chrni…/index.php? m =3xchro.diff.id =411 (4 novembre 2003).
30. BOULBES O, Condamnation pour viol conjugal, http:// www. sos.sexisme-org /infos/ viol conjugal htm (2 septembre 2003)
31. La lutte contre les violences conjugales, http://www.senat.fr /1c/1c86/1c864.html (4 novembre 2003)
32. RAQUEL K B, « Marital Rape » http:// vaw. umm. edu/ documents/ vawnet/ mrape. Html (24 octobre 2003)
33. RAQUEL K B, « Marital Rape » http:// vaw. umm. edu/ documents/ vawnet/ mrape. Html (24 octobre 2003)
34. http://www.guidesocial.ch /documents/1/1 106 htm (4septembre 2003)
35. Conseil de l'Europe, Assemblée Parlementaire, Recommandation 1450, http:// assembly. coe.int/ documents/ Adoptedtext/ ta 00/frec 1450. htm. (4 septembre 2003)

36. Nations Unies, Résolution 24/104 de l'assemblée Générale du 20 décembre 1993, p.3
37. NKUBITO (A.M), Droit pénal spécial, Ed RCN, Kigali, 1995, p.47
38. LIKULIA BOLONGO, op. cit. p.333
39. HAGURUKA, Résultats de l'enquête sur les cas de viol et d'attentat à la pudeur commis sur les femmes et les enfants de 1995 à 2002, kigali, 2002.
40. Constitution de la République du Rwanda, in J.O, numéro spécial, 4 juin 2003.
41. Voir *supra*, chapitre II.1.1
42. Voir *supra*, chapitre II.1.2.1
43. NICOLE AMELINE, Citée dans "Le silence des femmes battues," http://www.france 5fr /c danslair/ 000063/ 249/ (4septembre 2003)
44. SOS.SEXISME, « Atelier sur les violences mondiales faites aux femmes », http:// www.sos sexisme.org/violence.htm (16 août 2003)

LA QUESTION IDENTITAIRE AU BWISHA (RUTSHURU, NORD-KIVU) : LE POINT DE VUE DE L'HISTOIRE

Par : NZABANDORA NDIMUBANZI Joseph, Ph. D.
Professeur à l'Université Libre de Kigali

Le Bwisha est l'une des deux chefferies du Territoire de Rutshuru située au Nord-Kivu et adossée aux frontières de la République Démocratique du Congo avec l'Ouganda et le Rwanda. Il est localisé dans la région des volcans Virunga, entre le lac Kivu au Sud et le lac Edouard au Nord **(voir carte n° 1).**

La question identitaire au Bwisha est analysée ici à la lumière des thèses relatives aux constructions identitaires qui ont profondément renouvelé les allégeances identitaires (obligations de fidélité et d'obéissance aux identités ethniques) dans la littérature scientifique depuis quelques décennies. Il s'agit notamment des thèses primordialistes, instrumentalistes et interactionnistes (BRAUD, P., 2002 : 85-91).

Les thèses primordialistes abondent dans le même sens que l'usage scientifique savant du terme ethnie qui « *désigne un ensemble linguistique, culturel et territorial d'une certaine taille* » (TAYLOR, A.C., 2000 : 42). Les thèses primordialistes présentent en effet le groupe ethnique « *comme une entité originelle dont on cherchera à identifier les caractéristique communes à tous ses membres, ce qui lui confère sa cohérence, son unité et son homogénéité* » (BRAUD, P., 2002 : 86).

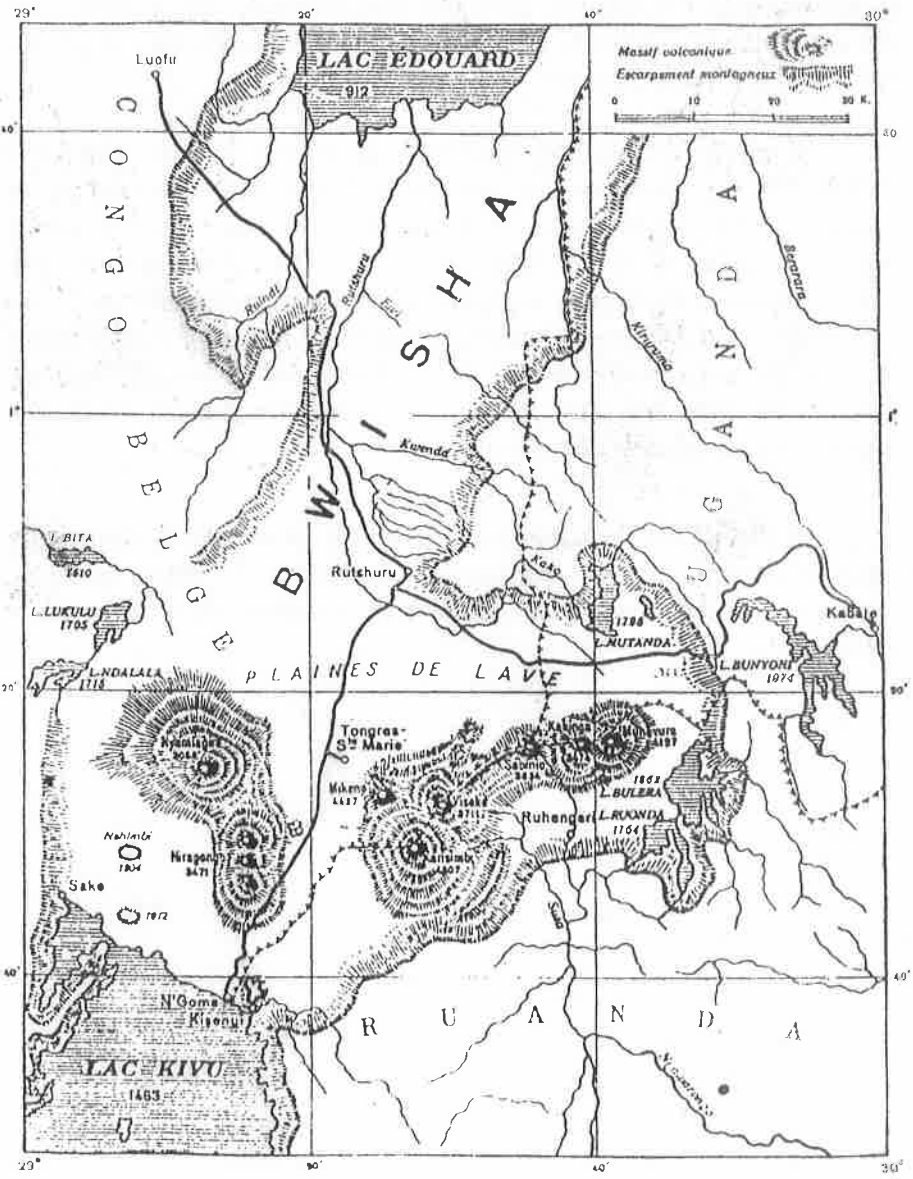
Les thèses interactionnistes quant à elles accordent peu d'importance aux traits communs aux membres du groupe et privilégient au contraire ce qui se joue dans les relations avec les autres groupes. C'est la thèse interactionniste de Frederik BARTH pour qui les co-ethniques ajustent la définition de leur identité aux situations qui les mettent en relation avec les membres d'autres groupes ethniques. L'enjeu n'est pas tellement l'identification d'un aléatoire consensus sur ce qui leur est commun, mais *« la volonté de maintenir une ligne séparative avec les ressortissants des « out-groups », de dresser une frontière entre eux et nous*" (BRAUD, P., 2002 : 87).

Enfin les thèses instrumentalistes insistent sur le fait que la récupération et l'utilisation, pour des fins politiques ou économiques par exemple, des identités ethniques peuvent renforcer ou consolider ces dernières, voire les créer.

Comme le souligne bien et à juste titre Philippe BRAUD (2002 : 90-91), « *chacune de ces approches éclaire une part de la réalité. S'il n'y avait pas de différences objectivables et repérables entre des groupes d'individus, il serait difficile de les créer de toutes pièces, encore plus malaisé de les instrumentaliser et de les exacerber avec efficacité. Réciproquement, le travail d'instrumentalisation est un élément décisif du renforcement de ces différences, notamment dans les pays où les luttes politiques comportent une importance dimension clientélaire.*

Enfin, il est fondamental de prendre en compte la dimension interactionniste, voire conflictuelle, des rapports entre groupes. Ceux-ci n'existent que par rapport à d'autres dont ils veulent différer... ».

Carte n° 1 **La région des volcans Virunga**



Source : ROBERT M., Géologie du Congo belge. In *Encyclopédie du Congo belge*. Bruxelles : Ed. Bieleveld, p.263.

Tel est le cadre théorique qui oriente notre recherche. Le cadre théorique ainsi brièvement esquissé a présidé à la structuration de la présente communication. Après avoir présenté l'ancienneté du peuplement du BWISHA, nous abordons longuement les socles identitaires traditionnels des groupes sociaux du BWISHA. Il s'agit notamment des clans, des rites et des cultes religieux communs et spécifiques aux habitants du BWISHA. Les thèses interactionnistes nous ont amené à analyser les rapports entre les groupes sociaux du BWISHA à la fin du XIXème siècle dans la troisième partie. Quant à la quatrième partie, elle traite de l'ethnisation des groupes sociaux de BWISHA et de son instrumentalisation sous la colonisation et après l'indépendance. La dernière partie porte sur les rapports conflictuels qui existent entre les groupes sociaux du BWISHA et les autres groupes ethniques du Nord-Kivu depuis 1962. Nous soulignons dans la conclusion l'évolution vers une nouvelle forte prise de conscience ethnique originelle chez les groupes sociaux du BWISHA.

I. UN PEUPLEMENT TRES ANCIEN

Les fouilles archéologiques effectuées près de la forêt de BWINDI, à la frontière de l'Ouganda avec la République Démocratique du Congo, attestent des traces des défrichements postérieurs à 2200 an environ avant notre ère dans la valée d'ISHASHA. Ces traces des défrichements coïncideraient avec l'arrivée d'agriculteurs bantouphones maîtrisant la fonte du fer (CUNNINGHAM, A.B., 1996 : 8-9). La rivière d'ISHASHA est située dans le Nord-Est du BWISHA et constitue l'une des frontières naturelles de la République Démocratique du Congo avec l'Ouganda. Elle se jette dans le lac Edouard.

Le BWISHA partage cette ancienneté du peuplement avec la Région des Grands-Lacs dont il fait partie intégrante. En effet, J.P. CHRETIEN situe le peuplement des montagnes occidentales de la Région des Grands Lacs au IIème millénaire avant notre ère. *« Le recul des forêts sur les hauteurs, au profit d'espaces livrés à une culture à longues jachères, à des pâturages et à des abattages*

effectués par des forgerons – charbonniers, aurait eu lieu il y a quinze cents ou deux mille ans selon les cas. Vers l'an mille, la région des Grands Lacs présentait déjà ses paysages actuels. Un peuplement à mailles très larges, mais déjà relativement dense, semble également attesté » (CHRETIEN, J.-P., 2000 : 31-33, 47).

Les travaux de A. HAUSEUR à l'Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique font encore remonter très loin dans le temps le peuplement d'ISHANGO sur les rives septentrionales du lac Edouard. La culculette d'ISHANGO qu'elle a étudiée fait reculer dans le temps l'invention de la mathématique. Elle atteste que le site d'ISHANGO était occupé par une population particulièrement axée sur la pêche il y a 18.000 à 20.000 ans (HAUZEUR, A., 2000 : 1). Bien évidemment, les travaux de A. HAUSEUR doivent être confirmés par ceux de grands archéologues de terrain.

La salubrité du climat, la diversité des milieux écologiques et des ressources économiques font du BWISHA en particulier, et du Nord-Kivu en général, une zone de prédilection de l'attraction, du développement et de l'enracinement des chasseurs-cueilleurs, des pêcheurs, des cultivateurs, des éleveurs, des forgerons et des marchands. Mais les dates et les formes des migrations fournies par les sources coloniales doivent être prises avec des réserves.

Se basant sur les sources orales recueillies par les missionnaires et les administrateurs de territoires auprès des chefs coutumiers nommés par le pouvoir colonial après la première guerre mondiale, A. MOELLER situe au XVIIe et XVIIIe siècles les migrations des peuples actuels du Nord-Kivu. Ceux-ci seraient venus du Sud-Ouest de l'Ouganda (MOELLER A., 1936 : 7-8, 14, 29-30). D'après J.-B. CUYPERS (1966 : 200-204), dont le travail est essentiellement basé sur celui de MOELLER, la première vague de ces migrations était constituée des Lega du Sud-Kivu et du Maniema. La seconde vague migratoire, datant du XVIIe siècle et beaucoup plus complexe que la première, comprenait les YIRA (Nande), les Hunde, les Nyanga, les Havu, les Shi et les Fuliro, mais

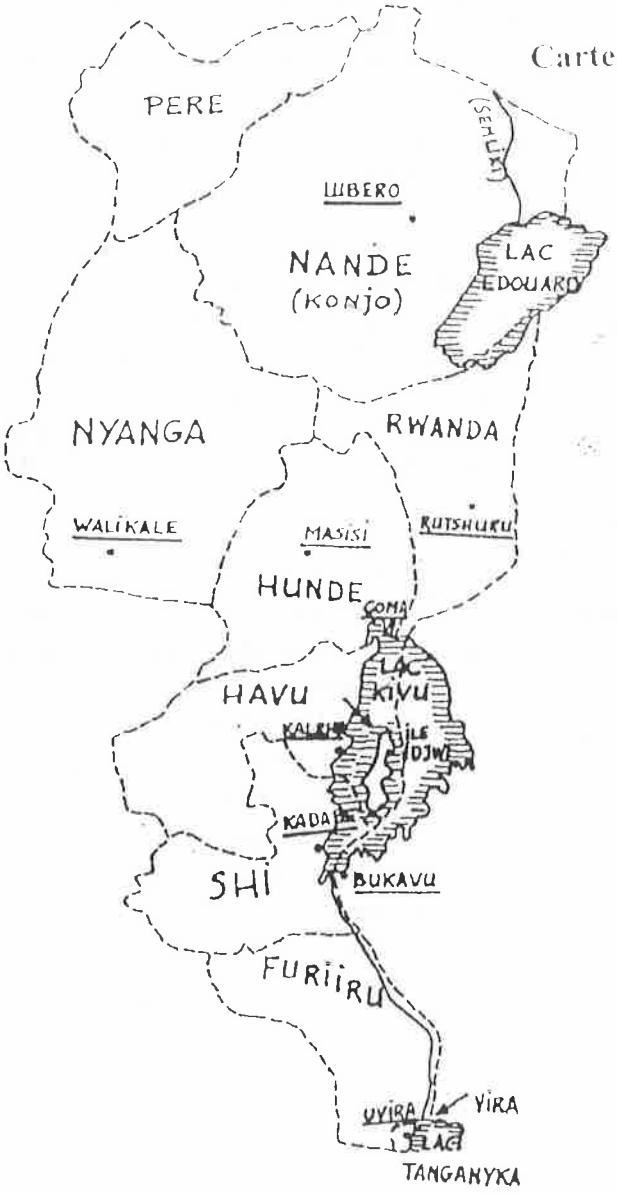
également les Banyarwanda du Nord-Kivu, du Rwanda et du Burundi **(voir carte n° 2).** J.-B. CUYPERS affirme que les Banyarwanda de RUTSHURU se sont installés dans cette région avant les Hunde et se sont mélangés à ceux-ci. Cette affirmation peut soulever quelques réserves. Ce qu'on sait est qu'il y a eu beaucoup de mariages entre les deux groupes ethniques voisins.

Les données fournies par l'étude des pèlerinages annuels aux lieux sacrés et par l'organisation socio-foncière coutumière soutiennent la thèse de J.-B. CUYERS relative à l'antériorité de l'immigration des Hutu, des Tutsi et des Pygmées Yanda dans la région des volcans Virunga, contrairement aux affirmations de P. MATHIEU et Tsongo MAFIKIRI selon lesquelles les deux premiers groupes habiteraient le BWISHA depuis seulement le XIX siècle (MATHIEU, P. et MAFIKIRI, T., 1999 : 23).

Si tel était le cas, on expliquerait difficilement comment cette région a seulement été peuplée au XIXe siècle alors qu'elle dispose de meilleurs sols volcaniques du Kivu, du Rwanda et du Burundi (DREVET, J.-F., 1977), de gisements de fer reconnus de qualité exceptionnelle par la Mission des Prospections Géologiques Scientifique du Comité National du Kivu dans les années 1920 (SALEE, A., BOUTAKOFF N. et DE LA VALLEE, J., 1939 : 220-221 ; WAYLAND, E. 1931 et 1927), des pâturages d'altitude arrosés tout au long de l'année ainsi que des salines (PAGES, A., 1933 : 34), etc. C'est à cause de tous ces avantages entre autres que la partie occidentale du BWISHA fut pendant des siècles un des couloirs des migrations bantoues au Nord-Kivu.

Les groupes ethniques du Kivu oriental

Carte n° 2



Source : CUYPERS J.-B, 1966.

Les pratiques sociales et religieuses tels que les pèlerinages traditionnels, les cérémonies religieuses et rituelles organisées annuellement par les unités sociales traditionnelles (clans, lignages, segments de lignage) sur les sites sacrés de leurs ancêtres-fondateurs tendent à prouver une chose : les migrations bantoues n'ont pas revêtu dans la région des volcans la forme d'invasions spectaculaires unidirectionnelles et de cortèges monstres de groupes sociaux définitivement stratifiés et déferlant comme des vagues sur les terres vides d'hommes comme le prétendent A. MOELLER (1936 : 31-32) et L. BERGMANS (1970 : 14-15 ; 18-20).

Ces pratiques sociales et religieuses tendent à montrer que les migrations étaient des faits des familles et qu'elles connaissaient des flux et des reflux. De nombreux clans et lignages quittent le Rwanda et les régions de BWITO et MASISI pour les pèlerinages aux sites sacrés (ficus ancestraux sacralisés) se trouvant au BWISHA dans la région des volcans. On observe aussi des mouvements d'autres clans et lignages dans le sens inverse (NZABANDORA N.M., 2003 : 76-82). Les bois sacrés portent le nom de **Imana** (Dieu, Chance) ou **Kazi ka Muntu** (Racine humaine). Ce sont des arbres immenses, de véritables architectures naturelles dont la masse épaisse et haute attire de loin l'attention de tout voyageur. Les observations faites par le Père A. PAGES tout au début des années 1900 permettent de croire que les pèlerinages annuels aux sites sacrés des ancêtres-fondateurs des unités sociales traditionnelles sont une pratique généralisée dans la région des volcans Virunga. Nous en avons retenu au hasard le cas des lignages du clan des Balihira dont celui des Bakora.

Le lignage formé par les Bakora localise son origine à Gikore dans la région de NDORWA située à la frontière entre le Rwanda et l'Ouganda, au Nord-Est des volcans Virunga. Quelques familles de ce lignage émigrèrent de Gikore à Bwito dans le Rusthuru, donc au Nord-Kivu. De là elles peuplèrent ensuite les localités situées au Nord-Ouest du Rwanda sur les rives septentrionales du lac Kivu : Muti près du cratère de Bunyogwe, Lumbati et Kanama. Les membres de ce lignage « *dispersés à travers la région des volcans* »,

témoigne A. PAGES, « *avaient, eux aussi, pris l'habitude de se réunir annuellement, à un jour fixé d'avance, à Muti. On se cotisait pour l'achat de Cinq ou six chèvres dont l'une était offerte en sacrifice aux ancêtres du clan sur le lieu de rassemblement. Les autres étaient conduites à Bwito au Congo belge et étaient égorgées dans le village des Balihira d'où étaient partis ceux qui vinrent s'installer au Bugoyi dans le Nord-Ouest du Rwanda* » (PAGES, A., 1933 : 668).

Les pratiques sociales et religieuses relatives aux bois sacrés tendent à prouver que les habitants actuels du BWISHA sont venus de toutes les directions (Rwanda, Ouganda, Bwito, Masisi) et y ont envoyé des émmigrants à travers des siècles. Les migrations ont été favorisées par plusieurs facteurs : scissions, fusions et alliances des unités sociales traditionnelles (clans, lignages, segments des lignages, les pactes de sang, les alliances matrimoniales, la parenté à plaisanterie (**ubuse** en Kinyarwanda, **utani** ou **kutania** en Swahili), la présence des ressources naturelles, les réseaux commerciaux et religieux ainsi que les calamités tant naturelles que politiques.

J.B. WEBSTER et A.C. UNOMAH ont observé par exemple que les poussées de sécheresse dans le Sud-Ouest de l'Ouganda au XVIIe siècle et au XVIIIe siècle provoquaient des migrations vers les hauts plateaux plus humides et plus arrosés qui dominent au Nord-Kivu le Rift Ralley occidental africain et qui sont habités et exploités depuis au moins le Ier millénaire avant notre ère (PACKARD), R.M., 1981 : 58-60 ; 182 et CHRETIEN, J.P., 2000 : 120-121). Les périodes de calamités naturelles et politiques qui frappaient le Sud-Ouest de l'Ouganda, où les peuples du Kivu situent leur origine, sont contemporaines d'un vaste réseau commercial et d'un système d'échanges généralisés qui se sont développés autour du lac Edouard dès 1750 au moins (WEBSTER, J.-B. et UNOMAH, A.C., 1976 : 289). Ces échanges commerciaux intenses attiraient des peuples venus de divers horizons. Pendant les calamités naturelles et politiques (lutte entre les grandes puissances interlacustres autour des salines de KATWE sur la côte nord-est du lac Edouard), ces peuples

émigraient vers les hautes terres humides et fraîches du Nord-Kivu à la faveur des réseaux commerciaux et religieux, des affinités claniques, des pactes de sang, des alliances matrimoniales, des brassages linguistiques ou des spécialisations économiques, etc.

La dépression centrale du Rift Valley occidental africain (plaines de la Semliki et de la Rutshuru – Rwindi situées respectivement au Nord et au Sud du lac Edouard) fut ainsi pendant des siècles le couloir de prédilection et la plaque tournante des migrations intempestives comme en témoigne le nombre surprenant des sites sacrés qu'on y trouve. Ces sites sacrés constituent des socles identitaires des unités sociales traditionnelles au Nord-Kivu, aussi bien chez les Banyabwisha que chez les Nande, les Hunde et les Nyanga par exemple.

II. LES SOCLES IDENTITAIRES TRADITIONNELS DES GROUPES SOCIAUX DU BWISHA

Au Kivu la langue vernaculaire a tendance à primer sur la parenté réelle ou supposée des groupes sociaux. Deux exemples suffisent pour illustrer nos propos. Les membres du lignage nyanga des Baroba (Est du Territoire de Walikale) se sont entretués en 1994-1995 dans la région de Ntoto parce que les uns parlaient le Kihunde et les autres le Kinyanga. Les Nyanga s'attaquaient aux Hunde parce que les milices maï maï hunde avaient tué un chef coutumier nyanga. Ils ont tué des Nyanga parlant le Kihunde et de ce fait identifiés comme Hunde, contrairement aux résultats des recherches généalogiques effectuées ultérieurement par les intellectuels nyanga indignés. Un autre exemple est celui des habitants des territoires de Beni et de Lubero au Nord-Kivu. Ils sont considérés presque partout au Congo comme étant tous des Nande à part entière du fait qu'ils parlent de Kinande, alors qu'ils sont composés de plusieurs ethnies. Ce phénomène n'est guère étonnant, car la classification des peuples africains depuis le XIXe siècle est basée sur des critères linguistiques. La langue parlée au Bwisha est un dialecte

du Kinyarwanda. Les habitants du Bwisha sont donc identifiables par leur langue, exactement comme les autres groupes ethniques de la République Démocratique du Congo en général et du Kivu en particulier.

Un autre socle identitaire des groupes sociaux du Bwisha est constitué par les unités sociales traditionnelles. Comme en témoigne J.-P. CHRETIEN, les clans constituent dans la Région des Grands Lacs les structures les plus anciennes de la société. Combinant parenté réelle ou supposée, exogamie, code symbolique et règles de solidarité, les clans sont restés au cœur de la vie sociale. Quant on demandait à un paysan, que ce soit au Burundi, au Rwanda ou au Tanganyika, dans les années 1930 ou les années 1960 : « *Tu es quoi ; la réponse immédiate était la mention du clan* » (CHRETIEN, J.-P., 2000 : 71-72). Au Bwisha ce paysan répondrait spontanément qu'il est « *Munyarwanda* » s'il a affaire à des ethnies voisines. Au milieu des autres Banyarwanda, il déclinerait spontanément l'identité soit de son clan (*ubwoko ou umulyango*), soit de son lignage (*ikisekuru*), soit de son segment de lignage (*ishanga ou ikitsina*), soit enfin l'identité de la famille (*umulyango*), selon que ses interlocuteurs partagent avec lui une ou plusieurs unités sociales traditionnelles.

L'identité complète comprend généralement les noms de clan, de lignage, de segment de lignage et de sous-segment de lignage ainsi que la mention d'animaux totémiques et la localisation des bois sacrés de ces unités sociales traditionnelles. Dans la chefferie du Bwisha comme au Rwanda, au Burundi et au Sud-Ouest de l'Ouganda (District de Kigezi), on trouve les Tutsi, les Hutu et les Twa (Yanda) dans un même clan. Ces trois groupes sociaux partagent donc les mêmes clans, les mêmes totems, les mêmes sites sacrés, les mêmes rites et cultes religieux publics.

Les clans sont profondément enracinés dans la vie sociale des groupes sociaux du Bwisha. Le Lieutenant A. SPILTOIR, Chef du Secteur de Rutshuru, a souligné cette caractéristique fondamentale identitaire des habitants du Bwisha en janvier 1908. Voici ce qu'il écrit à ce sujet :

« *Dans une étude sur les mœurs des Bahutu (rapport d'août 1907), je disais que le territoire se divise, au point de vue politique, en chefferies, sous-chefferies, etc. Ce renseignement était exact mais le principal y manquait. Le pays se divise en réalité en « clans » (mulyango en indigène) et cette division est la seule importante. Un clan peut constituer une grande chefferie. Il peut aussi y avoir plusieurs clans dans une chefferie. Cette division en clans est la seule à considérer pour les différents points de vue, et c'est celle, et la seule, dont on devrait tenir compte dans la délimitation des terres indigènes comme dans les impositions, car les indigènes ayant de tous temps été groupés ainsi, ce serait porter une grande atteinte à leurs coutumes en agissant autrement. Dans le rapport précédent je disais que tous les biens appartiennent au Chef. C'est une erreur. En réalité les biens appartiennent à tout le clan* »[1].

S'appuyant sur des exemples concrets tirés de la chefferie de GISIGARI, alors placée sous l'administration du Chef NTAMUHANGA du clan des Bungura, le Lieutenant A. SPILTOIR soutient dans le même rapport que les clans, les lignages et les segments des lignages constituent au Bwisha des entités sociales, territoriales, administratives, économiques (foncières) et fiscales hiérarchisées. Ce fait fut du reste illustré en 1928 par l'administrateur territorial de Rutshuru, J. DUBUISSON, connu localement sous le nom de Bwana Pongo, dans une étude très détaillée consacrée au système de levée des tributs coutumiers au profit du Royaume du Rwanda pré-colonial (DUBUISSON, J., 1935 : 62-64).

---

[1] SPILTOIR, A., Enquête sur les coutimes en exécution du décret du 3 juin 1906 : Territoire de la Ruzizi-Kivu, Zone de Rutshuru-Beni, Secteur de Rutshuru, Race Muhutu, le 10 janvier 1908. Dossier A.I. (1370). Archives Africaines de Bruxelles, Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique.

Le même système fut étendu aux communautés claniques hunde situées à l'Ouest du Bwisha, c'est-à-dire à l'Ouest de la région des Volcans et au Sud du lac Edouard. Les informations recueillies en juin 1937 auprès du chef coutumier KOMAKOMA, *« né vers 1890 et descendant des anciens chefs Wahunde »*, témoignent en effet que *« les populations qui occupaient la plaine au Sud du lac Edouard et la vallée supérieure de la Rwindi lors de la création du Parc National Albert devaient tribut au Roi du Rwanda jusqu'à la guerre mondiale de 1914 »* (HUBERT, E., 1947 : 21).

C'est durant le dernier quart du XIX siècle que la région congolaise des volcans et ses environs furent complètement intégrés dans le royaume du Rwanda. Le fils aîné et successeur du Roi RWABUGIRI du Rwanda, RUTALINDWA, avait une prestigieuse cour royale à Kayenzi où se trouve actuellement le camp militaire de RUMANGABO dont la construction date de 1949. C'est là d'ailleurs qu'il se serait marié d'après les fils et **petits** fils des grands forgerons du BWISHA qui furent mobilisés pour **habil**ler la reine.[2]

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, les mandataires de la cour du Rwanda au Bwisha n'étaient pas tous Tutsi ni originaires du Rwanda. Les régions de Kibumba, Rugari et Gisigari situées dans la région des volcans sur les rives septentrionales du lac Kivu, par exemple, étaient respectivement dirigées par Burunga, Lulenga et Ntamuhanga qui sont tous des Hutu membres des clans anciennement installés au Nord-Kivu : *Abasinga* et *Abungura*.
Par contre les mandataires du Royaume du Rwanda qui administraient les régions de Jomba et Busanza situées plus au nord que les premières citées étaient des Tutsi. La domination de la région des volcans Virunga par le Rwanda a davantage été réalisée grâce à des alliances avec les clans locaux que par des conquêtes militaires.

---

[2] Le Chef d'Equipe de ces forgerons était le forgeron-fondeur Mbitse de Mutovu (Gisigari) , le père du vieillard SENYUNDO qui nous a livré ces témoignages en mars-avril 1983 à MUTOVU lors d'une enquête portant sur la métallurgie traditionnelle du fer et financée par l'ACCT (Agence de Coopération Culturelle et Technique) de Paris.

En 1911, date de la matérialisation au Nord-Kivu des frontières du Congo avec le Rwanda et l'Ouganda conformément aux accords tripartites (Allemagne, Angleterre, Belgique) de Bruxelles du 10 mai 1910, les missionnaires catholiques de Rugari furent encore témoins des caravanes qui acheminaient les tributs à la Cour Royale de Nyanza au Rwanda. Ces tributs étaient constitués de produits fort variés, y compris les vivres divers, les masses et le minerai de fer, les houes neuves et usées, les lances, les couteaux, les bracelets en fibres végétales de raphia (amatega ou ibikaka), du miel, les pointes d'ivoire, le petit et le gros bétail, les peaux d'animaux sauvages symboliquement chargés, etc. (DUBUISSON, J., 1935 : 62-64). Ils étaient acheminés à Nyanza (Butare) au Rwanda via le Bufumbira (Sud-Ouest de l'Ouganda) où se trouvait le régisseur du Roi répondant au nom de Nyindo.

A la fin du XIXe siècle, le Bwisha était parfaitement intégré non seulement dans l'histoire politique du Rwanda, mais aussi dans les structures sociales et culturelles spécifiques à ce dernier ou au Burundi, à savoir la langue et les clans comprenant aussi bien les Hutu et les Tutsi que les Twa. Cette intégration des groupes sociaux basée sur la langue, l'histoire et les structures socio-culturelles était renforcée par la complémentarité et l'intégration économiques de ces groupes. Les observations faites au Nord-Kivu entre 1902 et 1928 par les officiers de l'Etat Indépendant du Congo, les ingénieurs géomètres de la Mission Géographique du Territoire de la Ruzizi-Kivu, les chefs de poste ou de secteur, les missionnaires catholiques, les missions de prospection des possibilités de la mise en valeur du Kivu oriental et les administrateurs territoriaux, etc. portent entre autres sur la qualité de l'organisation économique de la région des volcans et sur les rapports qui existaient entre les différents groupes sociaux du Bwisha. Les situations dont elles témoignent sont évidemment celles de la fin du XIXe siècle. Après avoir analysé l'intégration des groupes sociaux du Bwisha sur les plans social et culturel, les documents d'archives décrivant la situation de la fin du XIX siècle nous permettent à présent d'examiner les rapports

socio-économiques qui existaient entre ces groupes sociaux avant la colonisation belge.

III. LA COMPLEMENTARITE ET L'INTEGRATION ECONOMIQUES DES GROUPES SOCIAUX DU BWISHA A LA FIN DU XIXe SIECLE

3.1. L'intégration de l'agriculture à l'élevage

La diversité, l'intégration et la complémentarité des spécialisations socio-économiques des ensembles morphoclimatiques et des groupes sociaux constituent une des caractéristiques identitaires du Bwisha au Nord-Kivu à la fin du XXe siècle. L'espace physique du Bwisha était organisé et exploité de façon à promouvoir la complémentarité et l'intégration socio-économiques des divers groupes sociaux. La qualité de l'organisation de cette espace a édifié les premiers européens qui ont sillonné cette région et y ont séjourné entre 1900 et 1928.

On comptait au Bwisha à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècles au moins cinq zones socio-économiques : une zone agro-pastorale, une zone quasi exclusive d'élevage bovin, une zone de chasse, une zone métallurgique, une zone de pêche et de transport lacustres et enfin des pôles d'activités commerciales dominantes (NZABANDORA, N.M., 2003 : 100 – 119). La zone agro-pastorale et la zone presque exclusive d'élevage bovin suffisent pour illustrer nos propos.

Au début des années 1920 déjà, la grande forêt dense d'altitude, humide et fraîche du Bwisha avait considérablement reculé au profit des champs de cultures et des pâturages. «*Pour couvrir les maisons* », témoignaient les missionnaires catholiques de la Paroisse de Rugari en 1923, « *il faut aller chercher de la paille à deux lieues (± 9 km) d'ici et la paille est vite pourrie car, dans le pays des volcans, il pleut presque tous les jours* » (Société des Missionnaires d'Afrique, 1925 : 139).

Des témoignages relatifs à la densité des populations, à la « *prodigieuse* » fertilité des sols, à la prospérité aussi bien de l'élevage que de l'agriculture abondent dans les rapports militaires, missionnaires et administratifs couvrant la période allant de 1904 à 1911. Au terme de trois ans (1904-1906) de récolte des données sur les mœurs des habitants de la région des volcans, le Lieutenant G.VERVLOET. écrit au sujet des groupements de Busanza et Jomba : « *la population (...) est beaucoup plus dense chez les Bahutu entourant immédiatement les volcans. Alors que ces derniers subissent plus directement l'influence (politique) des Watuzi, ils sont groupés en assez gros villages. Les champs s'étendent fort loin sur les flancs des montagnes (...). Les haricots, les petits pois et le ricin sont remisés dans de gros paniers cylindriques de 1m50 de hauteur sur 70 à 80 cm de large, le sorgho et l'éleusine non décortiqués stockés dans des greniers plus larges et enfin des patates douces* » (VERVLOET,G., 1910 : 119).

La même année le Père A. HUYS parle à propos de Rugari situé plus au sud d'une « *population dense* », du « *climat sain* », du « *terrain très fertile* » et de « *riches et populeuses contrées* ».[3]

Les régions situées au pied des volcans Virunga formaient en effet avant la colonisation effective une remarquable zone agro-pastorale prodigieusement fertile, densément peuplé et intensément mise en valeur. J. SCHWETZ (1930 : 28) qualifiait la région de Jomba qui en fait partie de « *centre de population, de cultures et d'élevage* ». Il confirme ainsi les observations du Commandant BASTIAN, 1er Commissaire du Territoire de la Rusizi-Kivu. Ce dernier témoignait le 23 avril 1911 que le sol de Jomba était « *d'une fertilité prodigieuse. Quoique dépourvue de rivières* », poursuit-il, « *cette région est très peuplée d'anciens sujets du sultan du Rwanda et à leur tête se trouve le Chef Tchicilongo*

[3] Lettre du Père A.HUYS du 21 septembre 1910 au Père O.ULRIX. Dossier M.601 : Missions Religieuses. Archives Africaines de Bruxelles. Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique.

(lire Nshizirungu). Le bétail est dans cette région très abondant et soigné par les Watuzi, tandis que les Wahutu dépendant des ceux-ci se livrent à une agriculture intensive sur les flancs et à la base des montagnes. En somme, un pays très riche et qu'il me paraît avantageux de chercher à conserver ».[4]

A quelques dizaines de kilomètres au Sud de Jomba se trouvent les régions de Gisigari et de Rugari où J. SCHWETZ a observé en février 1928 « *des plantations indigènes verdoyantes de bananiers, haricots, blé, pomme de terre, légumes très variés* » ainsi que « *des populations denses et de nombreux troupeaux de gros bétail* » (SCHWETZ, 1930 : 36).

L'Inspecteur d'Etat MEULEMEESTER renchérissait en 1911 : « *Le pays entourant la mission (de Rugari) est de tous ceux que j'ai vus au Congo le mieux cultivé et chose digne de remarque, c'est la première fois que j'ai vu un homme cultiver ses champs à la houe avec sa ou ses femmes* ».[5] Le Père SUMULDERS, Supérieur de la Mission Catholique de Rugari, confirmait ce témoignage en novembre 1911 : « *Les indigènes sont des mœurs plutôt douces. Ils sont des cultivateurs travaillant dur. Jamais on ne voit les hommes inactifs, assis au jeu. S'ils ne cultivent pas, ils fabriquent des nattes ou des corbeilles* ».[6]

---

[4] Commandant BASTIAN, Lettre à Monsieur le Ministre des Colonies datée de Mtoto ya Mongo (Busanza) le 23 avril 1911. Dossier AE 346 (281) : Règlement des frontières avec le Royaume-Uni. Archives Africaines de Bruxelles. Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique.

[5] MEULEMEESTER , Rapport d'inspection du Kivu-Missions religieuses. Copie transmise au Père ULRIX, Supérieur des Pères Blancs, par M.KERVYN le 2 août 1911. Dossier M.601 : Missions Religieuses. Archives Africaines de Bruxelles. Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique.

[6] SMULDERS, Rapport sur la fondation de la station missionnaire Tongres Sainte-Marie de Lulenga (Rugari) adressé à Sa Grandeur Mgr ROELENS, Vicaire Apostolique du Haut-Congo et daté de Rugari, le 20 novembre 1911.

Enfin, le Dr. CARLIER, qui a séjourné au Kivu Oriental entre 1904 et 1914, semble conclure les témoignages déjà cités lorsqu'il relevait la complémentarité entre l'élevage du gros bétail et l'agriculture dans la région des volcans. Il souligne d'abord que les Tutsi et les Hutu pratiquaient la transhumance pendant la saison sèche en envoyant leurs troupeaux sur les plateaux humides et frais, constamment arrosés et où l'herbe est toujours abondante et verdoyante. D'après lui le Kivu oriental était complètement utilisé par les indigènes et donnait tout ce qu'il pouvait produire : « *Les prairies sont retournés et cultivées pendant deux ou trois saisons. Dès que la terre s'épuise, on l'abandonne au chiendent qui reconstitue de suite le pâturage* ».[7]

Même durant la période d'emblavures ou de labours les vaches sillonnaient toute la région des volcans à la recherche des jachères – pâturages ou des points d'eau. La dévastation des cultures était évitée ou limitée grâce aux clôtures érigées tout au long des couloirs servant de chemins des vaches qu'on appelle au Bwisha « *Imirombero* ». Chaque paysan s'attelait spontanément à clôturer la portion du chemin des vaches longeant son champ. Il consolidait la haie vive chaque fois que c'était nécessaire, sans être contraint par qui que ce soit, pour protéger ses cultures et sauvegarder les droits des éleveurs.

Les arbres qui servaient de haies vives ou de construction d'enclos au Bwisha sont l'érythrine (*umuko)* et le ficus (*umuvumu).* Ces deux essences ont des vertus pédologiques remarquables. Bien plus, elles ne sont pas appréciées comme bois de chauffe et encore moins comme bois de construction pour deux raisons liées à leur nature et aux pratiques religieuses et rituelles. Ces essences sont en effet tendres, germent spontanément et très facilement et sèchent très difficilement. Deuxièmement elles sont entourées de mythes

[7] CARLIER, Renseignements donnés à Monsieur le Directeur Général LAPLAE le 24 avril 1917 sur les régions du Kivu, du Rwanda et du Burundi. Dossier AGRI (359) : Voyages et missions agricoles. Archives Africaines de Bruxelles. Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique.

magico-religieux et interviennent beaucoup dans les rites de Ryangombe ainsi que dans le culte des ancêtres. Ces caractéristiques garantissaient la pérennité des haies vives clôturant les champs, les enclos des hameaux et les chemins des vaches. Ces haies vives donnaient au paysage de la région des volcans un aspect particulièrement pittoresque qui a beaucoup impressionné les premiers européens arrivés au Nord-Kivu entre 1900 et 1910 (VERVLOET, G., 1910 : 119).

Tout en enrichissant le capital sol et en le protégeant contre l'érosion, ce système d' « *Imirombero* » (chemin des vaches clôturés qui sillonnaient la région des volcans) intégrait l'agriculture à l'élevage et harmonisait les rapports entre les agriculteurs et les éleveurs. L'intégration de l'agriculture à l'élevage était d'ailleurs fondée sur des stratégies mutuellement avantageuses pour les agriculteurs et pour les éleveurs du gros bétail. Lorsqu'un champ ne produisait plus comme auparavant, il était abandonné en jachère de courte durée. Son propriétaire prenait alors des arrangements avec les éleveurs pour que leurs troupeaux viennent y pâturer durant quelques semaines. C'était la meilleure façon de fertiliser ce champs. De leur côté, les éleveurs sillonnaient la région des volcans après la récolte et même pendant les périodes de labours ou d'emblavures pour repérer les champs abandonnés en jachère et les chemins des vaches clôturés permettant d'y conduire les vaches sans endommager les cultures.

Pendant les périodes de transhumance en effet toutes les vaches n'étaient pas conduites vers les pâturages naturels permanents de très haute altitude. Les éleveurs gardaient dans leurs enclos permanents un certain nombre de vaches pour des raisons sanitaires (vaches malades ou en instance de mettre bas ou encore celles ayant des veaux à très bas âge) ainsi que pour des raisons alimentaires (sang, lait, beurre). La prospérité économique du Bwisha à la fin du XIXe siècle était liée au climat sain d'altitude, à la variété et à la spécialisation socio-économique des micro-terroirs ainsi qu'aux investissements humains et à l'intégration de l'agriculture à l'élevage

dans les zones agro-pastorales. Au delà de celles-ci, il existait cependant au Bwisha d'avant la création du Parc National Albert (actuel Virunga) le 21 avril 1925, une zone presque exclusivement consacrée à l'élevage bovin et à la chasse.

3.2. Les zones vouées presque exclusivement à l'élevage bovin et à la chasse

Les Tutsi du Bwisha dans la région des volcans Virunga se consacraient davantage à l'élevage bovin qu'à d'autres activités économiques. Comme le Mouvement Géographique (Journal au service de l'expansion coloniale belge) en témoignait déjà le 12 août 1900, l'élevage bovin apparaît comme une vocation ontologique des Tutsi au Nord-Kivu : *« Ils constituent une peuplade purement pastoral élevant un bétail à longues cornes au milieu duquel ils vivent et sont prêts à subir même de l'esclavage plutôt que de se séparer de leurs chères bêtes »*.[8]

Les soins que les Tutsi donnent aux vaches paraissent inégalables. C'est l'une des raisons qui poussaient les Hutu à leur confier la garde de leur gros bétail moyennant leur approvisionnement en vivres, en bière, en tabac, etc. Le Père SMULDERS, Supérieur de la Mission Tongres Sainte – Marie de Rugari, en a témoigné en 1911 à propos du groupement de Rugari :

« Les populations renferment des Watutsi et des Wahutu. Les Watutsi, c'est-à-dire les Nobles, sont en minorité et ne jouent pas le grand rôle politique qu'ils jouent au Rwanda. Ils sont pasteurs et possesseurs de bétail. J'en connais deux qui possèdent de 100 à 150 têtes de gros bétail (...). Les Wahutu possèdent eux aussi quelques vaches qu'ils font mener aux pâturages par les Watutsi. Ils ne sont nullement esclaves de ces derniers et ne leur payent pas de tribut.

---

[8] « L'expédition Grogan dans la région des Grands Lacs d'Afrique Orientale – le Lac Kivu », in **Mouvement Géographique**, 17e année, n° 31 du 12 août 1900, col. 388.

Ils se contentent de leur fournir des vivres en échange de lait et de beurre car le Mututsi ne cultive pas ».[9]

Cet extrait confirme d'autres témoignages déjà cités et concernant la région de Jomba située au Nord de Rugari dont il est question ici. La même source portant sur la fondation de la mission de Rugari en 1911 fournit un témoignage sur l'existence, dans la région des volcans Virunga, d'une zone réservée presqu'exclusivement à l'élevage bovin et nettement distincte de celle consacrée principalement aux cultures. Ce témoignage concerne les régions de Rugari et de Gisigari. Gisigari est situé entre Rugari et Jomba **(voir carte n° 3 des groupements de la Chefferie du Bwisha au Nord-Kivu).**

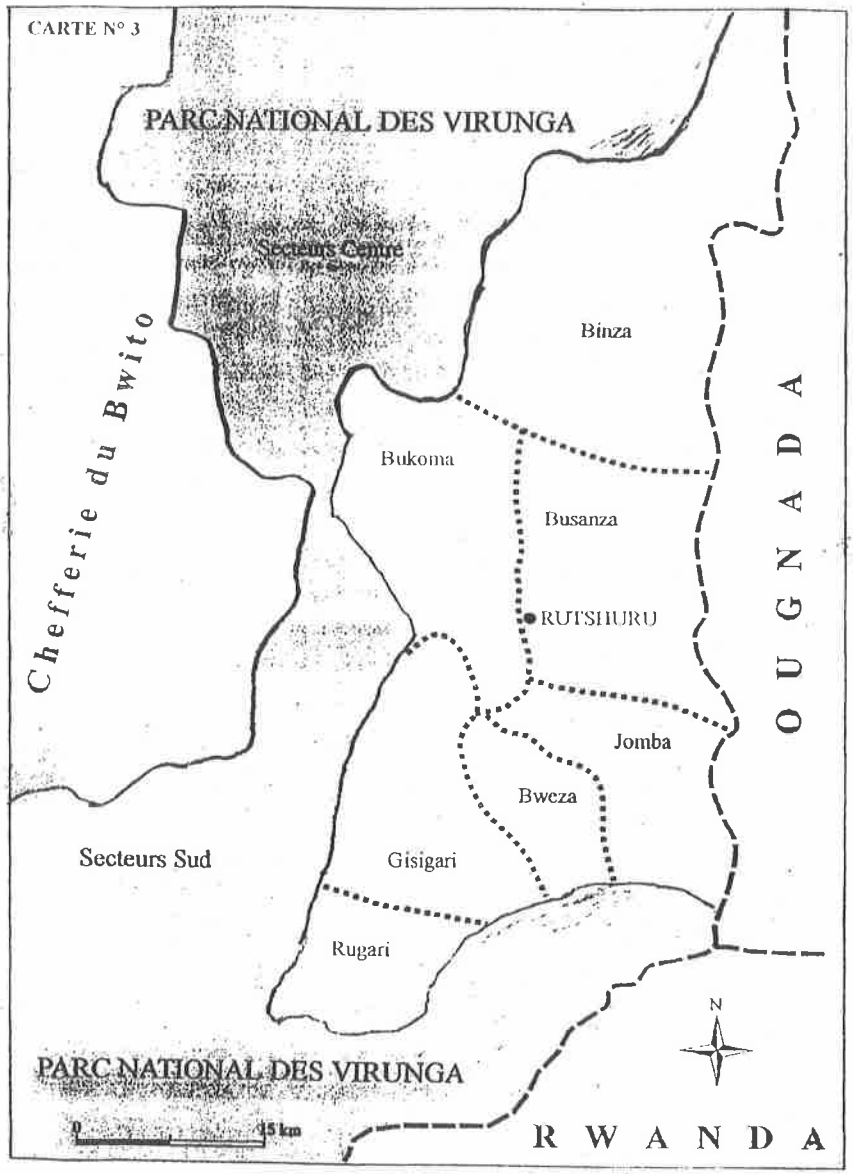
« *Le Kisigale où nous avons fixé notre résidence est situé dans la région des volcans qui la bordent au Nord-Est et au Sud-Est. Il touche le Lutari (plaine de lave) et atteint le Kibumba au Sud-Ouest. Politiquement le pays est gouverné par Lulenga qui lui-même n'est qu'un sous-chef de Ntamohanga [lire Ntamuhanga], Chef médaillé de l'Etat habitant au Nord-Est. Le pays est très beau à cause des cultures qui couvrent toutes les collines. Au Nord comme à l'Est et à l'Ouest, les terres cultivées s'étendent jusqu'à la lave, pas un seul pouce de terrain qui ne se réclame de son propriétaire. Les environs de Mikeno (volcan éteint) servent de pâturages aux troupeaux* ». La zone exclusive d'élevage dans la région des volcans était exploitée par les Bagogwe.

---

[9] SMULDERS, Rapport sur la fondation de la station missionnaire Tongres Sainte-Marie au Kivu adressé à sa Grandeur Mgr. ROELENS, Vicaire Apostolique du Haut-Congo. Copie transmise au D.G.E. KERVYN par le Père O.URLIX par la lettre datée d'Anvers le 20 novembre 1911. Dossier M.601 : Missions Religieuses. Archives Africaines de Bruxelles, Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique.

La coexistence des agriculteurs et des éleveurs était non seulement fondée sur l'échange des services (garde des vaches appartenant aux Hutu) et des biens comme on l'a déjà vu, mais aussi s'organisait en niches écologiques distinctes comme c'était le cas également dans les royaumes de Nkore (voisin du Bwisha) et de Karagwe signalé par J.-P. CHRETIEN (2000 : 66). Les observations citées ci-haut du Père SMULDERS et datant de novembre 1911 furent en effet confirmées en 1928 par M. JUSSIANT lors de la prospection des possibilités économiques du Nord-Kivu oriental. Voici ce qu'il écrit sur la région du Bwisha : « *Vers le nord du lac Kivu, les éleveurs indigènes se sont installés sur les contreforts des volcans de bambous dont les jeunes pousses sont appréciées du bétail et les troupeaux s'y maintiennent dans un état splendide* » (JUSSIANT, M., 1930 : 430-431 ; voir aussi PAGES, A., 1953 : 42).

Les Groupements de la chefferie du Bwisha au Kivu



La région des volcans Virunga connaît une végétation étagée suivant l'attitude. Généralement, c'est à partir de 2000-2500 m d'altitude qu'on rencontre les bambous. Dans la région des volcans Virunga, aussi bien au Congo que du côté rwandais et ougandais, la zone consacrée presque exclusivement à l'élevage bovin était comprise entre 2000 m et 3500 m d'altitude (VERSCHUREN, J., 1993 : 94). Le Dr. CARLIER, qui a séjourné au Kivu oriental entre 1904 et 1914, classe la région des volcans Virunga parmi les trois grandes et prospères zones précoloniales d'élevage bovin qu'il a observées. Outre la région des volcans Virunga, il cite la plaine de Luvungi (Ruzizi) sur les rives septentrionales du lac Tanganyika et les collines de Kabare-Katana au Sud-Ouest du lac Kivu chez les Shi du Sud-Kivu.[10]

Les éleveurs de gros bétail hutu et tutsi du Bwisha disposaient en outre d'une zone de transhumance à l'Ouest des volcans actifs. J.CAPELJE, Conservateur des Titres Fonciers au Kivu en a parlé en juin 1941 dans une étude consacrée aux droits indigènes dans les secteurs Sud du Parc National Albert (Virunga aujourd'hui). « *Les terres du P.N.A. (Parc National Albert) », écrit-il, « sont grevées d'un droit de passage avec droit de pâturage permettant le déplacement de bétail d'une région du Bwisha (Sud-Est de Rutshuru) à l'autre (Mushari-Bwito et Masisi à l'Ouest et au Sud-Ouest de Rutshuru). Depuis longtemps », précise-t-il, « tout a été prévu pour que le Bwisha ne puisse pas manquer des terres pour pâturage* ».[11]

---

[10] CARLIER, Loc. déjà cité, voir note 7.

[11] CAPELSE, J., Note pour le Gouverneur de la Province de Costermansville suite à la dépêche n° 4033/AE/T du 9 avril 1941 de Monsieur le Gouverneur Général du Congo Belge, Costermansville, le 25 juin 1941, p. 9. Dossier A12 ag : Droits indigènes au P.N.A ; Archives de la Station administrative et technique des Secteurs Sud du Parc National des Virunga à Rumangabo (Nord-Kivu). Voir aussi Archives des Services des Titres Fonciers à Bukavu (Sud-Kivu) dans le dossier portant les mêmes références.

La zone exclusive d'élevage bovin du Bwisha et sa zone de transhumance décrites ci-dessus étaient contiguës aux domaines de chasse sur les flancs des volcans. Pour utiliser leur propre expression, les Pygmées Yanda « *trayaient la forêt* » des volcanarte N° s Virunga de plusieurs manières : chasse, apiculture, droit de péage sur les caravanes des commerçants traversant les volcans, monopole sur les produits forestiers tels que les lianes servant à fabriquer les boucliers (*isuri*), le bois mort odoriférant ou les fruits dits « *intake* » pour parfumer les lotions de corps et les habits, etc. La fabrication des gibecières et des ceintures de type cordon avec de grosses flôches était aussi le monopole des Pygmées Yanda. La demande de ces deux articles était très élastique et solvable dans la région des volcans Virunga. Les cultivateurs, les éleveurs, les commerçants, les voyageurs et les guerriers ne se séparaient jamais de leurs gibecières qui leur servaient de fourre-tout. C'était l'équivalent de sac à main pour les femmes de la ville d'aujourd'hui. Les ceintures de type cordon étaient également très recherchées. Elles étaient en effet tout à fait indispensables à toute personne du fait qu'elles servaient à nouer les étoffes en peau de bête ou en écorce de ficus autour des reins. Enfin les Pygmées Yanda avaient le monople de la chasse aux éléphants et de la vente des points d'ivoire dans la région des volcans à la fin du XIXe siècle et tout au début du XIXe siècle (NZABANDORA, N.M., 1983 : 1-39).

Avant la colonisation effective du Nord-Kivu, les Pygmées Yanda pouvaient ainsi se procurer tout ce qu'ils voulaient auprès des cours royales, des agriculteurs, des éleveurs, des forgerons et des commerçants venant de tous les horizons. Ils jouissaient d'un grand prestige et d'une grande considération sociale auprès de toutes ces catégories sociales. Leur puissance militaire était redoutée, leur amitié et leur alliance sollicitées par ces dernières. Mais ils ont mis à feu et à sang la région des volcans tout au début des années 1900. Il a fallu la coalition des éleveurs et des agriculteurs locaux ainsi que des armées coloniales allemande (à partir du Rwanda), anglaise

(à partir de l'Ouganda) et du Congo belge pour les exterminer (NZABANDORA, N.M., 1983 : 1-39). Ce fut le premier génocide de la région des Grands Lacs! Les Pygmées Yanda étaient provoqués par des expéditions punitives de la cour du Rwanda chargées de les réprimer parce qu'ils empêchaient la collecte et l'acheminement des tributs. Les Hutu et les Tutsi refusaient souvent de fournir les tributs sous prétexte que les Pygmées Yanda pillaient leurs biens et les attaquaient incessamment.

A part les guerres livrées par les Pygmées Yanda pendant certaines périodes, l'intégration sociale et économique des groupes sociaux du Bwisha au XIXe siècle ne laisse pas l'ombre de doute. C'est en tout cas ce qui ressort des témoignages des premiers européens qui ont visité la région des volcans ou/et y ont séjourné entre 1900 et 1928. Comme nous l'avons montré, l'identité commune des Hutu, des Tutsi et des Twa était enracinée dans les structures sociales et les pratiques tant religieuses que rituelles ainsi que dans l'organisation socio-économique de l'espace et la complémentarité tant socio-professionnelle que économique mutuellement avantageuse, sans oublier l'échange des services.

L'identité commune n'exclut pas cependant la diversité des modes de production de différents groupes sociaux. Comme déjà dit, dans la région des volcans Virunga, on trouve au sein d'un même clan des agriculteurs, parfois en même temps éleveurs, des éleveurs spécialisés, des chasseurs-collecteurs, des pêcheurs spécialisés, des forgerons-fondeurs, des sauniers, etc. Tous ces différents groupes sociaux économiques spécialisés exploitaient chacune un biotope adapté à ses activités principales. La qualité de l'organisation de l'espace du Bwisha était donc à la fois liée à la diversité de ses biotopes (milieux écologiques ou micro-terroirs), de ses groupes sociaux et de leurs activités socio-économiques respectives. L'échange de biens et services résultant de la spécialisation économique des biotopes et des groupes sociaux qui les exploitaient ne pouvait que renforcer la complémentarité et l'intégration sociale des habitants du Bwisha. Bien plus, les éleveurs spécialisés,

les agriculteurs, les sauniers, les chasseurs-cueilleurs, les pêcheurs et les forgerons-fondeurs d'un même clan se retrouvaient ensemble, au moins une fois l'an, sous un même ficus ancestral clanique pour le culte public des ancêtres. Au cours de ce culte les différents groupes sociaux similaient leurs activités économiques ancestrales respectives. Signalons par ailleurs que les différents groupes sociaux du Bwisha comme ceux du Rwanda adhèrent aux mêmes valeurs suprêmes qui se manifestent à travers les formules de salutation : "*Gira abana*" (que tu aies beaucoup d'enfants), "*Gira inka*" (que tu aies beaucoup de vaches), "*Amashyo*", "*Amashyo gore*" (que tu aie des troupeaux, des troupeaux de vaches laitières), etc. Ces formules de salutation sont utilisées invariablement par les différents groupes sociaux du Bwisha.

Malheureusement l'identité des groupes sociaux de la région des volcans Virunga a été soumise à une rude épreuve sous et après la colonisation. On assiste durant les deux périodes à l'ethnisation des groupes sociaux du Bwisha et son instrumentalisation. La colonisation a collé aux différents groupes sociaux (Hutu, Tutsi, Twa) des étiquettes ethniques différentes alors qu'ils formaient au sens scientifique du terme une même ethnie et étaient intégrés dans les mêmes unités sociales traditionnelles comme nous l'avons vu. C'est ce phénomène que nous appelons ethnisation.

IV. L'ETHNISATION DES GROUPES SOCIAUX DU BWISHA ET SON INSTRUMENTALISATION

4.1. L'ethnisation des groupes sociaux du Bwisha et son instrumentations sous la colonisation

Le décret royal du 3 juin 1906 obligeait tout agent territorial , tout chef de poste ou de secteur ou tout administrateur territorial d'effectuer des enquêtes ethnographiques et d'en faire un rapport régulièrement. Les colonisateurs belges ont fait fi des unités sociales traditionnelles pertinentes, opérationnelles au Bwisha et incluant aussi bien les Tutsi et les Hutu que les Twa (Pygmées Yanda).

On dirait qu'ils étaient obsédés par la division et le classement des groupes sociaux du Bwisha en Tutsi ou en Hutu. Nous avons trouvé dans les documents d'archives manuscrits et datant de 1907-1908 par exemple les mentions suivantes : « *Territoire de la Ruzizi – Kivu, Zone de Rutshuru-Beni, Secteur de Rutshuru, Race Muhutu* ».[12]

Les rapports annuels sur l'activité de la colonie du Congo Belge présentés aux Chambres Législatives Belges en 1920, 1921, 1922 et 1923 par exemple parlent du « *Royaume des Bahutu sous l'administration du Mwami Daniel NDEZE* ». Durant les années 1920 et 1930 le Territoire de Rusthuru, alors s'étendant du lac Edouard au lac Kivu, portait la dénomination de « *Territoire des Bahutu* ». A cette époque tous les territoires administratifs du Congo Belge portaient les dénominations ethniques sans exception. On parlait par exemple du « *Territoire des Wanande-Sud, Chef-lieu Lubero* », du « *Territoire des Wanande-Nord, Chef-lieu Beni* », du « *Territoire des Wahunde-Wanianga, Chef-lieu Masisi* », du « *Territoire des Bahavu, Chef-lieu Kalehe* », du « *Territoire des Banyabungo », Chef-lieu Kabare* », etc. C'est seulement à partir de 1935 que les dénominations ethniques furent abandonnées au profit des noms des Chef-lieux qui désignaient en même temps les territoires. On disait par exemple : « *Territoire de Rutshuru, Chef-lieu Rutshuru* », « *Territoire de Lubero, Chef-lieu de Lubero* », « *Territoire de Beni, Chef-lieu Beni », « Territoire de Masisi, Chef-lieu Masisi* », etc. Ces dénominations ont été conservées jusqu'aujourd'hui comme n'importe qui peut le remarquer.

Les dénominations ethniques des entités administratives seront cependant récupérées au Bwisha lors de l'instrumentalisation de l'ethnisation, d'abord sous la colonisation pour des raisons de conservation de la nature et ensuite après l'indépendance pour des fins économiques et politiques. La première occasion de

[12] Dossier A.1. (1370) Archives Africaines de Bruxelles, Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique.

l'instrumentalisation des groupes sociaux du Bwisha fut les conflits fonciers entre les responsables du Parc National Albert (actuellement Virunga) créé en 1925 et les populations avoisinantes.

Ces conflits furent exacerbés par l'application abusive du décret royal du 9 juillet 1929 relatif à l'extension du Parc National Albert au Nord-Kivu. Ce décret a fait passer la superficie de la réserve intégrale de 24.000 hectares à 200.000 hectares et a créé des « *territoires annexes* » de 150.000 hectares dans les chefferies de Bukumu et de Bwisha au Sud-Est du Territoire de Rutshuru. Il précisait que les populations locales conserveraient tous leurs droits sur les territoires annexes en attendant les négociations en vue de leur rachat par le parc. Curieusement les « *territoires annexes* » furent délimités et incorporés dans la réserve intégrale entre 1929 et 1933. Les éleveurs, les agriculteurs et les chasseurs-collecteurs en furent expulsés. Ces trois catégories sociales ont lutté ensemble sans désemparer en continuant d'occuper et d'exploiter « *les territoires annexes* » comme par le passé. Les révoltes armées des Pygmées Yanda de Jomba et de Kamuronsa (Sake) ainsi que celles des Tutsi furent les plus redoutées par les responsables du Parc National Albert (NZABANDORA N.M., 2003 : 163-164).

Les services judiciaires et pénitentiaires de la Province du Kivu (alors Costermansville) furent débordés par l'ampleur des arrestations massives. En 1935, le Gouverneur Général du Congo Belge, P. RYCKMANS, a cependant bien signifié au Ministre des Colonies que les formalités de rachat des territoires annexes conformément au décret de 1929 n'avaient pas été respectées. Ce problème juridique a pris une tournure très inquiétante en 1937, date à laquelle le Parquet de Costermansville s'avisa que le décret du 9 juillet 1929 n'était plus applicable pour cette raison. En conséquence les jugements des contrevenants furent révisés, les prisonniers libérés et les amendes restituées. Désormais les procès-verbaux dressés par les responsables de l'Institut des Parcs Nationaux du Congo Belge à charge des contrevenants étaient

systématiquement classés sans suite par les services judiciaires. Les rétrocessions de quelques réserves en 1937 et en 1939 n'ont pas pu apaiser la fureur des éleveurs, des agriculteurs et des chasseurs-collecteurs qui se mobilisaient comme un seul homme. Finalement des véritables enquêtes de vacance de terres et le rachat des droits indigènes ne sont intervenus qu'en 1947-1948.

Mais le problème de terres pour l'élevage bovin et les cultures continua à se poser au Bwisha en dépit de l'émigration massive forcée vers les régions de Bwito et de Masisi en cours depuis 1929. Entre 1947 et 1957, le déficit de terres pour l'élevage et l'agriculture est passé de 5.124 hectares à 4.500 hectares dans le groupement de Rugari et de 5.779 hectares à 18.000 hectares dans celui de Jomba. Quant au groupement de Gisigari, il avait un excédent de 2.225 hectares de terres en 1947. Chose curieuse, il accusait une déficit de terres de 10.000 hectares en 1958. Le déficit de terres dans les groupements de Bweza, Jomba, Gisigari et Rugari riverains du Secteur Mikeno, abritant les gorilles de montagne, fut évalué à 34.500 hectares en 1958.[13] Cette superficie dépasse les 32.000 hectares occupés par le parc dans ces groupements ! Comme il n'était pas question de céder ni le parc ni les plantations de pyrèthres avoisinantes et appartenant aux colons blancs, il fallait coûte que coûte renforcer davantage les migrations massives forcées. Mais ni les Twa, ni les Tutsi, ni les Hutu n'acceptaient d'abandonner totalement leurs terres ancestrales. Il fallait alors les diviser et les opposer pour éviter qu'ils ne se coalisent comme avant 1948.

Les autorités du Parc et de l'administration coloniale locale ont opposé les Hutu aux Tutsi en disant que les premiers étaient les seuls légitimes propriétaires des terres pour s'être installés les

[13] CAPRASSE L. et GREGOIRE R., Procès-verbal de la réunion tenue à Goma, Chef-lieu du District du Nord-Kivu, le 27 octobre 1959, p. 4. Dossier F.5.08/PNA. Archives de la station administrative et technique des Secteurs Sud du Parc National des Virunga à Rumangabo (Nord-Kivu).

premiers dans la région. On ne sait pas sur quoi elles se sont basées pour soutenir de telles affirmations. Les idéologies, les mythes, les théories et les hypothèses (Cfr. l'hypothèque hamitique de Seligman) dont elles étaient nourries avant de quitter l'Europe ont remplacé la recherche et l'observation. Ce qu'on sait est que les responsables de l'Institut des Parcs Nationaux du Congo Belge avaient intérêt à déplacer tous les éleveurs Tutsi dont les pâturages naturels permanents étaient contigus au parc. Ils soutenaient pour les besoins de la cause que les Tutsi n'étaient pas de véritables autochtones, qu'ils avaient rencontré les Hutu et les Pygmées sur place et qu'ils s'étaient installés sur des terres antérieurement occupées par « *la race muhutu* ».[14] Ils cherchèrent également à convaincre les Hutu que les vaches des éleveurs dévastaient irrémédiablement les cultures indigènes et provoquaient ainsi la famine dans la région. Les autorités locales du parc poussèrent même certains agriculteurs Hutu à agrandir leurs champs en détruisant et en labourant les chemins des vaches clôturés (*imirombero*). Par conséquent les vaches ne pouvaient plus se déplacer sans endommager les cultures.

Cette déprédation des cultures amena par exemple les Hutu du groupement de Jomba, auxquels on avait promis les terres libérées par les Tutsi, à réclamer auprès de l'administration coloniale locale, et avec l'appui des responsables du Parc National Albert, le déplacement forcé des 250 familles Tutsi et de leurs vaches « *prédatrices* » vers la région de Bwito-Mushari et de Masisi. Ces Hutu avaient pris à leur compte les arguments avancés par les Européens. D'après les enquêtes socio-foncières et démographiques de 1957-1958, les Tutsi de Jomba constituaient 6,41 % de la population locale et détenaient seulement 45 % du gros bétail en 1958. En plus ils gardaient les vaches appartenant aux Hutu et totalisant 55 % des vaches de la région. Par conséquent les arguments des responsables du Parc n'étaient pas fondés. Les vaches des Hutu

[14] Dossier Fonds AGRI (39). Archives Africaines de Bruxelles. Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique.

étaient plus nombreuses que celles des Tutsi mais étaient dans la plupart des cas gardées par ces derniers.

Pour éviter une guerre civile très imminente, le Commissaire du District du Nord-Kivu, Léopold CAPRASSE, demanda en 1959 aux éleveurs Tutsi une trêve de trois mois et leur promit la rétrocession d'une partie du Secteur Mikeno. Pour s'opposer à cette promesse, pourtant ferme du Commissaire du District du Nord-Kivu, les conservateurs du parc soutinrent les revendications des pâturages du secteur Mikeno par les Hutu. Ils s'évertuèrent même à montrer que cette rétrocession serait inutile parce que, disaient-ils, *« les Hutu n'accepteraient jamais que les Tutsi occupent la nouvelle zone de pâturage gagnée sur le parc »*. Ils présentaient par conséquent le déplacement des éleveurs tutsi comme la seule solution réaliste et idéale (NZABANDORA, N.M., 2003 : 172-173). Finalement de nombreux Tutsi furent contraints à l'émigration, d'autres ainsi que leurs troupeaux de vaches envahirent le parc en 1959. Les arguments ci-haut décrits de l'administration coloniale locale et des responsables du Parc National Albert seront récupérés pendant les années 1970 et 1980 par bien des Hutu du Bwisha animés par des ambitions politiques. C'est ce que nous examinons dans les lignes qui suivent.

4.2. L'instrumentalisation de l'ethnisation des groupes sociaux du Bwisha après l'indépendance

C'est surtout à partir des années 1970 qu'un groupe d'intellectuels hutu oeuvrant à Kinshasa a pris à son compte les étiquettes ethniques des groupes sociaux du Bwisha datant seulement de l'époque coloniale et les a instrumentalisées pour des raisons de clientélisme et des fins politiques. Ce groupe estimait qu'il ne pouvait pas émerger politiquement autrement compte tenu des positions politiques et de l'importance économique des Tutsi aux temps forts du régime Mobutu. C'est notamment dans ce cadre que la MAGRIVI (Mutuelle des Agriculteurs des Virunga) fut créée et déploya ses activités divisionnistes. Il fallait mobiliser les Hutu du Bwisha qui forment la grosse majorité de la population locale.

Certains Hutu tentaient même des alliances avec d'autres groupes ethniques du Nord-Kivu hostiles aux Rwandophones et plus particulièrement aux Tutsi. La fin des années 1970 coïncide d'ailleurs avec le rebondissement de la contestation de la nationalité congolaise pour les Rwandophones du Nord-Kivu pour des raisons politiques et économiques. Bien des Tutsi étaient victimes de leur puissance économique dont les autres groupes ethniques étaient jaloux. Ils avaient beaucoup investi dans l'élevage bovin car ils considèrent traditionnellement la vache comme la voie royale de l'enrichissement. La démonétisation des billets de banque de décembre 1979 leur a donné raison tout en leur attirant la jalousie. Contrairement aux autres groupes ethniques du Kivu et d'ailleurs en République Démocratique du Congo, ils ont pu renflouer leurs caisses en abattant leurs vaches et en exportant de la viande vers les grandes villes du pays, principalement vers Kinshasa. Ils ont pu ainsi relancer d'autres activités économiques. Leur prospérité économique dont les autres groupes ethniques étaient jaloux leur a attiré beaucoup d'ennuis dont la contestation de leur nationalité congolaise.

Certains Hutu du Bwisha croyaient qu'ils gagneraient la sympathie des autres groupes ethniques du Nord-Kivu en faisant des alliances avec eux et en se désolidarisant des Tutsi. Certains hommes politiques et d'affaires tutsi ont également tenté des alliances tantôt avec les Hutu, tantôt avec les autres groupes ethniques du Nord-Kivu généralement hostiles aux Rwandophones. Ces groupes ethniques jouaient un double jeu uniquement afin de « *diviser pour régner* ».

Pour se désolidariser desTutsi, bien des Hutu ne voulaient pas qu'on les appelle « *Banyarwanda* ». A partir des années 1980, dire de quelqu'un qu'il est « *Munyarwanda* » fut considéré comme une injure grave, un déni de la nationalité congolaise. Certains Hutu ont même prétendu qu'ils parlaient non pas le « *Kinyarwanda* », mais le « *Kihutu* » ! D'autres, pourtant de haut niveau d'instruction,

abrégeaient leurs noms rwandais pour leur donner des connotations des langues d'autres groupes ethniques de la République Démocratique du Congo. La crise de l'identité a ainsi atteint son comble ! C'est très grave lorsqu'on a honte de sa culture et de sa langue. C'est même ridicule. Pourtant, pendant toutes les grandes crises politiques et militaires qui ont secoué le Kivu après l'indépendance, les Tutsi, les Hutu et les Twa (Pygmées Yanda) sont toujours mis dans un même sac sans distinction. Nous en arrivons ainsi aux rapports traumatisants que les groupes sociaux du Bwisha ont entretenus avec les autres groupes ethniques du Nord-Kivu. La récurrence de ces crises fait cependant émerger une nouvelle prise conscience ethnique originelle chez les groupes sociaux du Bwisha. Il ne peut pas en être autrement.

V. LES RAPPORTS CONFLICTUELS AVEC LES AUTRES GROUPES ETHNIQUES DU NORD-KIVU.

Les rapports conflictuels entre les groupes sociaux du Bwisha et les autres groupes ethniques du Nord-Kivu sont récents. Ils datent seulement de l'après l'indépendance de la République Démocratique en 1960 et contrastent vigoureusement avec la situation du XVIIIe et du XIXè siècles. Cette situation est par exemple illustrée par la corporation des marchands qui contrôlait le commerce de sel de Katwe (côte nord-est du lac Edouard) depuis au moins le XVIIIe siècle. Cette corporation avait le monopole de l'exploitation des remarquables salines de Katwe et du commerce du sel au Sud-Ouest de l'Ouganda et sur toutes les côtes du lac Edouard au Nord-Kivu.

Les côtes du lac Edouard étaient jalonnées par un chapelet de marchés à la fin du XIXe siècle. Le centre commercial de Bitshumbi (Visthumbi aujourd'hui) situé sur la côte méridionale de ce lac dans le Territoire de Rutshuru fut visité par l'explorateur G.SCHWEITZER en mai 1891. Il témoigne à cette époque qu'il grouillait de monde le jour comme la nuit. Il y signala même des commerçants en provenance de Bukoba sur les rives occidentales

du lac Tanganyika (SCHWEITZER, G. et FELKIN, R.W., 1898 : 208-209). Bitshumbi était aussi un grand centre de pêche et de traitement du poisson. G. SCHWEITZER, qui y séjournera en 1981, n'en croyait pas ses yeux. D'après ses propres mots, il s'était « *cru en face de la transplantation des côtes de la mer Baltique en Europe et de leurs activités au cœur de l'Afrique* ». D'après ces observations, enfin les centres de pêche et commerciaux du lac Edouard dépendaient entièrement des régions montagneuses du Sud, de l'Est et de l'Ouest non seulement pour les produits artisanaux (les houes de Binza-Busanza au Nord-Est du Bwisha et celle de Utwe au Sud du Bunande) et vivriers, le petit et gros bétail, mais aussi même pour le bois de chauffe (SCHWEITZER, G. et FELKIN, R.W., 1898 : 210 – 211).

Le commerce du sel minéral de Katwe dans la région du lac Edouard était monopolisé par les Bakingwe. Ces derniers ne formaient pas un clan comme semble l'affirmer J.-P-CHRETIEN (2000 : 166). Il s'agissait plutôt d'une grande corporation des marchands composés de groupes hétéroclites venus de divers horizons, principalement des Tutsi et des Hutu aussi bien du Bwisha que du Rwanda et du Kigezi ougandais appelés Banyankole, ainsi que des Hunde et des Nande (KASEREKA-BAYIHOTA, 1991). Mais J. – P. CHRETIEN n'avait pas tout à fait tort. D'après les recherches effectuées aussi bien par E.R. KAMUHANGIRE dans le Sud-Ouest de l'Ouganda que par R.M. PACKARD chez les Nande et corroborées par les sources orales récoltées au Bwisha, les Bakingwe étaient sous le leadership du clan des Barenge, dit aussi clan des Basinga (composés de Hutu, Tutsi et Twa) et du clan nande des Bashu (KAMUHANGIRE, E.R., 1975 : 74-79).

Les Bakingwe ont lutté avec les Nande de Beni et de Lubero contre le royaume de Bunyoro parce qu'ils soutenaient la sécession de Toro dès 1834, contre les esclavagistes arabo-swahili de la côte orientale de l'Afrique à la fin du XIXe siècle et enfin contre l'occupation coloniale au début du XXe siècle. Les noms de

KALIKWENZI et de MABOKO son fils comptent parmi les grandes figures de la résistance nande contre les invasions extérieures (BERGMANS, L., 1971 ; KASAY KATSUVA, 1982 ; PACKARD, R.M., 1981). Comme nous l'avons déjà souligné, les rapports de solidarité et de coopération basés sur des intérêts économiques communs qui existaient au XVIIIe et au XIXe siècles entre les groupes ethniques du Nord – Kivu et les groupes sociaux du Bwisha contrastent avec la situation qu'on observe après 1960.

En 1962, le groupe ethnique nande et, à sa suite ou à son instigation, les ressortissants du Maniema ont claqué la porte et quitté la Province du Kivu sous prétexte que « *la coalition des « Banyarwanda » des territoires de GOMA, MASISI et RUTSHURU avec les Bashi les marginalisait dans cette province* ». Les députés et les ministres provinciaux ainsi que les cadres de l'administration originaires de ces trois territoires s'entendaient parfaitement bien avec les Bashi parce qu'ils avaient fréquenté les mêmes écoles secondaires au Sud-Kivu. Le Diocèse de Goma n'avait aucune école secondaire avant l'indépendance, contrairement au Diocèse de Beni-Butembo.

Les groupes ethniques Nande, Nyanga et Hunde se sont alors coalisés dans le Province du Nord-Kivu. Tandis que les Hutu et les Tutsi qui militaient pour le maintien de l'unité de l'ancienne province du Kivu, en furent exclus. Les Hutu et les Tutsi de Rushuru ont eu deux réactions lorsque la division du Kivu en trois provinces (Maniema, Kivu Central et Nord-Kivu) fut consommée. Ils ont d'abord privé la Province du Nord-Kivu des infrastructures de Goma, Chef- lieu de District à l'époque coloniale.

Les Nande, les Hunde et les Nyanga sont alors allés installer les bureaux de la Province du Nord-Kivu dans le village de Kirotshe à l'époque dépourvu de toute infrastructure, en dehors d'un dispensaire rural. Les habitants de Rutshuru ont également coupé les communications entre le Chef-lieu de cette province avec les

territoires de Beni et Lubero habités par les Nande. Ils avaient abattu des arbres pour barrer la route et érigé des barrières bien gardées. Les Nande ne pouvaient donc pas traverser le Bwisha dans le Territoire de Rutshuru.

Les territoires de Goma et Rutshuru furent par la suite déclarés « *Territoires contestés* » et administrés par des commissaires extraordinaires dépendant directement de la capitale, située pourtant à plus de deux mille kilomètres à vol d'oiseau. Le Territoire de Shabunda au Sud-Kivu se trouvait également dans la même situation.

Au cours de la même période une guerre tribale extrêmement meurtrière fut déclenchée en 1963 contre les « *Banyarwanda* » sans aucune distinction dans le Territoire de Masisi par les Hunde avec l'appui du gouvernement provincial du Nord-Kivu présidé par les Nande. Ce conflit tribal armé, qui a duré jusqu'en 1966 est connu sous le nom de « *guerre de Kanyarwanda* ». Les Tutsi et les Hutu furent massacrés à grande échelle et jetés dans le lac Vert situé à une vingtaine de kilomètres de Goma. Auparavant les Hunde avaient d'abord commencé par incendier les archives de l'état civil dans toutes les entités administratives locales pour qualifier ensuite tous les Rwandophones de réfugiés ou d'étrangers.

Finalement des ministres et des hauts cadres administratifs rwandophones furent nommés dans le Gouvernement provincial du Nord-Kivu. Le Professeur MUJINYA Edmond, par exemple, fut nommé Ministre de l'Intérieur et de la Justice à dessein. Il devait convaincre les « Banyarwanda, ses frères, » à déposer les armes et les rassurer. Bien souvent les troupes militaires provinciales et les milices tribales en profitaient pour continuer à massacrer les « *Banyarwanda* » désarmés.

La contestation de la nationalité des Rwandophones du Kivu fut de nouveau relancée à la fin des années 1980. C'est la raison pour laquelle les élections des responsables des entités décentralisées furent annulées au Kivu et on refusa de recenser de nombreux rwandophones. La contestation de la nationalité des « *Banyarwanda* » a été poursuivie au niveau national lors des travaux de la Conférence nationale, entre 1989 et 1993.

Comme en 1963, elle fut doublée en 1993 d'une nouvelle guerre ethnique dirigée contre les Banyarwanda (Hutu et Tutsi) dans les territoires de Walikale, de Masisi et de Rutshuru. Comme en 1963, les Hunde et les Nyanga furent soutenus par les Nande qui se trouvaient encore une fois à la tête de la Province du Nord-Kivu. Pendant que les milices tribales combattaient tous les « *Banyarwanda* », les Tutsi sans distinction furent les plus traqués au Kivu en 1995 et surtout en 1996 par l'armée régulière, les services de sécurité, les administrateurs de territoires et les milices populaires improvisées. Ils furent finalement refoulés par dizaines de milliers vers le Rwanda (NICOLAI, H., 1998 : 56-59). Même les Hutu originaires du Bwisha ne furent pas épargnés. Ils furent par exemple expulsés des territoires de Beni et de Lubero. Un camp de réfugiés fut aménagé pour eux au Centre de Rushuru. Leurs familles auraient été toutes massacrées par la suite par les milices Nyanga (Katuko Ka Baroba), hunde (Batiri) et nande (Ngilima) qui venaient de fusionner pour former les Maï Maï du Nord-Kivu et dont le quartier général était implanté à Rwindi qu'ils avaient investi en avril 1996. Comme on le sait, ces Maï Maï du Nord-Kivu furent utilisés par Kabila Laurent-Désiré dans sa guerre de libération du Congo-Kinshasa (octobre 1996-mai 1997).

CONCLUSION

Comme Philippe BRAUD l'a si bien montré à propos des Juifs, l'identité d'un groupe peut se cristalliser autour des événements traumatisants perpétrés contre lui. Le vécu et le souvenir de ces événements peuvent donner corps au sentiment d'une identité distincte partagée par les persécutés (BRAUD, P., 2002 : 88).

La précarité et les échecs à moyens termes des tentatives d'alliance avec les autres groupes ethniques du Nord-Kivu ainsi que les événements récurrents et traumatisants rappelés ci-dessus ont amené les groupes sociaux du Bwisha à une nouvelle forte prise de conscience ethnique originelle. Leur destin est implacablement commun. On évolue donc vers la consolidation de l'identité originelle qui, comme nous l'avons montré, fut soumise à de rudes épreuves sous et après la colonisation.

BIBLIOGRAPHIE

1.BARTH, F. (éd .), *Ethnic Group and Boundaries. The social organization of Culture Difference*, trad. Partielle in POUTIGNAT, P.et STREIFF-FENART, Théories de l'ethnicité, Presses Universitaires de France, Paris, 1995, pp. 203-249.

2.BERGMANS, L., *Les Wanande. Tome I : les Baswaga (Aperçu historique),* ABB (Assomption Butembo-Beni), Butembo, 1970.

3. BRAUD, P., *Sociologie politique*, 6ème éd., Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 2002.

4. CHRETIEN, J.P., *L'Afrique des Grands Lacs*. Deux mille ans d'histoire, Aubier, Paris, 2000.

5. CUNNINGHAM, A.B. « Peuples, parcs et plantes. Recommandations pour les zones à usages multiples et les alternatives de développement de Bwindi Impénétrable, Ouganda », *in Document de Travail Peuples et Plantes*, n° 4, 1996, pp. 1-64.

6. CUYPERS, J. B., « Les Bantous interlacustres du Kivu », in VANSINA,.J. (éd.), *Introduction à l'ethnographie du Congo*, Edition Universitaire du Congo, Bruxelles / Kinshasa, 1966, pp. 201-211.

7. DREVET, J.F., *Les plantations européennes dans le Kivu d'altitude*, Thèse de doctorat de 3ème cycle en géographie, Université de Paris X., 1977.

8.DUBUISSON, J, « Note sur le tribut dans le Territoire de la Rutshuru », in *Bulletin des Juridictions indigènes et du Droit Coutumier Congolais,* vol. 3, n° 3, pp. 61-63 et vol. 3, n° 4, pp. 84-89, année 1935.

9. HAUZEUR, A., « L'os Ishango, ancêtre de la calculette. Et si les mathématiques étaient il y a 20.000 ans sur les rives des grands lacs africains ? », in *Le Soir* de samedi 16 et dimanche 17 décembre 2000, p.11.

10. JUSSIANT, M., « Le bétail indigène au Kivu. Son évaluation et son avenir », in *Bulletin Agricole du Congo Belge*, vol. XXI, n° 2, 1930, pp. 430-433.

11. KAMUHANGIRE, E., « The pre-colonial economic and social history of East Africa, with special reference to South-Western Uganda Salt Lakes Region »., in OGOT, B. (éd.), *Hadith 5 (Economic a nd s ocial h istory o f E ast A frica*, East African Publishing House, Nairobi, 1975, pp. 66-89.

12. KASAY KATSUVA, L.L., *Le pays nande au Kivu septentrional (Zaïre) : Dynamique des populations et organisation de l'espace en milieu équatorial d'attitude*, Dissertation présentée en vue de l'obtention du diplôme d'études supérieures en Géographie (DES), Faculté des Sciences, Université de Lubumbashi, 1983.

13. KASEREKA BAYIHOTA, *Contribution à l'étude des aspects socio- économiques de la conservation de la nature dans les villages voisins du Secteur Centre du Parc National des Virunga,* Rapport de stage effectué à l'école de Faune de Garoua (Cameroun), 1991.

14. MATHIEU,P.et MAFIKIRI TSONGO, « Enjeux fonciers, déplacements de population et escalades conflictuelles (1930-1995) », in MATHIEU, P. et WILIANME,in J.C. (éd), *Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands Lacs. Entre tensions locales et escalade régionale,* Institut Africain / L' Harmattan, Tervuren / Paris, 1999, pp. 21-62.

15. MOELLER, A., *Les grandes lignes des migrations des Bantous de la Province Orientale du Congo Belge*, Institut Royal Colonial (I.R.C.B.), Bruxelles, 1936.

16. NICOLAÏ, H., *La répartition et la densité de la population au Kivu*, Mémoire de l'Académie Royale des Sciences d'Outre- Mer, Bruxelles, 1998.

17. NZABANDORA, N.M., « Le rôle des Pygmées Twa des contreforts des volcans Virunga dans l'histoire socio-économique du Nord-Kivu : fin XIXème siècle- début XXème siècle », in *Cahiers du CERUKI* (Centre de Recherches Universitaires du Kivu), 2ème série, n°8, 1983, pp. 1-39.

18. NZABANDORA, N.M., *Histoire de conserver: Evolution des relations socio-économiques et éthnoécologiques entre les parcs nationaux du Kivu et les populations avoisinantes (RD Congo),* Thèse de doctorat en Sciences Sociales, orientation Anthropologie, Université Libre de Bruxelles, Mars 2003.

19. PACKARD, RM., *Chiefship and cosmology. An historical study of political competion,* Indiana University Press, Bloomington, 1981.

20. PAGES, A., *Un royaume hamite au centre de l'Afrique*, Institut Royal Colonial Belge (I.R.C.B.), Bruxelles, 1933.

21. PAGES, A., « Au pays des volcans », in *Grands Lacs*, n° 4, 1953, pp.33-43.

22. SALEE, A., BOUTAKOFF et DE LA VALLEE PUSSIN,J., *Résultats scientifiques de la Mission Géologique du Comité National du Kivu,* Institut géologique de l'Université de Louvain, Louvain (Belgique), 1939.

23. SCHWEITZER, G. et FELKIN, R.W., *Emin Pasha, his life and work. Compiled from his journals, letters, scientific notes and from official documents,* Archibal Constable and C°, Westminster, 1898.

24. SCHWETZ, J.," Un voyage d'étude dans la région du Lac Kivu (Tsé-Tsé), Trypanosomisase animale, Elevage et colonisation", in *Congo*, Tome II, n° 1, 1930, pp. 9-41.

25. SOCIETE DES MISSIONNAIRES D'AFRIQUE (Pères Blancs), *Rapport annue, 1923-1924 du Vicariat apostolique du Haut-Congo,* Société des Missionnaires d' Afrique, Alger, 1925.

26. TAYLOR, A.C., « Ethnie », in BONTE, P. et IZARD, M. (sous dir. de), *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Presses Universitaire de France, Paris, 2000, pp. 242-244.

27. VERSCHUREN, J., *Les habitats et la grande faune :évolution et situation actuelle. Exploration du Parc National des Virunga,* 2ème série, Fasc. 29, Fondation pour Favoriser les Recherches Scientifiques en Afrique, Bruxelles, 1993.

28. VERVLOET, G., « Aux sources du Nil. Dans la région des volcans, du Lac Albert-Edouard et du Ruwenzori. Zone de la Rutshuru-Beni, Congo Belge », in *Bulletin de la Société Royale Belge de Géographie,* vol. 34, n°4 ,1910, pp. 107-137, vol. 34, n° 6, pp. 393-411 et 1909, vol. 33, n° 31, pp. 255-298.

29. WAYLAND., E., *Summary of Programm of the Geological Survey of Uganda for years 1919-1929,* Uganda Protectorate, Entebe, 1931.

30. WAYLAND, E.J., *Report of the Geological Survey Department of Uganda,* Uganda Protectorate, Entebe, 1927.

31. WEBSTER, J.-B. and UNOMAH, A.C., "East Africa : The expansion of commerce", in FLINT, E.J., (éd.), *The Cambridge history of Africa. Vol. V*: c. 1790 – c. 1870, Cambridge University Press, London, New York, Melbourne, 1976.

Tiré sur les presses de l'imprimerie COFICO
B.P. 439 KIGALI/RWANDA
Tél./Fax : (250) 582350